

سورة التاج

**L'attentat
visant du matériel nucléaire
dans le Var
serait le fait de spécialistes**

LIRE PAGE 20

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,80 dir.; Tunisie, 1,30 M.;
Autriche, 1,20 S.; Belgique, 1,20 B.; Espagne, 1,20 P.;
France, 1,20 F.; Grèce, 1,20 N.; Italie, 1,20 L.;
Japon, 1,20 ¥; Pays-Bas, 1,20 G.; Portugal, 1,20 Esc.;
Roumanie, 1,20 L.; Royaume-Uni, 1,20 £; Suède, 1,20 Kr.;
Suisse, 1,20 Fr.; Tchécoslovaquie, 1,20 Kčs.

Tarif des abonnements page 8
5, RUE DES ITALIENS
75001 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris 15 65072
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Conflit entre l'Afrique du Sud et les États-Unis

Washington n'a pas tardé à réagir à l'expulsion par Pretoria, le 12 avril, de trois attachés militaires américains. Le lendemain, le département d'État déclarait l'attaché militaire sud-africain à Washington, le commodore du Flessis, et son adjoint, le colonel Gert Coetzee, « personnes non grates » et leur donnait huit jours pour faire leurs bagages.

Cette mesure de rétorsion provoqua à son tour une détermination de protestation de l'État, transmise au département d'État et couverte selon son destinataire « dans les termes les plus vifs qui soient ». La note condamnait le « comportement inadmissible » de Washington, demande des excuses pour les activités auxquelles se livraient les trois militaires américains expulsés et affirme que leurs deux homologues sud-africains priés de regagner leur pays n'avaient, eux, rien à se reprocher.

Dans la capitale fédérale, on tend à considérer que l'incident a été monté de toutes pièces par Pretoria à un moment jugé opportun pour rompre les négociations en cours sur l'armistice de la Namibie. Washington fait en effet remarquer que les sorties du turbo-prop Bechert de l'ambassade américaine, qui aurait rempli des « missions d'espionnage », n'avaient rien de clandestin. Le plan de vol était soumis aux autorités avant chaque décollage de l'appareil et, à trois reprises, paraît-il, des fonctionnaires sud-africains participèrent même à l'expédition.

Jusqu'ici, la politique américaine avait réussi à concilier ses grands principes, sur l'autodétermination et les bonnes affaires du business national avec l'état le plus industriel d'Afrique.

Pourtant le gouvernement de Pretoria a-t-il pris la modération de Washington pour un consentement par défaut à la perpétuation du statu quo, à moins que, au contraire, pensant que cette attitude ne serait pas éternelle, il ne se soit enervé et lancé dans des initiatives aventureuses. On ne saurait oublier par exemple que le scandale des fonds secrets du ministère de l'Information sud-africain effleurait les États-Unis. Des intermédiaires obligés s'y sont proposés pour renflouer l'éphémère « Trib » new-yorkais et, entreprise plus ambitieuse, pour se porter acquiescent du « Washington Star », quotidien du soir de la capitale qui rivalisait à armes égales avec le « Washington Post », mais qui connaît depuis dix ans une crise financière permanente.

Ces tentatives de malinisme, avortées, font-il le dire, dans le contexte d'une nation où tout finit par filtrer ou par « fuir » et où le dollar, tant s'en faut, n'achète pas tout, dénotent chez leurs instigateurs une méconnaissance du monde extérieur et une sorte de cynisme rustique qui paraît bien avoir inspiré le langage officiel fait autour de l'« espionnage » américain en Afrique du Sud. L'apartheid, enraciné moralement, perdrait-il confiance en lui-même ? En est-il réduit aujourd'hui à des expédients grossiers pour sauver un régime qui n'a pas su évoluer ? Ce qui lui vaut rebuffades sur ses avancées. Ses sportifs sont mis à l'index, et la France entend contraindre la tournée des fameux Springboks sur les stades français en invoquant l'opprobre qu'elle jette sur la discrimination raciale.

C'est de bon moralisme ahour de bonne guerre. Mais, vu la résistance endurcie qu'offre Pretoria aux pressions, menaces et avertissements en tous genres qu'elle reçoit depuis un certain nombre d'années, n'est-on pas fondé à s'interroger aussi sur les intentions réelles des donneurs de leçons ? Car la question des iniquités de l'apartheid est réglée depuis longtemps. La vraie question est de savoir quelle puissance occidentale, grande ou moyenne, accepterait de prendre sur elle la responsabilité de pousser les choses jusqu'à la « déstabilisation » qui résulterait, au moins dans un premier temps, de son démantèlement forcé.

VIETNAM

Les pourparlers avec la Chine s'engagent à Hanoi dans un climat tendu

M. Han Nianlong, vice-ministre chinois des affaires étrangères et chef de la délégation chinoise aux négociations sino-vietnamiennes, est arrivé à Hanoi ce samedi 14 avril. Il a été accueilli à l'aéroport par son homologue vietnamien, M. Phan Hien.

Son arrivée intervient au lendemain de la publication d'une vive protestation de Pékin contre une « provocation » vietnamienne dans les îles Xisha (Paracels), qui laisse mal augurer des pourparlers.

D'autre part, la situation demeure tendue à la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. Les forces vietnamiennes et leurs alliés du Phnom-Penh ont repris le poste-frontière de Polpet aux Khmers rouges. Plusieurs milliers de civils khmers fuyaient les combats ont tenté en vain de se réfugier en Thaïlande.

De notre correspondant

Pékin. — Quelques heures avant la date prévue pour l'ouverture des négociations sino-vietnamiennes, la Chine a adressé au Vietnam une nouvelle note de protestation d'un ton extrêmement vif et dans laquelle elle accuse Hanoi de chercher délibérément à « empoisonner l'atmosphère » des pourparlers.

La note chinoise relate les circonstances dans lesquelles, assurément, trois bateaux chargés de militaires vietnamiens se sont approchés, le 10 avril, à 500 mètres du rivage dans l'archipel des îles Xisha (Paracels), en mer de Chine méridionale. Des coups de feu, selon la note, ont en outre été tirés « par provocation » contre un patrouilleur chinois.

À la suite de cet incident, la Chine exige du Vietnam non seulement des excuses pour ce qu'elle dénonce comme « une violation » de ses eaux territoriales, mais encore l'assurance que de telles « provocations » ne se répéteront pas.

Il est fort douteux que Hanoi jouira présent en arrière-plan de la Chine. Les Xisha, occupées par la Chine en 1974, sont formellement revendiquées par le Vietnam. Toute « excuse » équivaudrait à reconnaître à cette revendication.

La question des îles de la mer de Chine méridionale a figuré jusqu'à présent en arrière-plan des négociations sino-vietnamiennes. Le 16 mars toutefois, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, avait indiqué qu'elle serait nécessairement abordée lors des négociations entre les deux pays. Qu'elle soit posée en ces termes aujourd'hui risque de passer inaperçu sur l'atmosphère des pourparlers. Le problème des îles est en effet par nature beaucoup plus difficile à résoudre que celui de la frontière terrestre. La proposition de la Chine de régler par les négociations les différends territoriaux sont de faible importance.

En dépit de ces inquiétudes, le négociateur chinois, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Han Nianlong, a quitté Pékin pour Hanoi comme prévu samedi 14 avril, à la tête d'une délégation de vingt-cinq personnes, journalistes compris.

La question des îles de la mer de Chine méridionale a figuré jusqu'à présent en arrière-plan des négociations sino-vietnamiennes. Le 16 mars toutefois, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, avait indiqué qu'elle serait nécessairement abordée lors des négociations entre les deux pays. Qu'elle soit posée en ces termes aujourd'hui risque de passer inaperçu sur l'atmosphère des pourparlers. Le problème des îles est en effet par nature beaucoup plus difficile à résoudre que celui de la frontière terrestre. La proposition de la Chine de régler par les négociations les différends territoriaux sont de faible importance.

En dépit de ces inquiétudes, le négociateur chinois, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Han Nianlong, a quitté Pékin pour Hanoi comme prévu samedi 14 avril, à la tête d'une délégation de vingt-cinq personnes, journalistes compris.

La question des îles de la mer de Chine méridionale a figuré jusqu'à présent en arrière-plan des négociations sino-vietnamiennes. Le 16 mars toutefois, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Huang Hua, avait indiqué qu'elle serait nécessairement abordée lors des négociations entre les deux pays. Qu'elle soit posée en ces termes aujourd'hui risque de passer inaperçu sur l'atmosphère des pourparlers. Le problème des îles est en effet par nature beaucoup plus difficile à résoudre que celui de la frontière terrestre. La proposition de la Chine de régler par les négociations les différends territoriaux sont de faible importance.

En dépit de ces inquiétudes, le négociateur chinois, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Han Nianlong, a quitté Pékin pour Hanoi comme prévu samedi 14 avril, à la tête d'une délégation de vingt-cinq personnes, journalistes compris.

ALAIN JACOB.

Point de vue

Troisième dimension

par MICHEL CRÉPEAU (*)

L'élection européenne n'est-elle pas le moyen de donner réellement à la gauche une troisième dimension ? Une dimension nouvelle qui la rende à la fois plus vraie, plus novatrice, plus profondément féconde et générale ?

C'est sur cela que le Mouvement des radicaux de gauche a son débat interne.

Une petite formation n'a en effet de sens que dans la mesure où elle se consacre réellement à l'innovation, où elle bascule, où elle dérange. Dans la mesure encore où elle peut servir de fédérateur, de catalyseur, pour des sensibilités voisines qui, elles aussi, recherchent les moyens de leur expression politique.

Après tout, n'est-ce pas d'une petite déviation qu'est né, à Epinay, le nouveau parti socialiste ? N'est-ce pas un exemple qui vaut d'être suivi ?

Je suis, pour ma part, tout à fait convaincu que c'est dans ce sens-là qu'il faut résolument aller si nous voulons donner à la gauche les chances véritables de son avenir.

Dès lors que l'on admet — et ce n'est pas un simple postulat — que l'avenir nous condamne à vivre autrement, il est grand temps que nous nous décidions à penser la politique autrement.

La pesanteur des faits et des idées qui sont l'héritage du dix-neuvième siècle nous paralyse.

Le mouvement des radicaux de gauche a son débat interne. Une petite formation n'a en effet de sens que dans la mesure où elle se consacre réellement à l'innovation, où elle bascule, où elle dérange. Dans la mesure encore où elle peut servir de fédérateur, de catalyseur, pour des sensibilités voisines qui, elles aussi, recherchent les moyens de leur expression politique.

Les aboiements nationalistes ne signifient plus rien

L'Europe n'est-elle donc qu'un marionnette ?

Vingt ans de débats obscurs et touffus autour de l'Europe ont fait perdre de vue qu'en refusant, au nom de la souveraineté, la supranationalité, on installait la multinationalité. Celle du capitalisme américain nous imposant ses techniques, son genre de vie, sa culture, sa civilisation.

Faute d'avoir eu faire à temps les États unis d'Europe, nous nous sommes condamnés à devenir peu à peu une colonie économique, scientifique, technologique, et trop souvent culturelle des États-Unis d'Amérique.

* Président du Mouvement des radicaux de gauche.

Comme nous aurions pu l'être de la Russie.

C'est cela le déclin de l'Europe et le déclin de la France. L'histoire est faite du choc des civilisations plus encore que de la lutte des classes. Les civilisations dominantes s'imposent aux civilisations dominées. Pas seulement par la guerre, mais aussi dans la paix.

C'est pourquoi nous devons les nations européennes, et elles, restent isolées, face à l'immensité des continents qui s'éveillent, des multitudes qui s'affrontent et des idéologies conquérantes qui se heurtent ?

Qui ne voit que depuis longtemps les révolutions technologiques, les comportements sociaux, les intérêts dominants, ont franchi les frontières héritées du passé, sans demander la permission à quiconque ? Et surtout pas aux États nationaux.

(Lire la suite page 5.)

Comme nous aurions pu l'être de la Russie. C'est cela le déclin de l'Europe et le déclin de la France. L'histoire est faite du choc des civilisations plus encore que de la lutte des classes. Les civilisations dominantes s'imposent aux civilisations dominées. Pas seulement par la guerre, mais aussi dans la paix.

Le futur au présent

Pendant que le monde effaré avait les yeux fixés sur cette fameuse bulle narguant du haut de sa cuve les experts réunis en Pennsylvanie autour de M. Carter, pendant qu'un peu partout, sauf ici, ceux qui nous gouvernent se rendaient compte soudain de la nécessité d'éclaircir pour le ras-le-volant l'opinion, pendant que les États-Unis s'interrogeaient sur l'opportunité de poursuivre leur programme électro-nucléaire, pendant que M. Mitterrand réclamait — un référendum précédé d'un débat nécessaire — pendant que les Allemands de l'Ouest défilèrent par dizaines de milliers pour protester contre le projet d'un dépôt de résidus en Basse-Saxe ; oui, pendant ce temps-là, on décaissait à Berlin — un prix international de télévision,

INDE

Calcutta paralysée depuis plusieurs jours par une panne d'électricité

Les centrales thermiques qui approvisionnent la ville de Calcutta en électricité étant tombées en panne, les autorités du Bengale occidental ont été contraintes de rationner le courant et de demander aux industriels de fermer leurs usines entre le 10 et le 15 avril. Cette panne coïncide avec quelque 650 millions de francs à l'Inde.

Imprévoyance et mauvaise gestion

De notre envoyé spécial

Calcutta. — Faute d'électricité, Calcutta, l'immense capitale du Bengale occidental, vit depuis quelques jours dans une situation quasi-catastrophique. L'une après l'autre, les centrales thermiques qui approvisionnent la ville de Calcutta en électricité ont cessé de fonctionner. Le manque a atteint, ces derniers jours, jusqu'à 200 MW, soit presque la moitié de la consommation d'électricité de la ville.

Les pouvoirs publics ont dû se résoudre à priver la population de courant pendant la majeure partie de la journée. La ville est maintenant divisée en trois zones, chacune recevant de l'électricité pendant seulement quatre heures par jour, de 6 heures à 10 heures, de 12 heures à 16 heures, de 18 heures à 22 heures. En dehors de ces « plages », les habitants de Calcutta sont sans lumière et sans ventilation, alors que la chaleur atteint couramment 34 degrés, l'humidité 90 % et que la mousson arrive.

Une réaction sévère

Seuls sont épargnés les services de distribution des eaux, les tramways, le port, les hôpitaux. La station centrale de police, le siège du gouvernement et le principal réseau téléphonique de la ville. Bon nombre d'habitants ne souffrent pas plus qu'à l'habitude, n'ayant jamais eu l'occasion d'apprécier le confort de l'électricité ou la sécurité d'un toit. Ils continuent, par milliers, à coucher sur les trottoirs.

En outre, le gouvernement a dû ordonner aux industriels du Bengale occidental de fermer leurs usines entre le 10 et le 15 avril, pour permettre à la West Bengal State Electricity Board (Organisation d'État qui a le monopole de la distribution d'électricité en Inde) de réparer ses principales unités de production. Un million d'Indiens vont ainsi être mis en chômage au moment même où — fronte du sort — le gouvernement fait des vœux et des mains pour attirer des entreprises dans une région dont la situation ne s'améliore pas, à l'inverse de celle de Bombay, propulsée en avant par des industries très modernes comme l'électronique.

La réaction de nombreux observateurs a été aussi rapide que sévère.

ALAIN VERNHOLLE.

(Lire la suite page 17.)

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Au cours des cinq dernières années, on a assisté, de par le monde, à une « libération » de Saigon, à deux « libérations » de Phnom-Penh et à une « libération » de Téhéran.

Avant de se réjouir entièrement de la dernière en date des « libérations », celle de la ville de Kampala, en Ouganda, il serait peut-être prudent de s'assurer qu'il ne s'agit pas, une fois encore,

Délivrance

d'une manifestation de cette épidémie de fausse joie qui sévit sur la planète en ces temps obscurs.

Les populations concernées ont eu par la même occasion la possibilité de constater qu'une tyrannie peut en cacher une autre et que la fin d'un enfer coïncide parfois avec le début d'un cauchemar.

BERNARD CHAPUIS.

Selon le « New York Times »
UNE CENTAINE DE COMMANDES
MILITAIRES SOVIÉTIQUES
AURAIENT ÉTÉ TUÉES EN
AFGHANISTAN.

DEUX NOMINATIONS

M. GILLES CURIEUX, directeur en Suisse.
M. DOMINIQUE DE LAUNAY, directeur de l'administration au Quai d'Orsay.

TOUT CE
SE TRANSFORME
SACHÈTE CE
CAPELOU

CAPELOU

hamm

IT SAUVÉ

DULON

UGANDA

M. Yusuf Lule, nouveau chef du gouvernement a prêté serment à Kampala

M. Yusuf Lule, nouveau chef du gouvernement ougandais, est arrivé le vendredi 13 avril, à Kampala, venant de Dar-Es-Salaam. Il a été accueilli par plusieurs dizaines de milliers d'habitants en liesse. Il a aussitôt prêté serment dans l'enceinte du Parlement. Remarquant, dans un discours radiodiffusé, le président Nyerere et le peuple tanzanien pour l'aide apportée au renversement du maréchal Idi Amin Dada. M. Lule a fait observer une minute de silence « à la mémoire de tous ceux qui sont morts dans la lutte contre la dictature » et lancé un ultime appel aux soldats du régime déchu, déclarant : « Vous avez maintenant un gouver-

nement légitime, rendez vos armes et vous serez protégés. » Assurant que « tous les criminels seront déferés à la justice », il a exhorté les Ougandais à « être fidèles à leur réputation de peuple poli et doux » et à « ne pas le souffler par des pillages et des vols ». Le Mozambique et le Botswana ont reconnu vendredi le nouveau régime, tandis que le département d'Etat américain annonçait que des contacts avaient été pris avec le Congrès afin d'en obtenir la levée de la suspension de l'aide à l'Ouganda et l'autorisation de reprendre les importations de café au provenance de ce pays. — (A.F.P., U.P.I.)

De notre correspondant en Afrique orientale

Busia (frontière ougandaise). — Des centaines de réfugiés ougandais ont été accueillis à la frontière du Kenya. La plupart d'entre eux sont des Nubiens musulmans originaires du nord du pays. Leurs témoignages ont été d'une sincérité complète dans l'est de l'Ouganda et de la « désintégration » des dernières unités du maréchal Amin, lequel se cachait, selon un ancien officier ougandais, « dans la forêt, entre Jinja et Tororo, avec un groupe de gardes du corps ». Le commandant et les autres officiers du bataillon Kadafi de Jinja, ville située à 120 kilomètres du Kenya, ont été tués à Busia vendredi avec leurs familles. « L'unité s'est désintégrée. Il n'y a plus d'autorité à Jinja, plus de police, plus de militaires », nous a raconté le fils du médecin-chef égyptien de l'hôpital de la deuxième agglomération de l'Ouganda. « La ville était calme quand nous sommes partis. Plus personne ne la contrôlait », a-t-il ajouté. Le gou-

vernement de Jinja s'est réfugié à Busia. Le gouverneur de Kampala y était-il arrivé jeudi à la tête d'un convoi de vingt Mercedes et de quarante camions, comme l'a rapporté la presse de Nairobi ? « Avec plus de véhicules que ça », nous a répondu un habitant. Au poste de douane kényan, des dizaines de voitures de tourisme, parfois luxueuses, souvent bondées d'enfants, s'alignaient à côté de camions et de bras qui faisaient la navette entre les deux pays, transportant matelas, valises et petits meubles. Plusieurs autobus de la compagnie Freedom Tours & Travel, bondés de passagers attendaient également à la frontière. Les deux pays, les douaniers kényans laissent passer les réfugiés, non sans contrôler si certains véhicules n'avaient pas été volés. L'afflux de réfugiés s'est précipité après le bombardement de



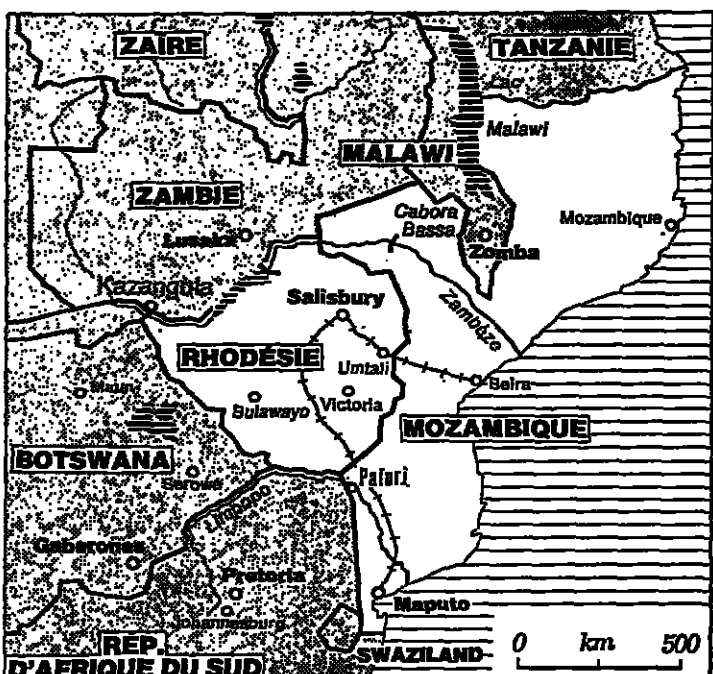
(Dessin de CHENEZ)

JEAN-CLAUDE POMONTI

RHODÉSIE

Washington exprime sa « profonde inquiétude » après le raid rhodésien sur Lusaka

Le raid rhodésien, de vendredi 13 avril contre le quartier général de M. Nkomo dans la capitale zambienne (le Monde du 14 avril), a été condamné par Londres et Washington. Le porte-parole du département d'Etat américain a souligné la « profonde inquiétude » de son pays devant le fait que l'attaque se soit déroulée en plein Lusaka, au mépris de la sécurité des populations civiles. Pour le Foreign Office, la décision des autorités rhodésiennes d'attaquer personnellement M. Nkomo est une étape importante et déplorable dans l'escalade de la guerre. Celle-ci renforce la nécessité urgente d'un règlement négocié en Rhodesie, qui seul peut entraîner un cessez-le-feu, la fin de la guerre et la tenue d'élections supervisées par les Nations unies. Le secrétaire général de l'ONU, M. Waldheim, a « énergiquement condamné » le raid et « demandé au régime illégal de M. Ian Smith de cesser de toutes nouvelles actions de cette nature qui ne peuvent qu'aggraver tout espoir d'une solution pacifique du problème rhodésien ».



Mobilisation en Zambie

Quelques heures après leur attaque du quartier général nationaliste de Lusaka, des soldats rhodésiens ont détruit le bac de Kamungula, sur le Zambèze (nos Services ont indiqué du 14 avril). Ce bac construit grâce à un financement américain, est le seul lien entre la Zambie et le Botswana et a une importance stratégique et commerciale considérable pour ces deux pays. Un autre commando rhodésien a attaqué Francistown, la deuxième ville du Botswana, située à une quarantaine de kilomètres de la frontière zambienne. Il a occupé le domicile d'un dirigeant nationaliste — qui a réussi à s'échapper — et a capturé quatorze personnes, qui ont été ramenées en Rhodesie.

Il semble que, dans les attaques contre la Zambie et le Botswana, l'état-major de Salisbury a utilisé des commandos locaux, qui auraient revêtu l'uniforme des armées locales, ce qui leur a per-

mis de tirer parti de la confusion pour réusir leurs opérations. M. Nkomo a donné, vendredi, des précisions sur le raid — qui aurait fait dix morts — au cours d'un meeting devant sa résidence détruite de Lusaka. Il a affirmé qu'il se trouvait à son domicile au moment de l'attaque, mais qu'il avait réussi à s'enfuir par une porte dérobée. Les assaillants sont arrivés à bord de six ou sept camions portant les couleurs de l'armée zambienne, a-t-il expliqué. Nous avons d'abord pensé qu'il s'agissait de soldats zambiens, mais ils ont commencé à nous tirer dessus, et c'est à ce moment que je suis sorti. Je dois avouer le régime rhodésien, a ajouté M. Nkomo, qu'il se payerait cher pour ce qu'il a fait. Le Front patriotique va punir ces sauvages. M. Mugabe, co-président du Front patriotique, qui participait

PROCHE-ORIENT

CONSÉQUENCE DU TRAITÉ DE WASHINGTON

Le repli sur le Néguev des forces israéliennes du Sinai contribue à aggraver le « problème des Bédouins »

A la suite de la signature du traité de Washington, l'agence de presse saoudienne a annoncé, le 13 avril, l'expiration de l'Egypte de la Société arabe d'investissements, dont le siège est à Ryad. La société d'investira plus en Egypte et fermera sa filiale du Caire, conformément

aux résolutions du sommet de Bagdad. En outre, l'Arabie Saoudite, l'Etat des Emirats arabes unis et Qatar auraient, selon « El Moustakbal » publié à Paris, décidé de transférer du Caire à Ryad le siège de l'Organisation arabe pour l'industrie d'armement.

De notre correspondant

Jérusalem. — La paix — même si elle n'est que partielle — fera surgir en Israël un certain nombre de difficultés politiques, sociales et économiques jusqu'alors occultées par l'état de guerre, mais prévisibles depuis longtemps. Ainsi l'évacuation du Sinai coïncidera-t-elle, malgré l'aide américaine, et va notamment bouleverser la vie de toute une région : le Néguev, où une grande partie de l'armée israélienne doit se réinstaller d'ici trois ans. En dépit des vacances parlementaires, la Knesset se réunira le lundi 16 avril en séance extraordinaire à la demande de l'opposition pour un débat sur ce thème : « La nécessité, pour le gouvernement et les autorités compétentes de respecter la loi durant le redéploiement (de l'armée) dans le Néguev. L'opposition a dû recourir à cette procédure pour lancer un débat que le gouvernement souhaitait éviter.

En Israël, comme ailleurs, les gouvernements s'accrochent mal du mode de vie des nomades. Au Proche-Orient, la liberté séculaire des fils du désert, dont la civilisation a donné naissance à l'islam et à la société arabe est une peau de chagrin. En Israël plus qu'ailleurs. Aujourd'hui la plupart des trente-cinq mille Bédouins du Néguev ne sont plus que des semi-nomades. Certains étant même déjà sédentarisés et l'écrasement de plus en plus limité, voire impossible. Depuis 1948, les différents gouvernements israéliens ont, en effet, appliqué une stricte politique de sédentarisation, de plus en plus mal acceptée. Bien qu'elle s'accompagne de projets sociaux souvent remarquables. Cette politique s'est accentuée au fur et à mesure que les besoins d'Israël se sont accrues dans le Néguev.

Depuis la création de l'Etat, pour des raisons de sécurité (en fait, pour les isoler des Palestiniens de la bande de Gaza), de nombreuses tribus bédouines ont été déplacées vers l'est de la région. Puis, les programmes israéliens d'implantations urbaines, agricoles et industrielles, ont progressivement réduit les secteurs où les Bédouins pouvaient poursuivre leurs principales activités : l'élevage et l'agriculture saison-

nière. De multiples zones militaires leur ont été interdites et une part importante de la main-d'œuvre bédouine a été attirée vers les plantations et les usines israéliennes. Cette politique gouvernementale procède par voie d'autorité. Au cours des dernières années, les tensions entre l'administration et les Bédouins se sont donc aggravées. Les expropriations et les réquisitions ont été souvent appliquées par la force : des centaines de tentes ou d'habitations en dur ont été détruites. Cette politique a suscité à un chapitre, le ministre de l'Agriculture, M. Ariel Sharon, connu pour ne pas s'embarrasser de nuances, depuis 1976, les Bédouins ont une hantise : la « perte de leur terre ». Il s'agit d'un corps de fonctionnaires, originellement affectés au service des réserves parcs naturels, qui par une singulière perversion de leur mission, sont devenus une véritable police, dont la principale fonction est de contrôler les nomades et de réprimer leurs incartades. La soudaine transformation du Néguev en zone de repli pour l'armée s'accompagne rapidement de l'inquiétude des Bédouins : ils savent que le processus actuel de sédentarisation et d'intégration est irréversible mais ils attendent pouvoir l'orienter et avoir leur mot à dire. Leurs dirigeants rejettent le projet des six centres urbains dont fait partie Lagya. Ils préfèrent des agglomérations agricoles comme il leur en fut proposé dans le passé. Mais le gouvernement répond qu'il n'y a pas assez d'eau pour des exploitations, de toute façon, ne correspondraient pas aux nouveaux programmes de développement. Le responsable du plan au ministère de l'Intérieur déclare très nettement : « L'avenir du Néguev, c'est l'industrie. Pour cela, nous avons besoin de techniciens et d'ouvriers, pas de fermiers... ».

FRANCIS CORNU.

LIBAN

Le commandant en second du bataillon français de la FINUL est tué dans une embuscade

De notre correspondant

Beyrouth. — Le commandant Christian Jamin, commandant en second du bataillon logistique français affecté à la FINUL, a été tué dans une embuscade à l'ouest du Liban, le 13 avril. Ce haut commandant a été tué par une rafale de tirs d'armes lourdes, qui s'est terminée dans un ravin. Les gendarmes libanais dépêchés sur les lieux n'ont pu atteindre le lieu de la fusillade, car la nuit était tombée. Les corps des deux soldats français, tués, ont été transportés à l'hôpital Saint-Joseph de Beyrouth. Selon certaines informations, son chauffeur, un soldat français, aurait été blessé.

Toutefois, samedi matin, de source bien informée, on n'excluait pas que l'officier se soit trouvé seul à bord du véhicule (1). Le commandant Jamin rentrait de Damas et, sans doute, a-t-il effectué ce long détour pour une promenade en montagne qui l'a mené loin de sa base opérationnelle. Qui a tiré sur lui ? Les Phalanges accusent le P.P.S. Les partisans du mouvement national progressiste, Dhour Cheir, ont sés produit l'incident, est situé à la charnière des secteurs chrétien et syrien. Une milice du P.P.S. s'y trouve également.

Il y a quinze jours, le 29 mars, le contingent logistique français, qui dispose uniquement d'armes légères, avait déjà subi des pertes — un caporal et deux soldats blessés — après avoir essuyé un tir d'artillerie des milices chrétiennes, au Q.G. de la

FINUL à Nakoura, à l'extrême sud du pays. La France a retiré, en mars dernier, son bataillon opérationnel de la force internationale, qui comptait environ sept cents hommes. LUCIEN GEORGE.

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. FRANÇOIS-PONCET A RABAT

Les tensions en Afrique entravent le développement constate le communiqué commun

De notre correspondant

Rabat. — Deux séries d'entretiens ont marqué vendredi 13 avril le séjour de M. François-Poncet à Rabat : les uns politiques, avec le ministre marocain des Affaires étrangères, M. Boussif, se sont prolongés par l'audience que le roi Hassan II a accordée au chef de la diplomatie française ; les autres furent surtout le fait des techniciens français et marocains de différents secteurs, réunis au sein de la commission intergouvernementale permanente. Le communiqué commun, tout en ne se référant pas expressément au conflit du Sahara occidental, constate qu'il existe en Afrique des « foyers de tension ». Ceux-ci « mettent en danger la sécurité du continent et constituent un obstacle à son effort de développement ». Des vues identiques ont été exprimées de part et d'autre à propos de la situation en Afrique australe et au Proche-Orient. Le « règlement global » dans cette dernière ré-

● M. Maxime Granet, membre du bureau politique du P.C.F., a exprimé, le 13 avril, l'« indignation et la réprobation catégorique » des communistes français après le raid de commandos rhodésiens en Zambie. Constatant que les attaques de la Rhodesie et de l'Afrique du Sud contre l'Angola, le Mozambique et la Zambie « ne sont que des tentatives de répression, en dépit de la réprobation internationale croissante, que parce qu'ils bénéficient encore de la complicité et du soutien de pays de l'OTAN, voire de la France », le P.C.F. exige du gouvernement français qu'il condamne « ces régimes racistes » et reconnaisse « les forces progressistes qui sont les représentants légitimes de ces peuples ».

LOUIS GRAVIER.

AMÉRIQUES

Equateur

L'enquête sur l'assassinat de M. Calderon met en cause de hauts responsables militaires

La junte militaire au pouvoir à Quito a fixé au 28 avril la date des élections. En principe, la passation du pouvoir des militaires aux civils reste fixée au 10 août, jour de la fête nationale.

Un certain scepticisme s'installe dans les milieux politiques quant à cette « transition ». En revanche, l'opinion manifeste un grand intérêt pour l'affaire Calderon, du nom de l'ancien candidat à la présidence de la République, assassiné en novembre dernier. Il semble que de hauts responsables de l'armée soient impliqués dans cette affaire.

Quito. — Nombre d'Équatoriens s'interrogent sur la volonté réelle des militaires à passer la main. Plus que pour des élections encore incertaines, l'opinion équatorienne se passionne pour ce qui est devenu l'affaire Calderon. L'assassinat commis le 20 novembre contre cet ancien candidat à la présidence de la République a provoqué une véritable tempête politique. Il ne se passe pratiquement plus de jour sans que cette affaire ne fasse la une des journaux et n'entraîne de nouvelles polémiques.

Chef de file du front radical alfariste, la fraction dissidente du parti libéral — M. Abdón Calderon Muñoz était sans doute l'un des adversaires les plus actifs des militaires. A de nombreuses reprises, il n'avait pas hésité à les mettre en cause en dénonçant des scandales et des irrégularités administratives. Il avait même été jusqu'à qualifier dans des discours les forces armées de « corrompues, déloyales et gaspilleuses de pétrole », et à menacer de « les mettre au banc des accusés pour répondre de leurs actes et de la corruption ». Ces accusations lui avaient valu une verte réplique du haut commandement militaire.

Atteint de trois balles tirées à bout portant le 20 novembre en début de soirée à la sortie d'une loge maçonnique, en plein centre de Guayaquil, M. Abdón Calderon devait mourir dix jours plus tard dans un hôpital de Miami. Cet assassinat a été unanimement condamné par la classe politique. M. Jaime Roldos, a affirmé que cet acte semblait « s'inscrire dans une nouvelle escalade antipopulaire pour interrompre le processus de démocratisation ». Le ministre de l'intérieur, le gé-

De notre envoyé spécial

néral Bolívar Napoléon Jarrín Alvarado, déclara publiquement l'indignation et s'engagea à entamer une enquête minutieuse pour en découvrir les auteurs. Les recherches officielles ont plié jusqu'à l'arrestation par les soins de la famille du défunt de l'un des auteurs de l'attentat, Guillermo Mendez. Immédiatement remis entre les mains de la police, l'arrestation de Mendez a permis ensuite d'appréhender cinq de ses complices, sur une dizaine de personnes directement impliquées dans cette affaire. Parmi les suspects figurent deux agents de la sûreté et plusieurs étudiants ayant appartenu à un groupe parapolice d'extrême-droite de l'université de Guayaquil.

Une affaire d'Etat

Avec la mise en cause du ministre de l'intérieur, le général Jarrín Alvarado a également été devenu une affaire d'Etat. Dans un premier temps, le gouvernement avait unanimement pris sa défense et publiquement rejeté les accusations portées contre lui. Mais le 20 décembre, le général Jarrín était brusquement relevé de ses fonctions ministérielles sans la moindre explication. Ce quasi-limogeage n'a été qu'un prétexte pour révéler des nouvelles révélations compromettantes pour l'ancien ministre étaient faites le 11 janvier dernier. M. Jaime Lenín Hermosa, devenu le juge d'instruction, M. Hermosa a reconnu avoir remis sur ordre du général Jarrín quelque 900 dollars à un avocat à Guayaquil, M. Abel Salazar, qui aurait servi d'intermédiaire entre les instigateurs et les auteurs de l'attentat contre M. Calderon.

Qu'il avait versé, toujours sur instruction du général Jarrín, 5000 dollars à Guillermo Mendez et Luis García. Au cours d'une émission de télévision le 1er février, le général Jarrín a rejeté en bloc les accusations portées contre lui et a réaffirmé qu'il prouverait « son innocence devant les tribunaux militaires ». Sous les pressions de la famille du défunt et de l'opinion publique, la justice équatorienne tente de se mettre en marche. Mais les multiples comme à plaisir dans cette affaire toujours plus em-

brouillée. Pour l'instant, malgré son incrimination par le juge de Guayaquil, le général Jarrín continue d'occuper le poste de chef du personnel du commandement général de l'armée au ministère de la défense. Néanmoins, à toutes fins utiles, neuf jours après son départ du ministère de l'intérieur, le gouvernement avait pris un décret qui continue vivement d'intriguer l'opinion publique. Cette nouvelle loi sur le personnel des forces armées prévoit que tout officier supérieur condamné par un tribunal civil ou militaire purgera sa peine dans une caserne et non plus dans une prison.

Autre sujet d'étonnement pour l'opinion, le juge de Guayaquil vient de se déclarer incompétent pour cette affaire. De nombreux Équatoriens s'interrogent sur la véritable indépendance de la justice dans les circonstances actuelles. En effet, le président en exercice n'a pas osé s'opposer à M. Gonzalo Karolyi, a été désigné par la junte. L'ancien président de la cour de justice militaire, le colonel Jaime Salazar, condamné pour fraude en 1969, est lui aussi vivement contesté.

Un partisan de la manière forte

Chargé d'appliquer le plan Richelieu Lohoy — du nom de son prédécesseur au ministère de l'intérieur, — de « constitutionnalisation des institutions », le général Jarrín avait la réputation d'être un partisan de la manière forte et on lui prêtait volontiers des tendances au coup d'Etat. En 1977, il avait été tenu pour responsable de la répression contre la fabrique de sucre « Azura », où plus d'une centaine de personnes avaient trouvé la mort. L'opinion se demandait également si l'affaire Calderon n'a pas d'autres ramifications. En tout cas, le colonel à la retraite Jorge Cevallos Salazar a été arrêté le 31 janvier sur ordre du gouvernement pour avoir « proféré des insultes contre les forces armées ». Lors d'une émission télévisée, le colonel avait affirmé que « le général Jarrín avait ordonné des opérations de certaines personnes de rang encore plus élevé ».

JEAN-CLAUDE SUHRER.

Nicaragua

HARCELÉS DANS ESTELI

Les sandinistes tentent des opérations de diversion

Managua (A.F.P., A.P. Reuter). — Harcelés dans la ville d'Esteli par les forces gouvernementales qui pilonnent leurs positions à la roquette, les guérilleros du Front sandiniste de libération nationale ont tenté, le vendredi 13 avril, de lancer des opérations de diversion en d'autres points du Nicaragua.

A Managua, cinq quartiers différents ont été le théâtre d'incidents entre la police militaire et des sympathisants du Front sandiniste. Le bilan provisoire de ces incidents s'établissait, le 13, à quatre morts et une dizaine d'arrestations. Dans le sud-est de la capitale, à proximité de l'hôpital Oriental, des combats se sont produits pendant toute la nuit du 12 au 13. Des patrouilles puissamment armées circulaient dans la ville, tandis que des jets équipés de mitrailleuses lourdes sont postés aux principaux carrefours.

La garde nationale a, d'autre part, signalé des actions rebelles à Cardenas Colon, Orsi et San Carlos, qui était basé à Riofrio. Dans le Sud également, la localité de Buenos-Aires, à 130 kilomètres de la capitale,

aurait été prise par des guérilleros. Des blindés gouvernementaux auraient été envoyés sur les lieux.

A Esteli même, les forces gouvernementales ont continué, difficilement, leur progression. Près d'une semaine après la prise de la ville par les rebelles, la garde nationale admettait que son opération de « nettoyage » n'avait encore été couronnée de succès qu'à 70 %, et qu'elle avait essuyé des pertes (une quarantaine d'hommes, selon le F.S.L.N.). Les guérilleros auraient eu seize-huit tués, selon la garde nationale. Les sandinistes ont démenti la mort de leur principal chef militaire à Esteli, le commandant Ruben. Ils ont, en revanche, admis la mort d'un autre cadre, le commandant Juan Alberto Blandon, dit « Froilan ».

Le général Somoza, qui poursuit son séjour aux Etats-Unis, a, enfin, personnellement confirmé qu'un officier, le lieutenant Ali Gonzalez, qui était basé à Ocoatl, à environ 200 kilomètres au nord de Managua, avait déserté.

EUROPE

Italie

Les autonomes multiplient les incidents

(Suite de la première page.)

Cette initiative discutable, contraire au principe de la séparation des pouvoirs — quoique le chef de l'Etat préside le Conseil supérieur de la magistrature — n'a fait qu'envenimer les polémiques.

Que reproche-t-on à M. Negri, le principal inculpé ? Trois choses au moins, selon la rumeur publique : d'avoir projeté cinq enlèvements, du temps où il était à la tête du mouvement Pouvoir ouvrier, dissous en 1973 ; d'avoir ensuite participé à la direction stratégique des Brigades rouges ; enfin, d'avoir téléphoné à l'épouse d'Aldo Moro, neuf jours avant l'assassinat de l'otage, pour réclamer sa libération.

Cette dernière accusation aurait été émise à la suite de l'audition d'une bande magnétique. Les enquêteurs auraient reconnu en M. Negri le correspondant poli et un peu embarrassé qui déclarait le 30 avril 1973 à Mme Moro : « Je dois vous faire une dernière communication... Seule une intervention directe, immédiate, claire et précise de Zaccagnini [le secrétaire général de la D.C.] peut modifier la situation. Une condamnation à mort, même de notre part, ne peut être prise que la légère (...). Dans les prochaines heures aura lieu l'indéfinissable ».

M. Negri est indigne qu'on puisse l'associer à l'enlèvement d'Aldo Moro. Ses amis jugent absurde une telle accusation. Mais de quoi le soupçonne-t-on au juste ? D'être, avec d'autres, à l'origine du rapt ? Ou d'avoir tenté une médiation pour empêcher l'alla dure des Brigades rouges d'assassiner l'otage ? Ces questions, et quelques autres, devraient être éclaircies assez vite. Déjà, certains milieux de gauche dénoncent « une nouvelle affaire Valpreda », du nom de l'anarchiste emprisonné en 1970 sur la base d'un faux témoignage, après l'attentat de la Piazza Fontana à Milan. On murmure, en effet, que M. Negri aurait été dénoncé par un « terroriste repentant ».

À un de ces mystères à épisodes qui empoisonnent la vie politique italienne depuis dix ans ? Chaque

jour qui passe apporte de nouvelles ambiguïtés. Voilà qu'on cite maintenant les noms de deux victimes récentes du terrorisme en les associant à l'affaire en cours : le journaliste Mino Pecorelli, directeur de l'hebdomadaire à scandale O.P., qui avait désigné M. Negri comme le chef des Brigades rouges, et le juge Alessandrini, dont on vient d'apprendre qu'il enquêtait sur les autonomes. Ce genre de rapprochement permet d'insinuer beaucoup de choses. D'autres questions troublantes risquent de surgir tant que la teneur de l'acte d'accusation n'aura pas été précisée.

ROBERT SOLÉ.

Dans les établissements médicaux de Bulgarie

TU NE FUMERAS POINT

(De notre correspondant en Europe centrale.)

Vienne. — La lutte contre le tabac prend parfois des formes radicales. Une nouvelle venue de Bulgarie nous apprend que, dans ce pays, la profession médicale vient d'être déclarée incompatible avec l'habitude de fumer.

A la suite des appels de l'Organisation mondiale de la santé visant à combattre les maux de tabagisme, les autorités de Sofia (ministère de la santé, syndicats, Croix-Rouge) ont, en effet, estimé que les praticiens devaient donner l'exemple. Conséquence : la cigarette sera désormais interdite dans tous les établissements médicaux du pays.

Voilà donc, en Bulgarie, le serment d'Hippocrate enrichi d'un article : tu ne fumeras point. L'interdiction ne dit pas si un « berufsvorbereit » (interdiction de travail) sera appliqué aux médecins qui se laisseront tenter par la douceur du tabac oriental.

M. L.

Renaitre, tout recommencer à zéro... Jésus-Christ l'offre quand il annonce dans l'Evangile: « Je suis la résurrection et la vie ».

Alors tout recommence avec des chances neuves et, cette fois, peut aboutir vraiment!

Demandez l'envoi gratuit d'un Evangile à Paroles de Vie, B.P. 502, 75 666 Paris Cedex 14.

Chili

CORRESPONDANCE

La « découverte » de cadavres d'opposants

A la suite d'informations en provenance du Chili annonçant la récente découverte des cadavres de deux anciens dirigeants du MIR (Mouvement de libération révolutionnaire chilien), M.M. José Hernán Carrasco et Humberto Menanteau (le Monde des 2 et 4 avril), nous avons reçu de la source de M. Carrasco la lettre suivante :

Je démentis formellement la possibilité d'une découverte récente des cadavres de mon mari, José Hernán Carrasco et de Humberto Menanteau par des paysans dans la campagne chilienne. En effet, j'ai moi-même identifié le corps de mon époux à la morgue de Santiago le 11 décembre 1975 ;

celui de Menanteau avait été reconnu la veille par sa famille. Tous deux avaient été libérés des prisons de la police chilienne le 4 septembre 1975, puis arrêtés par la DINA les 19 et 20 novembre. La deuxième arrestation de mon mari a eu lieu chez des amis auxquels il a, en outre, le temps de dire : « C'est la DINA, je le peux donc affirmer que c'est bien elle qui a assassiné et non le MIR comme a voulu le faire croire la presse chilienne. J'affirme également que cette « découverte » est une manœuvre du gouvernement chilien destinée à éviter la reconnaissance des nombreux disparus et à empêcher la population d'identifier les cadavres.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

LE PARTI SOCIALISTE FRANÇAIS a décidé de s'associer à une campagne lancée par plusieurs organisations humanitaires en vue de soutenir, notamment sur le plan matériel, les familles des prisonniers politiques argentins.

Chili

TROIS CENTS PERSONNALITÉS ont demandé la reconnaissance des registres électoraux détruits quelques mois après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Les auteurs du document vont de l'ancien président démocrate-chrétien, M. Eduardo Frei, à des dirigeants communistes. Il y a trois semaines déjà, des personnalités de toutes tendances avaient demandé aux autorités des éclaircissements tant sur la récente découverte d'un charnier dans une mine désertique que sur l'assassinat de M. Letelier, ancien ministre des affaires étrangères du président Allende. — (A.F.P., U.P.J.)

Colombie

PLUSIEURS DIZAINES DE PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES en Colombie, où une lutte a été déclenchée par les autorités contre les mouvements de guérilla. Indiquent-on à Bogotá, dans les milieux politiques, parmi les personnes arrêtées figureraient notamment l'assassin présumé de l'ancien ministre d'Etat Rafael Paro, tué en septembre dernier. Au moins deux cents « suspects » sont encore recherchés par la police, qui n'a toujours pu trouver les principaux dirigeants du mouvement de guérilla urbaine « M. 19 », précisa-t-on de source gouvernementale. Des dizaines de personnes, parmi lesquelles des syndicalistes, des artistes, ont déjà été arrêtées. De nombreuses autres personnes se sont réfugiées dans des ambassades. — (A.F.P.)

Corée du Sud

DIX-NEUF PERSONNALITÉS CHRETIENNES ont, selon des proches, été arrêtées par

la C.I.A. sud-coréenne depuis le 19 mars et une dizaine d'entre elles, encore détenues. — (A.F.P.)

Etats-Unis

M. CELESTE, ancien lieutenant-gouverneur de l'Etat de l'Ohio, a été nommé par M. Carter directeur du Corps des Américains. Cet organisme recrute des volontaires, généralement des jeunes gens, qui travaillent dans de nombreux pays en voie de développement. M. Celeste est un spécialiste des questions alimentaires et agricoles. Il est âgé de quarante et un ans.

LA POPULARITÉ DE M. Carter a baissé au cours des quatre derniers mois, selon un sondage effectué par la chaîne de télévision A.B.C. et l'Institut Louis Harris : 67 % des Américains n'étaient pas satisfaits, fin mars, du président contre 63 % en février et 52 % en décembre. — (A.F.P.)

Inde

PLUSIEURS DIZAINES DE PERSONNES ont été tuées à Jamshedpur, au nord-est de l'Inde, depuis le 11 avril, après que les forces de l'ordre eurent reçu l'ordre de tirer sur des émeutiers musulmans qui avaient attaqué une manifestation religieuse hindouiste (le Monde du 14 avril). Plus de cent personnes ont été hospitalisées. — (A.P. Reuter.)

Italie

L'ATTACHE MILITAIRE adjoint de l'ambassade de Tchécoslovaquie à Rome, le commandant Karel Kluz, a été déclaré persona non grata pour faits d'espionnage, a annoncé vendredi 13 avril le ministère italien des affaires étrangères qui ne parle toutefois que de « violations des normes sur les relations diplomatiques ». Cette mesure ferait suite à l'arrestation, il y a quelques temps, près de Florence, de cinq étrangers porteurs de passeports hongrois et roumains et ayant dans leurs bagages des photos d'installa-

tions militaires prises avec du matériel très sophistiqué. — (A.F.P.)

LE VICE-DIRECTEUR DE LA BANQUE D'ITALIE, M. MARIO SARCINELLI, a été remis en liberté provisoire et suspendu de ses fonctions, selon le règlement intérieur de la Banque d'Italie. Il ne s'agit, en aucune façon, d'une démission.

Le personnel de la Banque d'Italie, qui, au moment de l'arrestation de M. Sarcinelli, avait observé une grève de solidarité de vingt-quatre heures, s'est élevé contre les « pressions » de la magistrature en demandant que, « dans cette affaire, chacun prenne ses responsabilités ». — (A.F.P.)

Népal

UN IMPORTANT REMANEMENT MINISTÉRIEL a été annoncé, samedi 14 avril, par la radio népalaise. Cinq ministres perdent leur portefeuille. Les affaires étrangères, M. K.R. Aryal, et celui de l'intérieur, M. K.R. Singh. Le roi Birendra a confirmé M. K.N. Bista à son poste de premier ministre et lui a confié, en outre, les affaires étrangères et les affaires du palais. Quatre ministres d'Etat, entrant au cabinet, sont M. S.B. Sharma, ancien secrétaire général du Congrès népalais interdit, chargé du commerce et de l'industrie, M. Bhandari, ministre d'Etat aux finances. — (A.F.P.)

Turquie

TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES, vendredi après-midi 13 avril, au cours d'une fusillade, à Beykoz, sur la rive orientale du Bosphore. Il s'agit de deux policiers et d'un extrémiste, au domicile duquel les forces de l'ordre tentaient d'effectuer une perquisition. Cinq autres personnes, dont un policier, ont été grièvement blessées. A Ankara, d'autre part, des inconnus ont tué l'ancien directeur d'une banque, M. Omer Sunar, qui passait pour appartenir aux milieux d'extrême droite. A Adana, dans le sud du pays, un militant d'extrême gauche,

âgé de quinze ans, a également été tué par balles, alors qu'il se rendait au lycée, vendredi. — (A.F.P., A.P.)

Union soviétique

M. YOUNI BREJNEV, fils du secrétaire général du P.C. et chef de l'Etat soviétique, a été nommé premier vice-ministre du commerce extérieur. Cette promotion, révélée par un article signé de qualité par M. Youri Brejnev dans la Pravda, remonte au 16 mars, indique-t-on au ministère. — (A.F.P.)

SEUR VALERIA MAKEEVA, cinquante ans, religieuse orthodoxe, a été condamnée à l'internement psychiatrique par un tribunal de Moscou, a annoncé, vendredi 13 avril, l'agence Tass. L'accusation est la suivante : elle n'est pas précisée par le jugement. Sœur Valeria, qui était poursuivie pour « exercice illégal de l'exorcisme », avait été « capturée » par les religieux et les fidèles très pieux (le Monde du 13 avril). Sœur Valeria a déjà été internée de force à l'hôpital psychiatrique de Kazan, de 1949 à 1953. — (A.F.P.)

M. NICOLAS VASSILIEV, soixante-trois ans, a été nommé ministre de l'exploitation des terres et de la conservation des eaux, a indiqué, vendredi 13 avril, l'agence Tass. M. Vassiliev, qui était depuis 1971 vice-président du conseil des ministres de la République de Russie, remplace M. Eugène Alexeyevski, décédé en janvier. — (Reuter.)

Yougoslavie

LE MARCHEAL TITO se rendra, le 16 mai, en U.R.S.S. pour une visite privée de quatre jours. L'invitation est de M. Leonid Brejnev. Le séjour pourrait être prolongé de quarante-huit heures si les conversations entre les deux hommes d'Etat s'étaient terminées à la date du 30 mai. Le maréchal Tito s'était rendu pour la dernière fois en visite officielle en U.R.S.S. au mois d'août 1977, avant de se rendre à Pékin. — (A.F.P.)

مكتبة جامعة القاهرة

سكركا من الاموال

ASIE

LA « MAFIA » JAPONAISE

II. — Du sabre à l'ordinateur

De notre correspondant PHILIPPE PONS

Après avoir relaté l'histoire du milieu japonais (« Le Monde » du 14 avril), Philippe Pons évoque son « adaptation » au monde contemporain.

Kobe. — Sur les collines de Rokko qui dominent la baie, la somptueuse maison est cachée par de hauts murs en larges pierres comme celles des douves du palais impérial à Tokyo, au-dessus desquels on aperçoit de grands arbres. Il y a désormais en permanence des voitures de police dans la rue où font les cent pas, apparemment indifférents, quelques jeunes gardes du corps en tenue noire. Longues voitures américaines à vitre pare-balles dans le garage, circuit de télévision intérieur pour vérifier l'identité des visiteurs : cette forteresse est la demeure de Kasuo Taoka, le « parrain » nippon, chef du puissant Yamaguchi-gumi, le plus important « syndicat du crime » de l'empire : plus de onze mille membres répartis en quatre cent cinquante-cinq organisations, disposant de cinq cent quatre-vingt-dix bureaux, le Yamaguchi-gumi étend ses activités à toute la partie sud de l'archipel. Son histoire reflète l'évolution de la pègre japonaise qui tend désormais à étendre ses ramifications au-delà des mers, en Asie du Sud-Est et aux États-Unis, tout en se spécialisant dans le trafic des drogues et les crimes économiques.

Lorsque Kasuo Taoka devint le chef du Yamaguchi-gumi, en 1946, à l'âge de trente-trois ans, ce n'était alors qu'une petite bande de yakuzas (travailleurs) comme beaucoup d'autres, comptant tout juste une cinquantaine de membres. Elle était formée à Kobe en 1918 autour de Barakuchi Yamaguchi (qui donna son nom à l'organisation), un marchand de malin d'œuvre sur le port. Son nom même pour la succession de Kasuo Taoka qui entra dans la bande en 1937, fit huit ans de prison pour meurtre à coups de sabre d'un membre d'un groupe rival avant de prendre la tête du

Yamaguchi-gumi (1). Tout en continuant à organiser le travail des dockers, Taoka développa les activités de sa bande dans le monde du spectacle. « Il a surtout fait preuve d'un sens remarquable de l'organisation », commente M. Miyawaki, superintendant de la police de Tokyo et directeur du bureau des investigations criminelles, spécialiste de la lutte antiracket. Taoka, en fait, réussit à amalgamer autour de son groupe un nombre important d'autres bandes. Le Yamaguchi-gumi s'étendit peu à peu dans tout le sud du Japon jusqu'à Okinawa et, au nord, jusque dans les préfectures d'Akita et Tochi. Un itinéraire jalonné de rixes et de meurtres. C'est seulement dans la région de Tokyo, où d'autres gangs sont puissants et bien implantés, que l'influence du Yamaguchi-gumi a été contenue. Les bandes de Tokyo ont surtout pu résister parce qu'elles avaient été « fidèles », sous les auspices de Yoshio Kodama, l'un des chefs de l'extrême droite qui les utilisa en 1930 comme mercenaires contre les mouvements de gauche hostiles au traité de sécurité avec les États-Unis. En 1972, était conclu un accord de non-agression entre le Yamaguchi-gumi et les deux principales bandes de Tokyo, Inagawaki et Sumiyoshi-Rengokai (une centaine d'organisations chacune), spécialisées dans le jeu et les crimes économiques.

La puissance du Yamaguchi-gumi et l'évolution des activités de la pègre au Japon, l'ont poussé à ne pas respecter les règles du milieu. D'où la révolte des petits gangs contre une organisation tentaculaire qui empiète sans vergogne sur leurs territoires. A cela s'ajoutent les dissensions internes au sein du Yamaguchi-gumi pour la succession de Taoka qui souffre d'une maladie cardiaque, chaque lieutenant cherchant des actions d'éclat qui lui donneraient l'avantage sur ses rivaux.

une appartenance au Yamaguchi-gumi. Bien qu'il n'y ait plus que deux aujourd'hui, dont l'un est dirigé par le propre fils de Taoka, ancien élève de l'université Keio à Tokyo, le Yamaguchi-gumi continue, en sous-main, selon les dockers, à contrôler le marché de la main-d'œuvre sur le port : « Les transporteurs et les compagnies maritimes préfèrent travailler avec les deux sociétés du Yamaguchi-gumi », dit l'un d'eux, « parce qu'elles tiennent très durablement les hommes et respectent les délais. Plus personne ne porte l'insigne du Yamaguchi-gumi, mais la plupart des contremaîtres sont membres de l'organisation. Si on est syndiqué, on est mal payé et le travail sera plus dur. Sur onze mille dockers ici, sept mille à huit mille travaillent indirectement sous les ordres du Yamaguchi-gumi. La seule différence, c'est que les recruteurs sont aujourd'hui intégrés à des sociétés, mais sinon rien n'a changé ».

En raison d'un certain recul dans le « show business », dû à plusieurs scandales (acteurs de cinéma et chanteurs battus, etc.), le Yamaguchi-gumi a diversifié ses activités. Prostitution, bien sûr — « Yamaken » le numéro 1, est le maître des quartiers réservés de Kobe, — mais surtout le jeu. Les plus importantes profits, le Yamaguchi-gumi les obtient en court-circuitant par un système de bookmakers, les jeux légaux, notamment les courses de chevaux (le bookmaker prend les paris par téléphone et les paye en se basant sur les résultats officiels : son bénéfice venant du fait qu'il ne dépense rien pour organiser la course).

difficile. A cela s'ajoute que les syndicats du crime japonais sont aussi étroitement liés aux milieux politiques, non seulement aux ligues d'extrême droite mais également aux partis des libéraux démocrates à l'opposition. En octobre 1978, M. Somena, vice-ministre chargé des relations avec le Parlement, était en butte à une interpellation à la Chambre basse en raison de ses liens avec le Sumiyoshi Rengo kai, un gang de Tokyo. A Kobe, des rumeurs circulent en particulier sur les deux députés libéraux démocrates, MM. Ishii et Sunada, ministre de l'éducation dans le cabinet précédent, qu'on verrait fréquemment aux réceptions (mariages, etc.) données par le Yamaguchi-gumi.

Celui-ci joue, semble-t-il, un rôle important lors des élections par le biais des kosenkai (organisations locales de soutien aux parlementaires) : M. Sunada est élu dans la circonscription du port, que contrôle traditionnellement le syndicat du crime. Plusieurs membres du conseil municipal du grand port sont d'ailleurs connus pour « avoir appartenu » au Yamaguchi-gumi. En 1978, c'était le chef de la police de Kobe qui devait être relevé de ses fonctions en raison de ses liens trop étroits avec l'organisation.

Beaucoup de policiers se plaignent ouvertement de la lenteur de la justice, voire de sa complaisance à accorder la « liberté provisoire » aux chefs des gangs qui ont été arrêtés. « Un tiers seulement des truands arrêtés sont maintenus en prison », nous dit M. Fukunaga, nouveau chef de la police de la préfecture de Hyogo (Kobe). Taoka, par exemple, chef du Yamaguchi-gumi, est incarcéré depuis 1967 de chantage et de violation du code du travail mais son procès est sans cesse ajourné en raison de l'« état de santé » de l'accusé.

L'autre difficulté que rencontre la police dans sa lutte contre le gangstérisme tient au fait que les truands nippons développent leurs activités à l'étranger. D'abord en ce qui concerne la drogue. Les amphétamines sont, en majorité, fabriquées à Taiwan et en Corée du Sud, dans des laboratoires qui appartiennent à des Japonais. Pour l'heroina, encore peu vendue sur l'archipel, les japonais participent au trafic en provenance de Hongkong vers les États-Unis : la drogue ne suit pas, en effet, la route directe depuis le Triangle d'or, la frontière de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande, mais transite après la colonie britannique par Kobe, où, sans toucher terre, elle passe sur d'autres navires, vers Hawaï.

Selon la police américaine, cette de est devenue un repaire pour la pègre japonaise. Le quartier des plaisirs de Waikiki, à Honolulu, regorge d'établissements japonais — bars, salons de massage, etc. — qui ne sont en réalité que des couvertures pour des activités plus lucratives : la drogue et le trafic des armes vers le Japon, où jusqu'à présent une réglementation sévère a limité leur nombre. Depuis juillet dernier, deux mille pistolets ont été saisis. La police estime qu'il y en aurait dix mille en circulation, chiffre très faible pour 120 millions d'habitants. Évidemment, des réseaux sont démantelés, mais aussitôt recomposés, étant donnée la rentabilité des opérations : un pistolet 7,65 valant à Hawaï 50 dollars est revendu au Japon près de 4 000.

De plus en plus gênés dans leurs activités sur l'archipel, les truands nippons déplacent le plus possible leurs opérations — jeux et prostitution — en Asie du Sud-Est et en Corée du Sud. Ils sont, en revanche, peu implantés à Hongkong ou à Singapour, où les « blades » (sociétés secrètes chinoises devenues des organisations criminelles) ne les laissent pas pénétrer.

Une organisation cloisonnée

L'organisation du Yamaguchi-gumi consiste en une succession de pyramides qui forment des unités indépendantes, un peu comme le P.I.N. au moment de la guerre d'Algérie. Dérrière une unité laisse l'ensemble intact. Chacune ne compte qu'une vingtaine de membres, leur chef étant lui-même un membre de l'organisation, supérieur et ainsi de suite jusqu'à la pyramide centrale au sommet de laquelle se trouve Taoka. Tous les groupes, du plus bas au plus haut, ont la même structure : un chef (kumicho), des lieutenants (wakagashira), des dépendants (kobun). Dans l'organisation centrale dirigée par Taoka qui compte, elle, quatre-vingt-cinq personnes, une douze lieutenants, les kobun sont eux-mêmes chefs de groupes qui

fonctionnent sur le même schéma. Chaque unité est indépendante et doit drainer les « impôts » à payer à Taoka et en plus participer au fonctionnement de l'organisation.

Les activités du Yamaguchi-gumi ont beaucoup évolué ces dernières années, et présentent davantage que par le passé le caractère de « crime d'intelligence », de nos camarades, ouvriers et intellectuels, en ce moment et c'est bien plus grave que les formes de critique les plus « distantes » auxquelles on se permettrait de recourir.

Autre tendance nouvelle des truands japonais : les crimes économiques, qui se sont beaucoup développés et la croissance rapide des deux dernières années. En plus du contrôle des sakubai (prêts-usuriers) (le Monde daté 24-25 décembre 1978), les yakuzas se sont spécialisés dans certains des secteurs les plus lucratifs de l'économie (le monde des affaires) : le monde des assurances, le monde des banques, le monde des sociétés d'investissement, le monde des sociétés de conseil, etc. Ils sont plus de 10 000 à exercer leurs activités dans les grands centres économiques du Japon, Tokyo et Osaka. Généralement, le sakuya possède quelques actions dans une grande entreprise de prestige qui lui permettent de prendre part aux assemblées générales et de plusieurs méthodes de « travail » d'abord le chantage auprès des

dirigeants de la société qu'il menace de divulguer en assemblée certaines informations gênantes. Si l'affaire est saine, le sakuya peut en prendre à la vie privée des cadres. Il est rare que les victimes portent plainte et prennent le risque d'un scandale : elles préfèrent généralement payer les sommes versées figurant dans la comptabilité sous la rubrique « donations » et vont à une institution quelconque qui sert de couverture. D'autres, comme le grand magasin Takashimaya à Osaka, avaient ouvert un crédit limité à la consommation à certains gangs.

En fait, les dirigeants paient d'autant plus facilement qu'ils ont eux-mêmes parfois recours aux sakuya pour au cours certains débats que pourraient provoquer légitimement les actionnaires, mais qu'ils ne souhaitent pas. Le sakuya s'arrange alors avec des complices pour que les questions ne soient jamais à l'ordre du jour. C'est ainsi, en particulier, que la société Chisso, responsable de la tristement célèbre maladie de Minamata, a pu éviter pendant des années la poursuite générale des actionnaires débauchée de la question des versements de mercurie organique dans la mer. Un événement semblable se produisit en 1978 au cours d'assemblées générales des actionnaires de la grande maison de commerce Marubeni, qui ne tenait pas à attirer l'attention sur leur rôle dans la pollution dans l'air de Lockheed. Depuis novembre dernier, les banques, sous la pression de la police, se sont engagées à ne plus recourir aux sakuya.

Moins de crimes de sang qu'en Occident

Selon la police japonaise, le manque de coopération avec les autorités des autres pays d'Asie entrave beaucoup la répression du gangstérisme. Pour tourner la réglementation des changes, un système astucieux avait été mis en place qui permettait aux clients du casino de Walter III, près de Seoul, aux mains des Japonais, de solder à Tokyo leurs gains et pertes. En ce qui concerne la prostitution, une bonne partie des « rez-zouza » en Asie du Sud-Est sont organisées par les gangs. Selon la police, d'autre part, on note une baisse des grandissements et profanations d'Asie du Sud-Est qui entrent au Japon avec des visas de touristes : dix mille Thaïlandaises travaillaient, notamment, à Osaka dans le fameux quartier de Namba.

De plus en plus « intelligent »,

internationalisé (tel commissaire de police japonais venu à Paris pour un colloque y a rencontré, par hasard, plusieurs « têtes » du Yamaguchi-gumi), le gangstérisme japonais tend à perdre ses traditions pour ressembler de plus en plus à celui qui sévit en Occident. C'est la différence, cependant qu'il y a, pour l'instant, beaucoup moins de crimes de sang et de « braquages » de banques par exemple. Cette évolution inquiète la police : « Si on y a, il est encore chez eux davantage de survivances du passé que dans la société légale, les truands, comme le reste de la population, ont dû s'adapter à la vie moderne », nous dit-on au quartier général de la police de Tokyo. En ce domaine aussi, le Japon n'est plus ce qu'il était.

Le Monde politique

AVANT LE VINGT-TROISIÈME CONGRÈS

Mme France Vernier critique l'attitude de la direction du P.C.

L'Humanité publie, vendredi 13 avril, dans la tribune de discussion du vingt-troisième congrès, une contribution de Mme France Vernier, membre du comité de rédaction de la Nouvelle Critique, qui critique l'attitude des partisans de la direction du P.C.F. dans la préparation du congrès. « Toute question, écrit-elle, est renvoyée à une « position contre » qu'elle manifeste, considérée comme l'indice d'un désaccord de principe, systématique et nerveux. (...) Une telle conception d'un « projet de résolution » relève du fonctionnement des textes barrés, rochés, dont on ne peut faire que la gloire, l'écritelle, l'application, mais qui, par définition, ne peuvent, précisément, être critiqués ».

Mme Vernier estime que « cette conception statique et manichéenne » apparaît dans le projet de résolution lui-même, où « la description remplace l'analyse des contradictions » et où l'on raisonne en termes de « nature » (nature droite du P.S., nature révolutionnaire du P.C.F.). « C'est pourquoi dit-elle, ce type est arrêté et figé » et ne permet pas une véritable discussion. Tout se passe « comme s'il était d'ores et déjà une série de « votes » possibles à l'issue de la nature, la bonne qu'il faut faire triompher contre tous ceux qui ne l'ont pas reconnue comme telle puisqu'ils la critiquent, ou même qu'ils s'interrogent, et sont « donc » des ennemis ».

Devant cette situation, Mme Vernier critique ceux qui se regroupent pour tenter d'établir une ligne juste à qui serait opposée à celle de la direction.

Paut-il alors, demande-t-elle, « cesser de militer, attendre que ça passe » ? C'est malheureusement, écrit-elle, ce que font beaucoup de nos camarades, ouvriers et intellectuels, en ce moment et c'est bien plus grave que les formes de critique les plus « distantes » auxquelles on se permettrait de recourir.

TRENTE-SIX MAIRES DE GRANDES VILLES POURRONT EXERCER LEURS FONCTIONS A PLEIN TEMPS

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, a été entendu jeudi 12 avril par la commission sénatoriale des affaires sociales, qu'il a entretenue des dispositions du projet de loi-cadre sur les collectivités locales. A propos du renforcement du statut des élus locaux, le ministre a souligné que la disposition la plus novatrice tend à permettre aux maires des villes de plus de cent mille habitants d'exercer leurs fonctions à plein temps. Bien entendu, les élus qui accepteraient d'être soumis à ce statut ne pourraient en même temps exercer un mandat parlementaire. M. Bonnet a rappelé que trente-six communes pourraient être visées par cette disposition.

Les maires et maires adjoints salariés pour leur part doivent bénéficier de crédits d'heures qui, sans être rémunérées par l'entreprise, peuvent être indemnisées par la commune sous certaines conditions.

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Le P.F.N. lance une campagne contre Mme Veil

Le Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite) a décidé de lancer « une campagne d'information » en dénonçant Mme Simone Veil, tête de liste de l'U.D.F. aux élections européennes, en tant que « responsable de la loi sur l'immigration ».

Le P.F.N. a précisé, vendredi 13 avril, qu'un tract tiré à un million d'exemplaires, et intitulé « La France sans enfants, les Plagues sanglantes de Simone », sera distribué le dimanche de Pâques dans « plus de cinq cents églises réparties dans plus de cinquante villes de France ». Le P.F.N. a ajouté : « Il va de soi que la liste R.P.R. étant également un adversaire de l'immigration, elle est en préparation ».

Le P.F.N. est la composante française de l'Eurodroite, au sein de laquelle il est associé au Mouvement social italien et au parti espagnol Fuerza Nueva. L'Eurodroite a prévu de tenir un meeting le 4 mai prochain à Toulouse. Le parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche ainsi que le Conseil représentatif des institutions juives de France (C.R.I.J.) viennent de demander au préfet de la Haute-Garonne et aux autres partis politiques de gauche, aux syndicats, aux associations d'anciens combattants et de résistants de s'opposer à la tenue de ce meeting.

● M. Jacques Arvor, journaliste, tient à faire savoir qu'il n'est pas candidat sur la liste européenne présentée par M. Jean-Edmond Halier, bien que son nom y ait été inscrit. (Le Monde du 6 avril.)

Troisième dimension

(Suite de la première page.)

Et qui ne constate aujourd'hui que les promesses du Marché commun n'ont pas été tenues et ne pouvaient pas l'être à partir du moment où les clauses politiques du traité n'ont jamais été vraiment appliquées ?

C'est pour cela que le Marché commun est et a souvent rassemblé un marché de dupes par les travailleurs, comme par les citoyens.

Comment, faute de volonté politique fondée sur la confiance des peuples, empêcher que l'Europe, simple zone de libre-échange, soit autre chose que l'Europe des technocrates, des multinationales et des banques ? Nous refusons ce combat d'arrière-garde, ce combat d'un autre âge qui est celui des gouvernements et des partis classiques.

Notre seule chance est notre audace

Tout acte créateur dérange, bouscule et quelconque déshélie. Il n'est pas simple d'affronter la vérité. Il n'est pas simple d'être de gauche. Mais le progrès est à ce prix.

L'important, aujourd'hui, n'est plus de renforcer le pouvoir de l'État, puisqu'il se révèle incapable de protéger les citoyens, mais de contraindre à multiplier les alternatives par l'argent, par la technique, par les médias, par la technocratie. Ce sont, au contraire, les contre-pouvoirs qu'il faut, à tous les niveaux, nous en place pour atteindre un nouvel équilibre.

Déjà, bien des contre-pouvoirs existent qu'il convient de développer. Ce sont les collectivités locales, les syndicats et les groupements pro-

fessionnels, les coopératives, les associations, la mutualité.

Les schémas jacobins et napoléoniens sont eux-mêmes totalement dépassés.

Des articulations nouvelles sont à rechercher et à créer, telles, par exemple, celle « du fleuve atlantique » proposée par les Bretons.

J'ai longtemps cru, par habitude et tradition, que la République ne pouvait être que jacobine et qu'elle était indivisible. Mais la liberté l'est aussi. Et c'est d'abord la liberté qui est aujourd'hui menacée par les rouages technocratiques de l'État, de la technocratie et de l'argent, maîtres de la culture et de l'information.

Penser notre avenir à l'échelle du continent, à l'échelle de l'Europe, c'est aussi constater qu'à l'intérieur de l'Europe : la Belgique, la Sicile, la Catalogne, les Flandres, l'Ecosse, l'Irlande du Nord revendiquent, ou même ont obtenu depuis longtemps, des régimes ou des statuts particuliers. C'est constater que les cultures, les ethnies : bretonnes, basques, catalanes, flamandes, aspirent à se retrouver, par-delà les frontières que les traités ou les guerres du passé ont imposées.

Comme l'a écrit Jean-Edmond Halier : « Les droits de l'homme c'est aussi le droit de la région ».

C'est dans les racines de notre sol, de notre culture et de notre histoire, qu'il convient désormais de puiser l'inspiration qui nous guidera sur les voies de l'avenir. C'est à une véritable renaissance que notre époque appelle. Comme à un nouvel humanisme et à un nouvel art de vivre.

Le rire, la joie, le bonheur, la fête, l'amour, étaient depuis longtemps absents du débat politique. On y par-

lait de la liberté et de l'égalité, mais la fraternité, elle, était oubliée.

La crise de l'énergie, l'éveil du tiers-monde, le formidable bond en avant des techniques, nous imposent de penser autrement. Pour demain, c'est la fraternité qui va vraiment compter.

Le monde change. La roue tourne. Vouloir prolonger la société de consommation, c'est accepter la crise. C'est faire qu'elle se prolonge jusqu'au point de rupture inéluctable. La révolution à l'intérieur, avec probablement le fascisme à la clef. La guerre mondiale ensuite : la grande guerre des pauvres contre les riches qui, si l'on y prend garde, marquera la fin de notre siècle, ou le début de l'autre.

C'est notre génération qui va choisir.

Pourquoi tous ceux qui, face aux excès des techniques nucléaires, informatiques, biologiques, affirment la priorité de l'homme et celle de la nature ; ceux qui refusent d'être les moutons de Panurge de la politique dominée par les médias, par le marketing, par les sondages et par l'argent ; ceux à qui le pouvoir en place refuse les moyens d'expression par la seule raison qu'ils ont le tort de penser différemment, ne s'associeraient-ils pas ou du moins ne le tenteraient-ils pas ?

Je vais faire en sorte que, pour leur part, les radicaux de gauche y soient prêts. L'union de la gauche elle-même ne pourrait qu'en être renforcée. Avec des dimensions et un contenu nouveaux.

MICHEL CRÉPEAU.

DOF
PIERRE VIANESON-PONTE

هكذا من اجل

صكز من الاول



Le Monde aujourd'hui

SAISONS

Le regard neuf du printemps

Le premier à apparaître a été le bourdon, qui cherchait à nicher dans les feuilles mortes du bois. La veille, c'était les premières fleurs de violettes dans un pré, au soleil. Des mouches tournoyaient déjà autour des fromages de chèvre, qui commencent à bien sécher. Les cochenilles et les petites limaces grises sont au jardin. Et ce soir, avec surprise, c'est le premier chant printanier des oiseaux, tard dans l'obscurité. L'herbe en profite pour reverdir avec ce goût de regain qui plaît tant aux troupeaux. Des sangliers grattent un peu partout la terre autour des granges en quête de jeunes pousses et une bellette a laissé les empreintes de ses griffes dans les dernières plaques de neige d'un bois de bouleaux. Il y a eu aussi cette tache d'un troupeau d'ours sur la neige du pic de l'Our, qui semblaient descendre, eux aussi, à la recherche de la douceur du printemps et de ses bourgeons.

Le bruit des torrents

On entend le bruit des torrents nés de la fonte des neiges qui descendent vers les vallées. Partout des granges percent et les plantes qui sortent de terre nous paraissent nouvelles et étranges, des orchis aux pissenlits qui ne sont pas si communs que ça. Le paysage devient tout neuf, en quelque sorte. L'hiver est une trêve dans l'année, qui nous permet de nous étonner de la vie qui revient après lui. Comme le disait H.-D. Thoreau, un bon gouvernement serait aussi celui qui donnerait le plus de prix à la vie humaine. Le printemps, lui, donne un regard neuf sur chaque chose. Soudain, l'hiver paraît plus vert et les arbres plus doux avec leurs chatons, les saules commencent à laisser pousser leurs feuilles et la première hirondelle est arrivée, bientôt suivie d'une autre, volant tantôt très haut dans le ciel, tantôt au ras de la maison. Même les grands corbeaux, espèce en

Vu de Bretagne

Et si nous en avions vraiment assez

Et si nous en avions vraiment assez, en nos rêveries féales, d'être regardés comme les conservateurs d'un musée très ancien quand c'est la vie qui déborde en nous et que nous la voulons chanter ? Si nous en avions vraiment assez de cette mer qui tape et qui rage, des naufrages, de ces bateaux morts dans les anses, de ces caboulots marins pleins de vinaigre et d'absurdes tapages ? Si nous en avions assez, vraiment, d'être Bretons ? Si nous en avions vraiment assez de ressasser nos ascendances obsessionnelles, de tâter les cimetières paysans sous les ifs, de dresser de vaines généalogies contre une diaspora sans gloire ? Si nous en avions assez d'être traités de fascistes alors que les dieux du monde nous fascinent et qu'il n'est pas un peuple auquel nous ne donnions la main ? Si nous en avions vraiment assez d'être Bretons ?

CROQUIS

LES DIEUX DE LA VILLE

EMBOUTILLAGES monstres, pluie battante et le soir qui tombe. Une place enfin ! Ville, toi, je me jure, fourrage dans mon sac, bondie sur le paracrampe, lui administre sa dose de pièces de 1 F. Là, tout près, avachi le long du mur, indifférent à l'averse, un clochard. Ville, toi, je passe, ébriée sous mon parapluie. Vous auriez pas mieux fait de lui filer le tric au lieu de donner à manger à votre potasse ? Ahurie, le regarde le

tout jeune homme qui vient de m'apostropher ainsi. Stoppée dans ma course. Surprise dans mes automatismes de citadine. Epinglée dans cet acte d'obédience aux dieux de la ville. Je reste plantée là, sur le pavé mouillé. Citoyenne bardée de bonne conscience, qui suis-je, après tout, sinon un robot parmi les robots, plus soucieux de voir romancer l'engrenage que de quêter un regard, de nourrir le machine que l'homme qui vers lui tend la main ?

GUILLAUME DE SAIRGNE.

Au fil de la semaine

RÉACTIONS inattendues en aussi grand nombre et avec une aussi grande insistance, de l'acharnement presque à un article sur « l'erreur humaine » à propos de l'accident nucléaire de Pennsylvanie : « L'erreur scientifique, qu'en faites-vous, vous l'oubliez ? » C'est que cet article a été relevé, c'est que cette mise en accusation des techniciens, experts, spécialistes en tous genres provient pour une majorité — une très courte majorité, reconnaissons-le — de scientifiques eux-mêmes. Si des critiques, des doutes s'élèvent de la communauté scientifique sur la valeur absolue de la science, sur l'infailibilité des savants, nombreux sont aussi, parmi ces derniers, ceux qui doutent de leur savoir. Cela semble assez nouveau, l'usage, sauf rares exceptions qui étaient le fait de grands esprits rompus à la critique de leur propre pensée, était de défendre en bloc et à tous azimuts la communauté scientifique aujourd'hui atteinte, semble-t-il, par la vague de scepticisme. C'est au point que, reconnaissant de tous les progrès et les réussites qu'elle a apportés, on aurait presque envie de plaider en sa faveur contre certains de ses membres. S'il est cependant une science parmi d'autres qui devrait bien douter d'elle-même et se mettre sans cesse en question, c'est bien la démographie, si à la mode ces temps-ci. Ce ne sont que graves débats à la commission économique et sociale des Nations unies, études et ouvrages définitifs et catégoriques, prévisions apocalyptiques et projections — ce n'est pas la même chose : les premières procèdent des secondes qui sont de simples instruments — hardies et alarmantes. Voyons tout cela d'un peu plus près.

Ly a quarante-sept ans, en 1932, Alfred Sauvy pose les hypothèses suivantes pour 1975 : la mortalité aura continué à décroître et l'espérance de vie aura cru de cinquante-sept ans à soixante et un ans en 1960 ; le solde migratoire (excédent des migrations) sera nul ; la fécondité se stabilisera (2,2 enfants pour une femme ou, ultérieurement, tombera à 1,6) (1). En fait, si la mortalité continue bien à décroître, l'espérance de vie atteint

70 ans en 1960 ; l'excédent migratoire, rapatriés compris, dépasse 4 millions dès 1973 ; la fécondité baisse, en effet, jusqu'à 1,8, pour se relever à 2,2 à partir de 1944, entraînant des points de 3 en 1947, de 2,9 en 1964 et ne redescendant sous 2,2 qu'en 1974. Le résultat est qu'au lieu d'une population française comprise entre 39 et 31 millions d'habitants en 1975, selon les hypothèses, elle s'élève à cette année-là à 52,6 millions d'habitants. Commandée par la Société des Nations en 1939, remise à jour en 1944, le célèbre étude de la meilleure équipe de démographes du monde, celle du professeur Notestein, établie à Princeton pendant la guerre, attribue à la France en 1970 un total de 36,9 millions d'habitants. L'ONU, lancée dans la prévision démographique, ferait bien de se méfier de ce précédent. D'autres savants, Jean Bourgeois-Pichot en 1950, utilisant des travaux entrepris en 1948 par Pierre Depoid, situent pour 1976 la population française dans une fourchette de 34,5 à 46 millions d'habitants. Lui aussi a retenu dans ses hypothèses l'absence de migrations et le maintien de la mortalité au niveau d'avant-guerre. Il a cependant ouvert davantage l'éventail de la natalité, allant de 1,65 enfant pour une femme à 2,85, niveau de l'immédiate après-guerre qui paraissait tout à fait exceptionnel. L'INSEE (2), beaucoup plus près de nous, en 1970 et 1973, présente quatre séries de projections combinant une hypothèse unique de mortalité (léger décroissement), de deux hypothèses de migration (solde négatif ou solde net annuel de 135.000 personnes) et deux hypothèses de fécondité (remontée ou poursuite de la baisse). Pour le 1^{er} janvier 1978, cette hypothèse de « fécondité basse » conduisait à 33,2 millions d'habitants sans migrations et 34,3 avec migrations. Cette fois l'évaluation était supérieure à ce que fut la réalité.

ASSEZ de chiffres. On pourrait cependant allonger considérablement la liste et, très vite, débiter sur l'avenir. Voici que, en guise de préface à la session de la commission de l'ONU, le directeur de la division de la population de l'organisation interna-

LE VIN

Au fond de la bouteille

« **L**ISEZ les étiquettes, dit Henri Messire, cinquante-huit ans, allure d'écuyer et spécialiste du vin naturel, elles ne mentent pas. » On s'approche des bouteilles alignées et on lit : « Mûri sur les coteaux, vitifié exclusivement en fûts de bois, élevé et mis en bouteille à la propriété suivant la tradition... » Sans engrais chimiques, ni désherbants, ni produits de synthèse ; « Ni levuré, ni acidifié, ni désacidifié » ; « Vignes cultivées aux engrais naturels selon les méthodes agroécologiques », et plus loin sur un litre de jus de fruit : « Le dépôt est le gendarme qui nous garde de la pourriture, nous ne l'avons pas filtré, nous ne l'avons pas traité, nous ne l'avons pas traité, nous ne l'avons pas traité... » Voilà, dit Henri Messire. Et bien sûr, je demande à mes fournisseurs des analyses régulières de leur production, mais à la vérité c'est par acquiescement, je les consulte tous personnellement, je vois les vignes sur place et le gendarme est motivé. Les viticulteurs biologiques, c'est encore comme une contrainte de pionniers. Heureusement, il y en a de plus en plus. — Alors moi qui bois du vin sans faire attention, qu'est-ce que je risque ? — Vous risquez d'être indisposé, voire d'être vraiment malade. — Précisez. — L'anhydride sulfureux, ça vous dit quelque chose ? — Rien. — C'est un conservateur autorisé par la loi qui se trouve dans le code E 220. Il est antioxydant et donne au vin sa vitalité. Malheureusement pour le consommateur, il détruit aussi le vitamine B1, la thiamine, ce qui peut entraîner des états d'anémie, d'irritabilité, anorexie et même des lésions de l'estomac, de l'intestin, du foie et du cerveau. — Mon Dieu ! — Attendez, à partir de certaines doses seulement. Et vous allez voir que le coupable, c'est la loi, tout simplement. Car les experts de l'O.M.S. considèrent que la dose journalière admissible d'anhydride sulfureux est de 85 milligrammes pour un adulte. Et comme les aliments autres que le vin en fournissent environ 10 milligrammes... — Il en reste 25. — Exact, et la loi, la loi incompréhensible, autorise jusqu'à 225 milligrammes d'anhydride par litre de vin rouge et, tenez-vous bien, 300 par litre de vin blanc. Ces normes font le désespoir des nutritionnistes dignes de ce nom. On est en plein laxisme. Quant à moi, je sélectionne des vins qui contiennent huit à dix fois moins d'anhydride que les taux autorisés. — Bien. Et à part l'anhydride ? — On doit aussi évidemment mettre en accusation les filtres excessifs et les collages trop poussés : la mode se répand de filtrer à 2 microns. — Écoutez, les lecteurs ne vous suivent plus. — Bon, disons que les collages et les filtres, qu'ils soient aux algues, au kaolin, à la bentonite, au sang défilé ou encore à la caséine, le gélatine, le blanc d'œuf, apportent au vin une limpidité inutile, tout en appauvrissant de ses vitamines et acides aminés. Ici je refuse les filtres sur amiantes et je donne la préférence à un simple filtrage sur copeaux ou sur fibres végétales. — C'est tout ? — Hélas ! Il y a enfin la chaptalisation, mais c'est un problème moins grave. — La sucre ? — Le sucre, il faudrait que la chaptalisation soit toujours légère, lorsqu'on croit devoir chaptaliser, mauvaise habitude, pour relever un degré insuffisant. « L'eau au moulin, le sucre dans la tisane », c'est l'adage sensé des vignerons du Minervois. »

Henri Messire est également éditeur, éditeur passionné « naturel ». Il peut parler des dangers des nitrates qui s'enfoncent dans la terre et qui atteignent les nappes phréatiques, polluent de plus en plus les sources. Il peut parler de l'alimentation quotidienne et des régimes équilibrés que les gens suivent tout à tour. Il parle du chômage urbain qui pourrait « traiter » en proposant aux sans-emploi des lots de terre de 2 hectares en autoconsommation. Tenez, dit-il enfin, quel est le plus abîmé : le lait de vache ou le lait maternel ? Le lait maternel évidemment. Aujourd'hui ! — OLIVIER RENAUDIN.

Sur quelques idées fausses

par PIERRE VIANSSON-PONTE

ne peut manquer d'être impressionné et de se dire que le renouvellement des générations n'est plus assuré en effet. Or le nombre d'enfants par femme (comme d'ailleurs le taux de reproduction) est un nombre fictif qui amalgame la fécondité de femmes de classes d'âge différentes. En pratique, la population française n'a cessé de croître et, en principe, elle augmentera encore de plusieurs millions avant la fin du siècle. Autre idée fautive : une population dont le taux de reproduction tombe en dessous de l'unité voit le pourcentage d'actifs augmenter sans cesse, si bien qu'elle n'a plus assez d'actifs pour entretenir les autres. Cela serait vrai si le taux de reproduction se maintenait assez longtemps au-dessous de l'unité, la population vieillirait puis diminuerait absolument. Mais la proportion d'actifs ne diminuerait pas, ce serait le contraire qui se produirait. Une population constitue un ensemble renouvelable, et des calculs élémentaires montrent que, dans le cas envisagé, la proportion de jeunes inactifs diminue sensiblement plus vite que n'augmente la proportion de vieux inactifs. C'est seulement si on arrivait au stade final d'extinction (purement hypothétique) que la proportion d'actifs se réduirait, et alors très rapidement. Plus que jamais, prudence et circonspection avec la science : même la démographie ne parvient pas — et pourtant il faut vingt ans pour faire un homme ! — à intégrer les données humaines.

(1) Cette notation et celle qui suivent sont : extraits de Population et Société, bulletin mensuel d'informations démographiques, économiques, sociales édité par l'Institut national d'études démographiques (INED), 27, rue du Commandeur, 75055 Paris (tél. 01 42 96 14 14), n° 118, décembre 1978, intitulé « Des projections aux prévisions » (abonnement : 13 F ; le numéro : 1,50 F). (2) Institut national de la statistique et des études économiques. (3) Dans le Monde des 10 et 11 avril. (4) Des deux exemples sont extraits de Synthèse, lettre d'information bi-mensuelle (n° 33, 5 janvier 1979), directeur P.-O. Fauriol, 6, passage Sigaud, 75013 Paris (le numéro : 14 F ; abonnement annuel, vingt-quatre numéros : 300 F ; six mois, douze numéros : 150 F). L'auteur y développe et étaye la démonstration de ces deux exemples, que nous n'avons malheureusement pas la place de reprendre entièrement dans cette chronique.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

The Economist

Une affaire de famille

« L'appartenance au clan Ceausescu, note l'hebdomadaire anglais THE ECONOMIST, est devenue une condition essentielle à l'accession dans les affaires et la politique roumaines. » Outre M. Ceausescu lui-même (à la fois chef de l'Etat, secrétaire général du parti et commandant en chef des forces armées) et sa femme Elena (numéro deux dans la hiérarchie et membre du bureau politique du parti), quatorze personnes de la famille occupent des fonctions de responsabilité dans les appareils de l'Etat ou du parti. Les deux fils du président, Nicolae et Valentin, ont respectivement le poste de directeur de l'Union de la jeunesse communiste et le poste de directeur du centre nucléaire Magurele, et sa fille Zoe est à la tête de la section de mathématiques de l'Institut Henri Coanda des inventions.

« Les frères du président, poursuit l'hebdomadaire, ne sont pas moins bien lotis : « Ille a gagné, depuis 1971, le rang de major-général à l'Académie militaire roumaine (..) Florea est chef de service au quotidien du parti Scinteia, Marin dirige la délégation économique roumaine à Vienne, Nicolae (un homonyme) est conseiller général à Kiev. »

« En outre, « Maria, l'une des sœurs, est l'épouse de M. Manescu, ancien premier ministre (..) et Regina, l'autre sœur, est mariée à l'ancien chef du gouvernement M. Verdet (..) Un neveu, M. Burdica, est ministre du Commerce extérieur et vice-premier ministre. Un autre, M. Ionita, est aussi vice-premier ministre (..) Le secrétaire d'Etat à l'industrie mécanique, M. Petrescu, est le frère de la présidente, et le vice-premier ministre, ministre du Commerce intérieur, M. Fasekias, est le beau-père de Valentin Ceausescu, fils du président. Presque une affaire de famille », conclut THE ECONOMIST.

THE ASIAN WALL STREET JOURNAL

Jeans sur mesure

Dans un article consacré au succès international des blue-jeans, THE ASIAN WALL STREET JOURNAL de Hongkong décrit ainsi les dernières tendances en la matière : « Depuis trois ans, M. Jerry Hart aide ses clients à épouser ses jeans étroits dans sa boutique « French Jeans Store » de New-York. M. Hart possède des outils appropriés : des pinces pour saisir les fermetures à glissières rétractables à la chair comprimée ; un arroseur pour assouplir le tissu si c'est nécessaire ; une machine pour remplacer les boutons.

« Les pantalons trop petits se mettent plus facilement et le client ou la cliente se couche sur le dos en aspirant l'air. M. Hart fournit un lit dont la forme est celle d'une Ferrari, phares et tout le reste compris. Les jeans de M. Hart coûtent 72 dollars pièce. « Ce serait contre ma conscience de prendre tant d'argent pour des pantalons trop larges », déclare-t-il. « Chez Harcourt, à New-York, où les jeans coûtent environ 45 dollars, les vendeurs incitent les clients à les acheter un ou deux numéros en dessous de leur taille pour arriver au moule désiré. Un mannequin de la maison a dû ainsi se coucher sur le siège arrière d'un taxi pour aller à une séance de photographie. »



Et le combat cessa...

Les Siciliens passent pour avoir la rançonne tenace. Mais les Calabrais s'adonnent aux poisons et aux délices de la vendetta avec un acharnement au moins égal, du moins si l'on en croit cet écho publié par le quotidien belge LE SOIR :

« La petite localité de Cimino, dans la province de Reggio de Calabre, a enregistré la vingt-sixième victime d'une vendetta opposant depuis des années les familles Franco et Romano. Rocco Romano (dix-sept ans), le dernier survivant de seize masculins de sa famille, a en effet été tué à coups de fusil non loin du village.

« La mort du dernier des Romano, qui avait été le témoin des meurtres de son père et de ses deux frères, mettra sans doute fin à la vendetta « à l'italienne » (en calabrais), celle-ci ne pouvant être assurée que par les éléments mâles d'une famille, selon la coutume. »

EL MOUDJAHID

Brain-trusts subjectifs

Un ingénieur algérien a écrit cette lettre désabusée au quotidien EL MOUDJAHID : « Ma déception fut grande quand j'ai commencé, à ma sortie de l'université, à travailler. Je déplorais les conceptions et attitudes de certains responsables, qui s'entouraient de collaborateurs sur qui ils s'en remettaient entièrement et avec qui ils se sentaient des affinités. C'est naturel. Mais quand ces affinités sont basées sur d'autres éléments, essentiellement et fondamentalement subjectifs, ça ne l'est plus.

« Je m'explique. Des équipes de direction — si l'on veut être moderne : des « brain-trusts » — se sont constituées dans tous les centres de décision (...). Si l'on fait un examen approfondi de ces équipes, on constate que, dans beaucoup de cas, elles se sont constituées sur la base de critères qui n'ont rien à voir avec l'efficacité et la nature du travail. Les affinités reposent, dans ce cas, sur des bases subjectives. Les groupes se créent selon des critères régionaux, familiaux et amicaux (...).

« Ce sont des éléments comme le népotisme ou le régionalisme qui ont été à la base de la création de certaines équipes. Cela s'est fait et continue de se faire au détriment de ceux (comme moi) qui n'ont pour seuls critères que leur compétence et leur souci de travailler et qui ne sont « acquiescés » avec aucun groupe, car ils n'ont plus d'autre alternative que de s'efforcer ou de partir. Du reste, on les encourage à opter pour la seconde voie en les isolant. »

THE WALL STREET JOURNAL

Attention, chien gentil !

Selon THE WALL STREET JOURNAL de New-York, « des joueurs ont été blessés 9 062 fois par des chiens au cours de l'année fiscale 1978, soit une augmentation de 15 % des incidents par rapport à 1974. Neuf fois sur dix, les responsables de ces blessures sont des chiens qui ont mordu ou fait tomber des personnes.

« Les services des postes estiment que les citoyens, inquiets de la vague de criminalité qui déferle sur les villes américaines, ont de plus en plus de chiens de garde. Le service équipe désormais ses préposés d'une « bombe » de protection contenant un produit à base de poivre de Cayenne, mais les enquêtes prouvent que les chiens attaquent si rapidement que cette méthode est inefficace. Les enquêtes signalent aussi que de nombreux accidents ont lieu après que le propriétaire du chien a affirmé au préposé : « Mon chien ne mord jamais. »

Lettre d'Akaroo

Les Français du bout du monde



LES Français du bout du monde ! Jamais cette expression ne se sera mieux appliquée qu'aux quelques dizaines d'émigrants qui débarquèrent en 1840 à Akaroa, dans l'île du Sud de la Nouvelle-Zélande. Embarqués pour une aventure sans lendemain — aussi mal préparés que possible au climat des migrations organisées par les Anglais — perdus aux antipodes, ils se sont complètement fondus au sein d'une population anglophone.

Après avoir traversé la riche plaine de Canterbury depuis Christchurch, puis serpenté dans les méandres volcaniques de la péninsule de Banks, la petite route grimpe une colline escarpée au sommet de laquelle se dresse un ancien relais de poste, le Hilltop Hotel, fondé en 1872. De là, après une ou deux bières, la vue est superbe sur la profonde et étroite baie d'Akaroo. Les arbres qui recouvrent les pentes de la baie de vue du temps des Maoris ont été abattus pour faire place, comme partout ailleurs en Nouvelle-Zélande, à des pâturages où paissent vaches et moutons.

Au fond de la baie, une presqu'île bordée de falaises et reliée

à la terre par quelques gros rochers. C'est la péninsule d'Onawa, où le chef maori Ngai Tahu avait construit son peuplement fortifié — en 1831. L'année suivante, ce pa étalé rasé par le grand guerrier Te Rauparaha, venu de l'île du Nord. Te Rauparaha était venu pour venger les méfaits d'un autre chef célèbre pour sa cruauté, Tamiharauri. Il arriva à bord d'un bateau anglais et fut un des premiers Maoris à se servir du mouquet dans ces multiples guerres que se livraient les potentats locaux, et qui se terminaient par des massacres et de grandes fêtes anthropophagiques. La péninsule de Banks était pratiquement dépeuplée par la guerre quand arrivèrent les premiers colons français.

DEPUIS la fin du dix-huitième siècle, des baleiniers relâchaient dans la région d'Akaroo, découverte en 1770 par le capitaine Cook et baptisée du nom de son botaniste la péninsule de Banks. Un marin aventurier, le capitaine Aimable Langlois, acheta pour 6 000 francs de pacotille et de mouquets la terre aux Maoris en 1838, puis revint en France pour tenter de convaincre ses compatriotes de l'intérêt de la région au climat sain et à la terre promise. Des banquiers et des armateurs de Nantes et de Bordeaux fondèrent en novembre 1839 la Compagnie nantibois-léonaise. En mars 1840, soixante-trois émigrants quittèrent Rochefort pour la terre promise à bord du Comte-de-Paris, commandé par le capitaine Langlois et accompagné de l'Aube, corvette de trente-deux canons.

Le voyage fut long et pénible pour ces émigrants, parmi lesquels une douzaine d'Allemands. Quand ils arrivèrent à Akaroa, les Britanniques, déjà installés dans l'île du Nord et informés de leur venue, avaient dépêché un juge itinérant, qui les avait précédés d'une semaine. La terre était déjà anglaise. Les colons ne s'en mirent pas moins au travail, sous la supervision du commissaire du roi, Charles Lavaud, et d'un évêque, Mgr Pompaillier. Les

premiers émigrants britanniques n'arrivèrent dans l'île du Sud qu'à partir de 1848.

Français, Anglais, Allemands s'installèrent côte à côte, mais sans hostilité, et commencèrent à mener les terres en valeur. Chaque famille avait reçu son lopin. Il y avait les Etienneux de Ruffec, les Waackerie de Baden-Baden, le R.P. Séon, Maria Rose-Justine Maimaniche d'Échilieu en Charente, François Lellèvre de Belon (Manche), dont les parents, bonapartistes, avaient préféré l'exil. Un de leurs ascendants, Jules Lellèvre, faisait partie de l'équipe de rugby des All Blacks qui visita la France en 1963-1964. Un de Maimaniche travaillait actuellement au département des passeports.

MAIS très vite ces colons allaient s'angliciser, se fondant dans ce moule néo-zélandais où chacun veut avant tout ne pas être différent de son voisin. Ainsi, la petite-fille de François et de Rose-Justine, Mrs. Nora Patricia Hammond, une vieille dame qui ne distingue des autres Néo-Zélandaises, — qui dit avoir aussi du sang franco-irlandais et espagnol, ne parle plus français, francise le sourcil quand on lui demande si elle se sent encore un peu Française. « Je suis Néo-Zélandaise ! », affirme-t-elle.

Ce qui ne l'empêche pas de nous montrer avec fierté, dans le petit musée dont elle s'occupe, un article de l'Akaroo Mail and Banks Peninsula Advertiser du 21 février 1883 sur la mort de sa grand-mère, qui habitait un « vieux château français, d'apparence généralement gaillarde » (sic). Mme de Maimaniche — si loin de France, il était tellement tant de se donner de la peine — ne perdit jamais aucune des caractéristiques marquantes de la « belle » nation. En effet, elle ne maîtrisa jamais notre langue anglaise et resta fidèle à la langue bien-aimée de son enfance. Mais déjà ses enfants, Charles-Joseph-Marie, Benjamin et Emery, trois vénérables gentlemen barbus, par-

laient anglais à la maison, dit Mrs. Hammond.

Il ne reste aujourd'hui pas grand-chose de français dans ce petit village aux maisons de bois peintes, qui sort de l'île de villégiature aux habitants de Christchurch. Il y a le musée, la stèle du vieux cimetière, une maison dont on dit qu'elle fut préfabriquée en France. Les rues ont 12 mètres de large. Mais elles s'appelaient encore « street » quelques années auparavant, avant que l'on décide de « franciser » de nouveau Akaroa pour attirer les touristes. On trouve ainsi le Restaurant La Rue, le motel le Voyageur, le Café Louis, où l'on ne mange que de la banale cuisine locale. « C'est ridicule », nous dit un journaliste du Christchurch Star, qui n'a pas oublié le français appris dans sa jeunesse à Tahiti et en Europe. « Si l'île du Sud avait été française, restait la Nouvelle-Zélande serait aujourd'hui bilingue. »

LE meilleur souvenir qui ait survécu de cette Akaroa française, ce sont les dessins et eaux-fortes de Charles Méryon. Cet artiste, fils d'une danseuse de l'Opéra de Paris et d'un médecin anglais, s'était embarqué en 1844, à l'âge de vingt-trois ans, à bord du Rhin, envoyé pour remplacer l'Aube. Il y resta deux ans, trompant son ennui en croquant des paysages, des oiseaux et des portraits de « Maori », dont il déplorait la déchéance depuis l'arrivée des Européens. « Chaque jour les rapproche de leur mort. On peut prédire qu'à ce rythme leur race disparaîtra dans un avenir proche », écrit-il à son père du fond de la hutte qu'il s'était construite au bord de la mer. Méryon aura dû mal à se réadapter après son retour en France et mourra fou à l'asile de Charenton, ayant laissé, parmi ses Eaux-fortes sur Paris, une image fantastique du ministère de la marine au fond de nœuds, où se mêlent cavaliers et pirogues de guerre marines, un chariot et des hommes chevauchant une baleine.

PATRICE DE BEER.

TIERS MONDE

Le cinéma africain, réalité quotidienne

DES nombreuses études ont été consacrées au cinéma d'Afrique, et au cinéma africain en particulier. Mais les observateurs se sont rarement penchés sur la réalité quotidienne de ce cinéma. Il est certain que celle-ci, en ce qui concerne la distribution, ne témoigne que faiblement de l'effort de recherche et de l'authenticité que l'on peut constater dans le domaine de la production.

A Ngoundéré, petite ville du Nord-Cameroun située à mi-chemin entre l'Océan Atlantique et le lac Tchad, on trouve deux salles de cinéma importantes (mille places chacune), appartenant à d'importants commerçants camerounais. Elles constituent pratiquement la seule source d'approvisionnement de la région. Le prix des places est relativement faible (100 CFA (1)). Pour ce prix, on peut voir deux films consécutifs : un « grand » film et un « petit » film. Le programme est très varié. Certains soirs, les critiques pullulent, envahissent la salle et chaque spectateur est orné de quelques insectes. Les soirs de pluie, le toit de toile ondulée amplifie le déluge et la bande sonore (quand elle aide à la compréhension du film) est difficilement audible.

Quels films peut-on voir, au cœur de l'Afrique ? Les soirées festives offrent le jour le plus long. Adieu l'ami, l'étranger, la fille, l'ennemi, les Chénobels de Khatmandou. Un « vrai » film apparaît ainsi à peu près tous les quinze jours. Mais de quel est fait le menu cinématographique quotidien ? Essentiellement de sous-productions américaines, britanniques, italiennes et de grossières contrefaçons de succès occidentaux. Ces médiocres plagats sont évidemment invendables sur les écrans européens et l'on peut penser qu'ils ont été produits et mis en scène exclusivement en vue de la distribution du tiers-monde.

L'intrigue, toujours élémentaire, n'a que peu d'importance, tandis que les personnages sont réduits

à des symboles aisément reconnaissables : le bon, le méchant, le traître, la femme vertueuse, le héros, le jeune fou, le blond héros. Tout l'effort du film porte sur les scènes d'action et de violence, dont la saveur est le seul critère de succès de l'œuvre. La qualité de la prise de vues est souvent sacrifiée à ce type de préoccupation.

Des exclamations incartées ou enthousiastes ponctuent ce tableau délavé d'une société dévolue qui rencontre ici l'Afrique de base. Le spectacle d'une fusée spatiale ou même de l'homme n'abuse personne. L'émotion impressionnée n'est pas une preuve d'existence.

Les copies sont souvent de mauvaise qualité, rouillées à l'image de la littérature africaine. L'ordre des bobines n'embarasse ni les spectateurs ni le projectionniste. Des scénarios élémentaires demandent ainsi souvent un effort important de reconstruction : Le traître 0-4-2 est exécuté avant que la maîtresse du chef n'ait été dévorée par le jeu méchant ? Les colliers sont souvent l'occasion de se divertir : des bandes d'actualité servent en effet de ruban adhésif : on a pu voir apparaître M. Chaban-Delmas au beau milieu d'un sous-spaghetti pseudo-italien.

Ces salles sont donc le lieu d'un échange entre deux mondes, ou plutôt d'un face-à-face où une civilisation occidentale simplifiée à outrance, caricaturée, véritable « miroir aux alouettes », se donne en spectacle à l'homme du tiers-monde ébloui, trompé, infantile. On fait ainsi passer sans douleur un message porteur d'un modèle de développement fondé sur l'abondance matérielle et l'agressivité dans les rapports humains, modèle plaqué qui n'a que peu de rapports avec la réalité africaine. Celle-ci est pourtant remarquablement et efficacement célébrée par nombre de cinéastes africains.

FREDERIC MOUNIER.

(1) 1 franc = 0,02 franc.

HELSINKI

Des lacs par milliers

INTERDIT de faire du ski dans les allées du cimetière. Cette injonction était apposée ça et là, en finnois, dans le grand cimetière d'Helsinki, promenade familière des Finlandais, où les enfants d'ébène, lutins bardés de vêtements fourrés, tandis que les corbeilles et les canards s'abritaient derrière les tombes. C'était il y a quelques jours à peine.

Quelque-uns diront que cette époque de l'année la ville tout entière ressemble à son cimetière ? Des rues calmes, taillées dans le roc, de larges espaces, et le ciel endeuillé de gris, et la neige, blanche comme l'éternité, avec la note riante des vêtements de couleur et des casques des dames, maussades de fourrures fichés sur les têtes. Si la longue nuit de l'hiver s'est dissipée, cette obscurité viciée que les autochtones combattent à coups de théâtre — les Finlandais en sont très friands — et à coups d'alcool — les ivrognes affaîlés sur le trottoir ne manquent pas — hier encore, la ville frissonnait sous la neige. Sur la mer gelée, le vent sculpte des vagues rigides. Au loin, un vaisseau fantôme glisse sur le chenal ouvert par le brise-glace.

La Finlande, c'est le pays des lacs par milliers. Des pêcheurs assis sur leur tabouret sont installés, à cette époque, en plein milieu de ce lac gelé où je me promène, ravi de marcher sur les eaux. Ils ont viré la glace et plangé leur ligne avec confiance, chacun devant son trou. Eux savent que sous la croûte épaisse tout un monde continue à frémir. Mes amis et moi, nous baïsons le ton de peur d'effrayer le poisson qui nous écoute sous la blancheur ouatée.

Pour combattre le froid, empêcher le sang de grumeler sous la peau, les Finlandais, coiffés de l'ausculteur soviétique et le confort suédois, se rabattent sur le sauna, leur fierté. Dans un immeuble moderne, cela fait partie du confort comme l'ascenseur et chaque famille y a son heure réservée. Autrefois, les enfants naissaient dans le sauna, on y lavait les morts. Avec son bra-

sier infernal, c'est l'endroit sacré, et l'hospitalité exige qu'on vous propose, avec la tasse de thé, de goûter aux bienfaits du sauna. Ici, Prométhée n'aurait pas dérobé le feu de la connaissance, mais celui qui réchauffe et qu'on adore en chœur, à l'égal du soleil printanier qui déjà s'annonce et auquel les Finlandais, servies, offrent un visage extatique. Bientôt, on saura où l'on met le pied. Un lac ou un champ de raves ? La mer ou la terre ? Car sans le soleil qui fait fondre la nuit et le blanc, les choses, ici, dans cet envoutant pays du bout du monde, ne sont pas même ce qu'elles sont.

MARIE-LOUISE AUDIBERTI.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS - CROIX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

125 F 235 F 345 F 455 F

TOUS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

225 F 435 F 645 F 855 F

ETRANGER (par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

135 F 250 F 425 F 595 F

II - SUISSE - TUNISIE

205 F 385 F 565 F 755 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande

Les abonnements qui paient par

chèque postal (trois rôles) ver-

ront bien joindre ce chèque à

leur demande.

Changement d'adresse dé-

clarer ou provisoire (deux

semaines ou plus) : nos abonnés

sont invités à formuler leur

demande une semaine au moins

avant leur départ.

Joindre la dernière bande

d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de

réviser tous les noms propres en

capitales d'imprimerie.

مكتبة الادب

RADIO-TELEVISION

OUVERTURES DU PETIT ÉCRAN

Le futur au présent

(Suite de la première page.)

Le présent se conjugue au passé et le futur au présent. Les décisions prises en ce moment dans le secret des palais ou des bureaux ministériels sur l'urbanisme, le nucléaire, les transports en commun ou la sécurité sociale engagent gravement notre avenir. Souvent irréversibles, ces options exigent des discussions préalables ouvertes au plus grand nombre. C'est le cas en ce moment en République fédérale d'Allemagne où la télévision consacre trente minutes quotidiennes au large débat organisé par le gouvernement sur l'opportunité d'établir un dépôt de résidus à Gorleben.

Bonne volonté démocratique

Soir après soir, techniciens, écologistes, et politiciens viennent exposer à l'écran des points de vue compliqués et diamétralement opposés. La question qu'on se pose devant cette étonnante preuve de bonne volonté démocratique, ce désir de transparence et de co-décision s'agissant d'une initiative aussi vitale, explosive, c'est celle de son efficacité. L'opinion a-t-elle été suffisamment préparée par le tout-venant des émissions à s'intéresser à ce genre de problèmes, à les comprendre et à s'en faire une idée ?

La réponse, nous l'avons trouvée l'autre semaine à Berlin-Ouest où le prix Futura vient précisément récompenser tous les deux ans la dramatique et le documentaire qui auront le mieux contribué à l'éducation du public. Il s'agit de l'aider à apprécier, voire à influencer les choix faits en son nom, pour son bien. Il est certain, on en revient toujours là, que dans ce domaine encore, contrairement à ce qu'on croit, la fiction permet d'appréhender de façon plus directe, plus subtile, plus humaine sinon plus complète, une situation donnée, fût-elle exagérée ou simplifiée.

Fiction d'ailleurs souvent rattrapée ou trahie par la réalité, comme en témoignent jusqu'à un certain point *China Syndrome*, ce film catastrophe dont la sortie a précédé de peu, avec un succès d'ailleurs immédiat, l'accident de la centrale de Harrisburg. Il avait encouru, soit dit en passant, les foudres sarcastiques et prématurées de l'éditorialiste de *Newsweek* (!) affirmant qu'il était plus dangereux de s'asseoir à côté d'un fumeur qu'à côté d'un réacteur.

Autre histoire imaginaire venue celle-là des Pays-Bas et couronnée par le prix Futura. Il ne s'agit pas d'énergie nucléaire. Les Hollandais n'en veulent pas. Ils l'ont orlé sur tous les toits, leurs élus les ont entendus et on n'en parle plus. On fera avec ce qu'on a, le gaz naturel. Non, le problème posé ici c'est celui, très grave, des priorités en matière de maladie, donc de vie et de mort. Une fillette est atteinte d'un mal rare et incurable à moins d'un

miracle exigeant des années de recherches en laboratoire rendues impossibles faute de moyens. Les médias s'emparent du cas et organisent une énorme collecte de fonds qui se déverse sur l'hôpital où est soignée l'enfant déjà agonisante, perdue. Que faire de cet argent versé au nom de la seule petite Petra et destiné à la sauver, elle, pas quelqu'un d'autre ? A-t-on le droit d'en disposer pour acheter des coussins ou des poussoirs d'acier ? Qui doit en décider ? Réponse : le Parlement. Si le vous résume ce scénario, au demeurant admirablement mis en images, de façon simple, curieuse, claire, allante, pas didactique pour un sou, tout à fait dans le style de ces téléfilms américains sur la prostitution, le viol ou l'identité menacée par l'informatique qui servent d'introduction aux dossiers de l'écran, ou si je vous en parle plus en détail, c'est à titre d'exemple. De ce qu'on peut faire.

Fenêtre, miroir boule de cristal...

Et qu'on ne fait pas, ou pas assez. En tout cas pas chez nous. La contribution de TF1, « Les magiciens du futur » était à pleurer de honte. Les Allemands, les Autrichiens, les Anglais et les Canadiens restent très sensibles au danger potentiel du progrès technique, le plutonium, la pollution, l'urbanisme galopant. Voilà de quoi on se préoccupe d'abord à l'ouest. Dans les pays de l'Est, on s'intéresse davantage à la vie personnelle de l'individu, au divorce à l'ambivalence, à la famille élargie, à l'alcoolisme, l'idem en Egypte et au Pakistan, où l'on s'adonne à une espèce de cinéma-vérité — un peu flûtée la vérité — très signifi-

cative des rêves de mieux-être, de confort, d'embourgeoisement à l'occidentale, caractéristique d'une certaine classe sociale, celle qui regarde la télévision et celle qui la fait.

Rien, à ce propos, sur les rapports Nord-Sud, cependant décisifs dans les années à venir, sinon l'excellent reportage de Roger Pic (A2 - Vivre demain -). Il n'a pas été récompensé. On pourrait s'en étonner, n'étant l'étonnante qualité du document suédois primé, une merveille, pourtant tournée dans un cadre scandinave, les fausses parterres de Broadway. On n'a vraiment rien vu d'aussi touchant, d'aussi parlant.

Oui, de toutes les compétitions internationales, celle-ci me paraît de loin la plus conforme à la vraie dimension du petit écran. Fenêtre, miroir, boule de cristal, il doit nous mettre en face de nos responsabilités. Ce monde extérieur qui vient s'inscrire jour après jour dans nos lucarnes est entièrement façonné de la main de l'homme. A peu près partout il l'a emporté sur la nature. Et il en va de même pour le monde intérieur que chacun porte en soi. La plus haute mission des êtres de raison que nous sommes devenus n'est-elle pas précisément de laisser une planète propre, habitable, à ceux qui nous y succéderont ? Et ce n'est pas en restant affalés là, devant nos télévisions à remuer le petit doigt, qu'on y arrivera. C'est en intervenant par tous les moyens que l'on laisse aux citoyens les démocraties libérales. Et d'abord en alertant l'opinion, en la mobilisant et en l'incitant à l'action. A la télé.

CLAUDE SARRAUTE.

(1) *Newsweek* du 2 avril 1979.

ENTENDU

Grenouille

QUAND on ne dispose pas comme Europe 1 de la voix d'Albert Simon, parler météorologie à la radio est une chose ardue. A la télévision, il est toujours possible de montrer des cartes que manipule un météorologiste photographique.

Mais à la radio la parole exige qu'on soit explicite : dans les postes périphériques, no-biasse oblige, on essaie de faire un tour d'horizon. A France-Inter, on a l'impression que le spécialiste regarde par les fenêtres de la Maison de la radio, ce qui lui fournit l'indication de base pour Paris, et se livre pour le reste à une improvisation poétique.

Il est exaspérant, quand l'assaut-glace arrive à peine à chasser une pluie battante, d'entendre la radio de la voiture déclarer que la région où l'on se trouve bénéficie de belles éclaircies. Il est plus exaspérant encore lorsqu'un beau soleil réchauffe les cours gazonnés d'entendre un rabâchage parisien déclarer que le Sud-Ouest connaît toujours des températures au-dessous de la moyenne. A défaut de la légendaire grenouille, il doit y avoir un téléphone quelque part dans les studios, et il n'y a pas tant de micro-climate en France. Une demi-douzaine d'appels aux rédactions régionales pour leur demander le temps qu'il fait donnerait au moins l'impression que France-Inter mérite vraiment son nom.

ROBERT ESCARPI.

Les films de la semaine

● **NOUS IRONS A PARIS**, de Jean Boyer. — Dimanche 15, TF 1, 17 h. 50.

Célébrité d'une station de radio-prate (« libre » vis-à-vis de la Radiodiffusion française et brochant la publicité) en 1949 ! Travillant sur un scénario astucieux, Jean Boyer, artisan du cinéma commercial, avait réussi là, avec le concours de jeunes auteurs et de l'orchestre Ray Ventura, une comédie charmante et bien menée, semée de numéros de variétés, et dont le clou était une poursuite sur les routes de France. Un parfum de rétro.

● **LA VIEILLE FILLE**, de Jean-Pierre Blanc. — Dimanche 15, TF 1, 20 h. 35.

Caricature de Français moyens en vacances dans un « petit trou » au bord de la Méditerranée. Gags d'observation dans le style de Tati, avec aussi, l'humour acerbe, un peu noir, propre à Jean-Pierre Blanc, dont ce fut le premier long métrage. Dans ces croquis de plages, deux personnages privilégiés par le regard du réalisateur : Annie Girardot et Philippe Noiret (remarquables) dans une relation intime, une subtile étude psychologique.

● **L'ARGENT**, de Marcel L'Herbier. — Dimanche 15, FR 3, 22 h. 30.

Le roman de Zola transposé en 1928. Simple thème d'inspiration. Marcel L'Herbier n'a pas reconstruit une société liée à un contexte historique mais tracé le portrait fulgurant d'un aventurier de la finance, possédé par la passion de la spéculation, le pouvoir (abstrait) de l'argent, et pliant, brisant tout dans ses intrigues boursières. Œuvre étonnante par son écriture cinématographique, sommet du cinéma muet en France, l'Argent apparaît aujourd'hui d'une surprenante « modernité », tant par l'esthétique que la technique que par l'étude du comportement. Hommage bien mérité à Marcel L'Herbier envers qui les historiens ont été souvent injustes. A cause de sa longueur, le film sera diffusé en deux parties : le 15 et le 22 avril.

● **LES QUATRE PLUMES BLANCHES**, de Zoltan Korda. — Lundi 16, A 2, 15 heures.

Version 1939 d'un sujet souvent traité, où se trouvent exaltés les traditions et l'héroïsme militaires de l'Angleterre victorienne dans les expéditions coloniales. Une sorte de *Trois Lanciers du Bengale* du cinéma anglais d' alors. On peut prendre cela avec une certaine distance. L'intérêt du film tient surtout, aujourd'hui, à la manière dont le technicien (venu d'Amérique et pas encore très répandu) fut utilisé par le grand opérateur Georges Périnal.

● **DIAMANTS SUR CANAPÉ**, de Hilda Edwards. — Lundi 16, TF 1, 16 h. 55.

Banalisation, dans un tourbillon assez factice de comédie hollywoodienne, d'une nouvelle douce-amère de Truman Capote sur la solitude et le mystère d'une jeune femme vivant dans l'imaginaire. Nulle poésie, nulle émotion mais le tableau simplement pittoresque d'une faune new-yorkaise. A voir, malgré tout, pour Audrey Hepburn, merveilleusement frêle, sophistiquée, déconcertante.

● **CÉSAR**, de Marcel Pagnol. — Lundi 16, FR 3, 20 h. 30.

Vingt ans après *Marius* et *Fanny*, la fin d'une histoire de famille, ou comment le polytechnicien Césaire, qui se croyait le fils de Pauline, retrouve son vrai père. Serait directement pour le cinéma, et réalisé par Pagnol sans superviseur technique. Attachante succession de scènes comme dans un roman (la version théâtrale représentée en 1946 fut assez différente), ton nouveau. On voit, avec mélancolie mourir Fanny, et l'enterrement donne lieu à un gag de chapeau très drôle : César n'est pas, malgré le titre, le personnage principal, et André Fouché (Césaire) finit par mener l'action, qui se déplace de Marseille à Toulon. Vérité du langage parlé et chaude humanité de types méridionaux.

● **LES CONQUÉRANTS D'UN NOUVEAU MONDE**, de Cecil B. de Mille. — Lundi 16, TF 1, 20 h. 35.

Aventure dans les colonies anglaises de la côte est d'Amérique, en 1763. Lutte de valeurs morales (le bien et le mal) dans la défense du patrimoine des pionniers. De Mille, avec une parfaite bonne conscience, oppose les Blancs civilisés aux Indiens, qui sont des sauvages manipulés par un méchant trafiquant. Il ne remet jamais en question sa conception d'une Amérique aux « vertus primitives ». Cela admise, la reconstitution historique, passant par une intrigue romanesque où Paulette Goddard joue un rôle déterminant, est passionnante.

● **LES BOUCANIERS**, d'Anthony Quinn. — Mardi 17, A 2, 15 h.

Nouvelle version en couleurs, par l'auteur Anthony Quinn, des *Pirates* (1937), de Cecil B. de Mille. Celui-ci supervisa, en partie, la mise en scène. Un héros authentique, le corsaire français Jean Lafitte, vient au secours de la jeune armée américaine attaquée, en Louisiane, par les Anglais, pendant les guerres napoléoniennes. Figure à l'abandon, brillante scène d'action et romance sentimentale. C'est bien le style de De Mille qu'on retrouve ici.

● **LES MINES DU ROI SALOMON**, de Compton Bennett et Andrew Marton. — Mercredi 17, FR 3, 20 h. 30.

Aventures dans une Afrique mystérieuse telle que l'imaginait, à la fin du dix-neuvième siècle, le romancier anglais Henry Rider Haggard. L'incendie provoquant une fuite de bêtes sauvages affolées et l'arrivée aux pays des guerriers Watusi ont un réalisme impressionnant. Les costumes de Deborah Kerr, par contre, sont très hollywoodiens.

● **GAS-OIL**, de Gilles Grangier. — Jeudi 19, FR 3, 20 h. 30.

Le milieu des routiers et Gabin en chauffeur de camion, on y croit, même si l'intrigue navigue dans les eaux de la série noire. Un des meilleurs films de Grangier, solide artisan du cinéma français des années 50. Pour la petite histoire, ce fut la première rencontre de Gabin et d'un dialogue signé Michel Audiard.

● **LA MOUTARDE ME MONTE AU NEZ**, de Claude Zidi. — Jeudi 19, A 2, 20 h. 35.

Après avoir dirigé les *Charlots* dans leurs ébats burlesques, Claude Zidi utilise très habilement Pierre Richard, parfait hurluberlu, dans ce vaudeville endiablé et jamais vulgaire où abondent poursuites, et quiproquos, où les frotements d'une société provinciale au maître collet monté et d'une extravagante troupe de cinéma ont des effets explosifs.



Gérard Blain et Guy Decombes dans « Les Cousins ».

● **LES COUSINS**, de Claude Chabrol. — Vendredi 20 avril, A 2, 22 h. 55.

Bien mieux que Marcel Carné dans *Les Tricheurs*, Chabrol — c'était son deuxième film, dans la foulée du *Beau Serge* — suit peindre une certaine jeunesse de la fin des années cinquante, flottant entre de vagues études, de cynisme et la liberté sexuelle. Étude de mœurs quasi balzacienne par « l'écriture » d'une caméra embrassant l'espace global d'une société et décrivant le comportement des personnages. Hommage aussi à Hitchcock le métaphysicien par la fascination qu'exerce Jean-Claude Brialy sur Gérard Blain. Mais Paul Gouganoff, le dialoguiste, avait introduit une certaine ambiguïté dans un romantisme d'essence gérmaine.

nique imprégnant finalement de « néo-fascisme » certaines scènes de folles bourgeoises. On n'y prête pas grande attention à l'époque. Cela peut troubler davantage aujourd'hui.

● **ADIEU POULET**, de Pierre Granier-Deferre. — Dimanche 22, TF 1, 20 h. 35.

Politicien honnête contre politicien douteux dans les incidents dramatiques d'une campagne électorale en province. Granier-Deferre ne manie pas le pamphlet politico-social à la manière de Cayatte et de Boisset. Il raconte avec talent l'histoire d'un fait divers et d'une enquête remarquablement construite par Francis Veber (d'après un roman de série noire). On suit avec plaisir les déambulations de Lino Ventura et de son adjoint Patrick Dewaere, qui fait le loustic.

● **L'ARGENT**, de Marcel L'Herbier. — Dimanche 22, FR 3, 22 h. 30.

Suite et fin du chef-d'œuvre d'un « cinégraphiste » qui va fêter ses quatre-vingt-onze ans le 23 avril. Pas seulement l'expression parfaite de l'art muet et son apogée, mais un film qui répond aux recherches contemporaines d'Orson Welles et d'Alain Resnais, par exemple. Moderne, donc, il faut le répéter.

● **EN CAS DE MALHEUR**, de Claude Autant-Lara. — Lundi 23, FR 3, 20 h. 30.

Sur le thème, emprunté à Simenon, mais qui pourrait venir de Zola d'un homme mal débruité par son désir pour une fille à la sexualité agressive, une étude de mœurs au scalpel réaliste d'Autant-Lara. L'hypocrisie de la morale bourgeoise confrontée à l'animalité d'une petite femme livrée à ses instincts, naturellement. Brigitte Bardot fit sensation — et quelque peu scandale — en face d'un Gabin vivant pour la dernière fois, selon son mythe ancien, les tourments de la passion. Un grand film de cette « qualité française » qui fut dégrisée avec autant d'injustice que de mauvaise foi.

● **LE CHANT DE BERNADETTE**, d'Henri King. — Lundi 23, TF 1, 20 h. 30.

Fuyant les nazis en 1940, l'écrivain juif autrichien Franz Werfel fut porté à Lourdes par l'exode et fit le vœu, s'il était sauvé, d'écrire un livre sur Bernadette Soubirous. Il put gagner les États-Unis et remplir son vœu. En 1943, le film d'Henri King, qui révèle Jennifer Jones, l'agnée par Selznick — fut la fidèle adaptation de son livre. Produit par l'industrie hollywoodienne, ce film se distingue par une scrupuleuse reconstitution historique de Lourdes sous le Second Empire, dans l'emploi causé par les visions de la petite paysanne et le jallissement de la source miraculeuse près de la grotte de Massabielle. Et Henry King a bien traduit le sens spirituel de cette étonnante aventure.

● **CHORUS : WHIRLWIND**. — Dim. 15, A 2, 12 h.

Le revival est un phénomène qui a toujours existé parallèlement aux modes qui passent et l'on découvre aujourd'hui une recrudescence du rockabilly, en France avec des groupes comme *Rockin' Rebels*, en Angleterre avec *Whirlwind* par exemple. L'âge des musiciens de *Whirlwind*, issus de la banlieue londonienne, ne leur a certes pas permis de vivre l'époque du rockabilly dans les années 50, mais ils ont su en retrouver avec goût toutes les caractéristiques, tant musicales que visuelles. Il ne faut aucun doute qu'ils se sont bercés des disques de cette période, se sont imprégnés de l'influence de chanteurs tels que Johnny Burnette, ont calqué leur image sur les pochettes de disques. Ils ont tout, les vestes amples et longues avec des revers en velours, les pantalons moulants, les moustaches blanches, les cols de chemise relevés, les « bananes » au-dessus du front, les poses et les attitudes suggestives ; et puis les compositions avec les interventions de guitare qui portent en trombe et s'éteignent aussi vite, la voix superbe du chanteur avec ses trémolos, ses accents tour à tour durs et langoureux. Le rockabilly plus vrai que nature en 1979 ? Et pourquoi pas ?

● **MAGAZINE : EURO 9**. — Mardi 17 avril, TF1, 22 h. 5.

Honnête et banale contribution italienne à une série inté-

ressante, ce reportage dans la Frise et dans les Pouilles souligne le contraste entre des paysages, des cultures et des mentalités diamétralement opposés. De grasses prairies cernées par des canaux aux maigres terres délimitées par des murs de pierre, l'Europe verte présente, en effet, des contrastes soulignés ici par la R.A.I. et accompagnés d'un plaidoyer modeste. Les produits du Sud ne bénéficient pas de la même protection que ceux du Nord. Trois oranges sur cent mangées dans le monde sont d'origine italienne. Les autres viennent de pays extérieurs à la C.E.E. Ce qu'il faudrait : consacrer une part plus importante de son budget à l'amélioration des structures de production.

● **CINEMA 16 : PEINE PERDUE**. — Mercredi 18, FR 3, 20 h. 30.

Une vie de couple banale : Bertille travaille dans une banque, Bernard est responsable d'un garage, ils adorent leurs deux charmantes fillettes. Rien ne trouble le train-train quotidien. Mais Bruno arrive, et cette vie toute tracée se déstabilise. Pour ne pas trahir, Bertille décide d'aller vivre avec Bruno. Après une période difficile, Bernard retrouve une compagne et il choisit d'habiter tous les quatre dans la même maison pour ne pas décevoir les enfants. Tout se passe dans l'harmonie, la tendresse, le respect mutuel. Un film plaisant, sans poncifs.

CORRESPONDANCE

Une oie, deux oies, trois oies... c'est toi

Nous avons reçu de Mme Catherine Molino, scripte à la S.F.P., la lettre suivante.

Quand, dans une banque, un petit gangster prend votre frère, votre voisin, votre ami ou quelqu'un, n'importe qui, en otage, la France entière s'émue dignement. Pas pour l'argent de la banque, non, mais parce qu'un individu entraîne dans son voyage un passager involontaire et foue à quille ou double avec la vie d'un autre.

Hier, 11 avril, la Société française de production, société issue de l'ex-O.R.T.F., et qui sort de cinq semaines de greve, M. Antoine de Clermont-Tonnerre, P.D.G., fait parvenir au personnel la liste des licenciés, et, parallèlement, une liste de licenciés : « Liste des employés liés à l'aboutissement des discussions sur les conditions d'emploi des personnels ». En clair, voici soixante-sept noms, mon voisin, mon ami, mon frère, en jeu d'un marché malhonnête. Si nous acceptons les conditions de travail qui nous sont proposées, ils ne seront pas licenciés. Si nous refusons, ils seront demain au chômage.

Sûrement, en effet, certaines de ces conditions de travail peu-

vent être discutées, et sûrement aussi d'autres relèvent de la plus grande fantaisie. Mais le problème n'est pas là. C'est le principe même de cette démarche qui me révolte, et me dérange profondément. Car, évidemment, ce ne sont pas les plus mauvais qui sont menacés : mais des personnes que seul l'arbitraire semble avoir destinées à ce rôle d'otages : une oie, deux oies, trois oies... sept oies... c'est toi, toi qui vas miser pour nous ton emploi, ton travail, toi qui es là depuis quinze ans et dont la qualification professionnelle est reconnue de tous, toi pour qui tout d'un coup la vie s'écroule dans ce jeu aveugle et souverain des rapports de forces, toi, pour quel pas moi ? entraîné involontairement dans le cabotique voyage des négociations.

Et d'ailleurs, seraient-ils les plus mauvais, peut-on accepter inopinément ce que recouvrent de tels procédés ? Même si, je dis bien, même si l'on admet l'hypothèse qu'il faut licencier du personnel pour que marche la S.F.P., même dans ce cas, il est impossible de laisser effondrer sans mot dire, dans quelque chose qui ressemble à fort à la chute, les dernières illusions d'une fragile dignité.

صحة في العمل



René Chazot

ENTRETIEN AVEC MICHEL SERRES

Philosophe, professeur d'histoire des sciences, Michel Serres est assez peu connu en France mais bien davantage aux États-Unis, où il enseigne dans diverses universités américaines. Il est l'auteur réputé difficile de la série des « Hermès » — et d'autres ouvrages. Toujours explorant des paysages nouveaux, il travaille

essentiellement en associant les méthodes scientifiques contemporaines avec une recherche littéraire et artistique. Ses quarante-huit ans arrivent à un moment précis où, au terme d'un voyage « en apparence privé de but », il a, en fait, fini d'écrire à peu près toutes les disciplines de l'encyclopédie : « Travail

honnête d'un philosophe vulgaire, dit-il ; enfin, de l'ordinaire de l'histoire de la philosophie » — un travail écheveau sur toute l'histoire de notre culture, et dont la synthèse — peut-être impossible — désormais commence. A venir bientôt son « Hermès V » ; et aussi un livre commencé de longue date, dont il nous confie ici un premier mot.

« J'ai peur du monde qu'on entend venir »

« La très forte spécialisation qui caractérise l'époque et, par exemple, qui a permis à la science moderne de se professionnaliser, peut-elle avoir atteint la philosophie ? Quelles idées vous jettent-elles de la philosophie moderne ?

— Nombre de gens, formés à la philosophie, deviennent logiciens, épistémologues, historiens, — voire politiques. Ils se spécialisent, ils ont fui le terrain de la philosophie. On n'a jamais vu, jamais lu, un philosophe qui n'ait, à un moment de sa vie, généralement très long — parce que cela peut durer trente ans, quarante ans — passé partout. Ce que je crois être la philosophie prend d'abord son enseignement de l'encyclopédie. Qui cherche à devenir un philosophe se propose, quand il est jeune, comme un plan de voyage, un devoir de synthèse. Cette morale des commencements est exigeante, et ne peut être évitée. Elle demande un travail, une résistance, un enthousiasme de longue durée, une résistance à l'apprentissage un peu sérieux de ce qu'on nomme les spécialités.

» Comment ignorer ce qui s'est fait de neuf dans les mathématiques de ce siècle, en physique, ce dernier demi-siècle, et dans les sciences du vivant ce dernier quart de siècle ? Et ce qu'on produit de neuf les sciences humaines, l'anthropologie, l'histoire des religions ? Notre morale exige d'en passer par là ; mais, tout aussitôt, de quitter la spécialité, nous sommes des nomades.

» Le territoire du savoir est partagé, divisé, specté : le scientifique habite sa niche, la philosophie, au contraire, est une curieuse variété animale : il n'y a pas de niche écologique. Le plus sûr moyen en effet de cesser l'activité philosophique est de se précipiter dans une spécialité. On n'y réussit généralement qu'une chose : d'y penser moins exact que les plus mauvais spécialistes. Ce lieu sans niche, cet espace sans partition, c'est le pays natal de la philosophie.

» Oui, je me fais une certaine idée de la philosophie. Tous ceux qui ont fait de la philosophie n'ont jamais fait autrement. Que croquez-vous qu'il y ait dans Platon ? Il y a les mathématiques de son temps, la physique de son temps, la médecine, les mythes, la religion... C'est la chose la plus ordinaire dans la tradition de la philosophie : l'artisanat usuel du petit philosophe. Alors, peut-être, notre culture nous spécialise-t-elle trop tout simplement, puisque, dès que le Français est tout petit, on le sépare de son congénère parce qu'il est soi-disant doué pour telle ou telle spécialité. Mais il est aussi hors de doute qu'il faut être spécialisé, et je le suis : il ne faut pas croire que la synthèse vient dire discours mou et général, car, si on parle de mathématiques sans savoir faire de problèmes, ce n'est pas la peine d'en parler.

Le structuralisme, c'était le passage de la mathématique classique à la mathématique moderne

— L'étrange génération que la nôtre ; qui, du point de vue de la sensibilité, a été formée par les camps de concentration, et, du point de vue de la connaissance, a assisté à toutes les révolutions scientifiques. Vous avez regardé de près ces dernières : de tels bouleversements produisent-ils un effet philosophique particulier ? Et comment se comporte-t-elle à l'égard de ce type d'unité, trouver des clés de votre part des paysages si récemment balayés par la tempête ?

— Ce n'est pas moi qui suis en question, c'est mon temps. En effet, j'ai été de la génération qui a vu la révolution comme on dit : à Waterloo ou à Auschwitz. J'y étais, j'étais là, et j'ai vu l'iceberg mathématique tourner sur lui-même, présenter son front et engloutir sa base. Cela a été pour moi une expérience absolument décisive. Tout à coup, nous avons entendu deux langues. C'était impressionnant. Alors, il n'était pas très difficile, quand on passait ensuite dans la sphère des sciences humaines, de faire de la même façon, pivoter l'iceberg et découvrir sa base. Non seulement les méthodes étaient toutes forgées, mais il n'y a que le premier renversement qui compte.

» A partir de là, le mouvement n'a plus cessé. Tout se transformait dans le champ du savoir : l'important n'était plus de passer d'un lieu dans un autre pour y importer des résultats, mais d'acquiescer les dynamismes du changement. J'ai donc vu la physique pivoter de la même façon, et surtout la biologie, où l'on ne savait rien avant la biochimie des années cinquante. Traduire le langage d'une science dans une autre oblige à un moment à se poser des questions, qui excèdent le territoire où l'iceberg a changé.

» C'est cet excès qui a fait de moi un philosophe. Au moment même où les choses changent, la philosophie nous vient tout de suite : il suffit de voir ces processus de transformation-là. Ce

qu'on a appelé le structuralisme dans les années cinquante, c'était le passage de la mathématique classique à la mathématique moderne. Ils parlaient en termes de structures dans la mathématique moderne, et l'effet philosophique du structuralisme a été important. Il en a été de même en biologie, après la rafale de la découverte du code génétique : le changement de paysage induit aussitôt l'interrogation philosophique.

» Jamais la philosophie ne devrait se porter aussi bien, et il est dommage qu'on ne s'en aperçoive pas quand on pense qu'il a suffi d'une petite révolution en mathématique précise pour susciter Platon, ou d'une petite révolution dans le système du monde pour susciter la pensée de Kant. Ils ont été confrontés à une nouveauté, alors que nous avons été confrontés à un chapelet, à un carillon de nouveautés. Évidemment, ils ont facilement fait la synthèse, car ils pouvaient facilement aller tout à partir de cette nouveauté unique qui était la leur. Quant à nous, il nous faut être très attentifs à laisser les choses assez indépendantes, car on ne fera pas une synthèse avec un carillon, mais autre chose : je pense que c'est un pluralisme qui est en train de se mettre en place.

La science risque d'en venir à quelque immense technologie

— Vous avez donc l'impression d'avoir vécu beaucoup d'histoire dans les sciences contemporaines. N'y a-t-il pas un côté négatif au-delà de cet enthousiasme ?

— Je peux dire aussi que j'ai peur. Soit la forêt un peu baroque des différences, le monde scientifique et culturel que nous produisons et qui nous baigne devient unitaire. Il est même un peu monotone. La rationalisation utilise partout la technologie des modèles. Certes, elle est efficace, elle est féconde, c'est souvent la seule possible, qui est utilisée de la physique à l'économie en passant par la biologie, etc. Mais jamais la séparation des travailleurs intellectuels n'a été si forte, jamais ils ne se sont plus ignorés entre eux, et jamais, peut-être, ils ne se sont plus contraints à faire les mêmes gestes. Jamais ils n'ont à ce point posé la même question : comment cela marche-t-il ? Comment cela fonctionne-t-il ?

» C'est la question unitaire des sciences exactes, des sciences du vivant, des sciences sociales, elle a même envahi le vieux domaine de l'humanisme. Il s'agit de construire, ou idéalement, ou pratiquement, ou dans l'exactitude, ou dans l'approximation, un modèle qui fonctionne dans les mêmes chiffres et dans les mêmes données que la chose qu'on a devant. Chiffres ou données qu'on enfouit pour mémoire dans l'ordinateur.

» La science risque d'en venir à quelque immense technologie : sans doute le mouvement n'est-il pas entièrement consommé ; la tendance cependant est forte. La technologie à l'œuvre aujourd'hui couvre peu à peu le savoir théorique et les conduites sociales. Désormais, nous avons des modèles de sociétés, nous jouons des scénarios de l'avenir. La simulation game : elle est utile, elle est féconde, mais il n'est pas souhaitable qu'elle soit seule maîtresse du terrain.

» Car, à terme bref et sous couvert des impératifs de production et d'efficacité, qui remplacent depuis assez longtemps ce que l'artifice nomme « le Ciel » — « le Ciel n'impose et ne pas moi », — je crois que les institutions d'enseignement et de recherche risquent de dériver en convergeant vers deux places et deux seulement, où il ne sera question que d'une seule et même chose. Sur le terrain des sciences exactes, on répondra, en les simulant, les questions d'ingénierie touchant à la physique, à la chimie, à la biologie, à la médecine que seule les intérêts des groupes respectifs continueront à distinguer, mais que la rationalisation du travail aura réunies, et bientôt confondues. Une même technologie risque d'associer entre elles les sciences et de les mettre sous régime industriel.

» En un second lieu, qu'on pourrait appeler le terrain des contraintes, seront regroupées, sous l'initiale majuscule de l'administration, les disciplines telles que l'économie, la gestion, auxquelles on ajoutera un peu de sociologie et de psychologie, toujours utiles pour contrôler certains comportements. Dans la première place, on préparera des moyens, à la deuxième qui va chercher à contrôler ce qu'on appelle maintenant les objectifs, les buts, et qu'on nommait jadis le règne des fins.

» Tout le reste est inutile. Pourquoi travailler sur les langues, il en suffit de deux universelles déjà, l'anglais pour se comprendre quand on se déplace, et tel code pour s'entretenir avec la banque universelle des données. A quoi bon l'histoire, les lettres, la philosophie, cela crée des différences, c'est-à-dire des ennemis !

» Il n'y a dans cette description nulle trace de science ou de politique-fiction, ce monde est presque déjà là. Il me semble qu'on l'entend venir. Et de cela, réellement, j'ai peur.

— Dans cette perspective désespérée d'un horizon intégralement rationnel, comme au coudé brusque de l'histoire, est-ce que les problèmes moraux se posent aujourd'hui différemment d'avant ?

— Le plus oublié, le plus méprisé, le plus délaissé des objets usuels de la philosophie, depuis au moins un demi-siècle, est le monde, ce monde où nous ne vivons plus, dont nous allons visiter parfois les débris fossiles aux lieux les plus éloignés de nos savoir-faire, ce monde vaincu, mutilé, hideux bientôt, que nous pouvons enfin bouleverser à notre guise, sans trop voir ce qu'il en sera.

» Le monde, avant, c'était l'ensemble de nos contraintes dans la nécessité — à cause du monde, on avait froid, on avait faim — tandis que, maintenant, c'est le plaisir de nos vacances. Du côté des Sceptiques, il y a des restes de monde, tandis que du côté des parcs nationaux, à mesure qu'on va, il n'y en a plus : le monde est le fossile des anciennes nécessités. Ce que le dix-septième siècle avait prévu : que nous en soyons maîtres — ce que le dix-neuvième avait prescrit, — que nous le transformions, ces dix philosophiques sont désormais des jeux d'enfants que nous conduisons à notre aise.

» Maintenant, il faudrait peut-être non plus penser à être maître du monde, mais à maîtriser notre maîtrise. Cela pose des problèmes concernant quel au sujet de la science, quel au sujet de notre puissance par rapport au monde, notre puissance par rapport aux autres, c'est-à-dire comment régler notre puissance ? Et s'il n'y a plus qu'un problème moral, c'est celui-là pour le moment.

» Le vrai problème moral comme il se pose aujourd'hui est : quel type de conduite peut-on avoir avec l'ensemble de nos efficacités ? Comment ajuster nos moyens devant ce que nous avons produit, c'est là où le philosophe finit par une morale. C'est un problème assez dramatique qui va probalement de la bombe atomique à la bombe démographique. Car la philosophie n'est pas seule à perdre le monde, comme on dit que l'on perd le nord. La science, qui, pourtant, avait le projet de le dire, de le comprendre, d'en préparer les productions, l'a perdu tout autant, tout aussi récemment que la philosophie, pour les mêmes raisons, peut-être.

» Toutes les révolutions scientifiques ont chaque fois posé des questions nouvelles, non pas seulement de méthode, non pas seulement de vision du monde, mais des questions de procédure pratique, et c'est là que nous en sommes maintenant. Mais les problèmes aujourd'hui sont tellement nouveaux que le grand désespoir de philosophie, c'est de voir à quel point ceux qui sont chargés de les résoudre sont en retard sur ces questions.

— En tant que philosophe, vous êtes par définition un anticipateur des savoirs et des pratiques à venir. Est-ce que cela vous donne un pouvoir obligé, une responsabilité propre ?

— Il semblerait que depuis quelque temps l'engagement politique ou socio-politique des intellectuels se réduise le plus souvent à une performance publicitaire. Cela me fait très peur, car on a l'impression que le système social récupère plus vite que son ombre. Je crois qu'il y a maintenant un devoir de se retirer pour un intellectuel, plutôt que de s'engager, de pratiquer le jardin, parce que les problèmes posés demandent des solutions théoriques encore plus complexes, plus difficiles, et que ce n'est pas le des sur l'événement qu'on peut les résoudre. A l'heure actuelle il se trouve qu'aux meilleures places où l'on est dans les médias, correspondent les discours les plus faibles, et inversement : or, le contenu du discours me semble préférable à la place, de beaucoup.

» Je ne crois pas que l'intellectuel soit fait pour influencer autrui : les philosophes qui ont été très importants dans leur temps sont souvent des hommes de cabinet. Le monde intellectuel est aussi injuste que les autres, et voilà que si ce monde-là dénonce l'injustice ailleurs, la dénonçant, il voile sa propre injustice. Ce n'est pas un paradoxe : on soupçonne moins l'injustice dénonçant l'injustice.

» Une toile de Carpeaccio raconte exactement cela, saint Georges, beau chevalier cuirassé de noir, affronte le dragon. Tout le monde regarde l'empoi gnade, massé sur les balcons. La vie s'arrête pour qu'on assiste à ce combat. Or nul ne voit sous les pieds du cheval et sous les griffes du dragon une masse de cadavres coupés en morceaux, un charnier. On oublie la maîtrise qui nous écrase pendant le combat spectacle du maître.

Celui qui s'engage peut, pour son malheur, occuper, tout à coup la place de saint Georges. D'un coup, mon hésitation, mes doutes. C'est pour cela que je n'ai pas très envie d'avoir du pouvoir, j'ai peur de ma propre efficacité : j'ai toujours vu les idéologies engendrer les plus abominables tyrannies.

« La philosophie ou la mort » comme avait dit Jaspers

— Vous nous avez dit les discours d'où nous sommes absents, et ceux d'où tout le monde est exclu. Quelle serait votre vision d'un proche futur ?

— Je n'ai pas du futur qui nous attend une image très réjouissante, je suis assez pessimiste. Dans la génération qui me précède, le vieux Jaspers avait dit : « La philosophie ou la mort », et je suis assez d'accord avec lui. Si l'on ne se pose pas de problèmes philosophiques, si on se laisse aller comme cela à l'extrapolation automatique des courbes qui sont en train de se développer, il est hors de doute que nous allons à une catastrophe mondiale.

» Au niveau de l'homme, je crois que dans un univers de plus en plus normé, c'est-à-dire où les gens sont de plus en plus les mêmes, on verra se créer de plus en plus des isolats, des jardins, des fermettes où les gens éviteront la peste. S'il y a un espoir dans l'avenir, ce sera là : des archipels de cultures dans une mer indifférente d'identités, écrasées par l'information. Comme au début du XX^e siècle, c'est la peste, et par conséquent on ferme les murs, on ferme la porte, et on se rassemble entre amis ; on raconte des histoires drôles, des histoires de plaisir, des histoires très finement cultivées et on ferme la porte à la peste.

» Le problème, c'est de retrouver des différences, parce que le rouleau compresseur est extraordinaire. En France, nous sommes dans un ghetto d'information : alors à la limite, autant l'accélérer. A Paris, il n'y a plus qu'un seul intellectuel, qui s'exprime en diverses langues, mais c'est toujours le même, car il n'y a qu'un seul discours. C'est inouï pour un pays qui a été le plus fortement porteur de différences, ce rabaillage de l'identité, cette perte totale de notre culture. Il y a eu la technologie, l'économie, et maintenant c'est la communication : tout le monde est au garde à vous à partir de 8 heures du soir pour écouter M. Daniel dire la même chose à tout le monde sans espoir de retour. Alors effectivement, et je le dis en tant que citoyen ordinaire, et non pas en tant que philosophe : non seulement il n'y aura plus bientôt qu'un seul intellectuel, mais il n'y aura plus qu'un seul Français qui écouterait un seul intellectuel.

» Il est certain qu'il y a dans les médias un moyen d'esclavagisme nouveau. On est toujours en train de dire qu'il faut lutter contre le fascisme en pensant au fascisme d'il y a quarante ans, et l'on ne fait pas du tout attention aux éléments de contrainte et d'esclavage qui existent actuellement, comme probablement nos pères n'ont pas vu l'arrivée d'autres dangers.

« Le Parasite » : le mot a trois sens

— Vous finissez un livre, commencé il y a près de sept ans...

— Il s'appellera le Parasite. Ce mot, comme vous le savez, a trois sens. Il désigne d'abord une personne, fort connue depuis l'Antiquité la plus haute, qui mange aux dépens d'un hôte, et qui pale son écot en grimaces et en discours. Il égaye le festin, il monte vite sur les planches. Il est comique et malheureux. Le mot désigne aussi un animal protozoaire, mollusque, insecte, qui se nourrit qui vit et se multiplie par un autre animal ou par plusieurs autres, qu'il prend comme son milieu, fixe ou temporaire. Il est petit et dangereux. Le mot désigne enfin un bruit qui brouille le passage d'un message. Il fait les solitudes.

» L'anthropologie, la critique littéraire, se chargent du premier sens, l'économie, peut-être un peu la biologie, se charge du second : la physique, la théorie des communications, du troisième. Question : peut-on faire un cordon au moyen de ces trois toisons ? Peut-on faire un tissu, peut-on faire un texte ? La réponse est, je crois, positive. C'est comme récrire la philosophie de Leibniz sous le point de vue du canard et qu'il faille appeler La Fontaine au secours, ainsi que quelques autres animaliers...

Propos recueillis par
MARINA MOLLOF.

Les titres et les intertitres sont de la rédaction du « Monde ».

■ **RECTIFICATIF.** — « Attention au travail », spectacle de la Salamandre, centre dramatique du Nord (« le Monde » du 12 avril), interrompt ses représentations pendant les vacances de Pâques et les reprend du 22 au 28 avril, du 2 au 5 mai.

سكنا من الاجل

Le Monde

économie

ÉTRANGER

En Irlande

Le gouvernement envisage de créer une agence pétrolière d'État

De notre correspondant

Dublin. — Face à une crise extrêmement grave, qui a failli paralyser complètement l'activité du pays, le ministre irlandais de l'Industrie, du Commerce et de l'Énergie, M. Desmond O'Malley, s'appuyant sur une loi de 1971, a assumé la responsabilité de l'État dans la distribution du gaz-oil et du mazout. Le ministre a donné l'ordre aux multinationales de ravitailler immédiatement les services essentiels, c'est-à-dire l'industrie, les transports, l'agriculture et les services médicaux.

Le gouvernement effectue en même temps une enquête pour connaître les quantités exactes dans les réservoirs des fournisseurs. « La pétrole », a déclaré M. O'Malley, jeudi soir 12 avril, ne dépassait pas de beaucoup le chiffre de 5 % avancé par le gouvernement. Selon lui, les réserves, dans la seule raffinerie du

pays, appartenant à trois multinationales, étaient, en fait, beaucoup plus grandes que ce que l'on avait pensé. Comme on l'avait prévu, le ministre a aussi révélé l'intention du gouvernement de mettre sur pied, dans un proche avenir, une agence d'État pétrolière.

Les multinationales sont évidemment très mécontentes des mesures sans précédent prises par les autorités de Dublin, qui ont été accueillies avec enthousiasme par la population en général, notamment par les pompiers. On ne sait pas encore très bien quelles en seront les conséquences exactes, mais il est certain que d'autres gouvernements européens suivent avec intérêt les développements actuels en Irlande. Cependant, au moment de Pâques et des départs en vacances, les stations d'essence, qui avaient encore des réserves, ont été asséchées par de longues queues de véhicules.

JOE MULHOLLAND.

LA PANNE D'ÉLECTRICITÉ À CALCUTTA

(Suite de la première page.)

On critique ici sans ménagement l'imprévoyance et la mauvaise gestion des autorités, incapables d'assurer aux industries locales (tissus, mécanique et équipement pharmaceutique) qui exportent jusqu'à 25 % de leur production dans le monde entier et rapportent de précieuses devises au pays, le courant électrique minimum dont elles ont besoin. Certaines risquent de ne jamais s'en remettre.

La perte pour l'économie indienne dépasse déjà 500 millions de roupies, soit environ 250 millions de francs. Elle sera de 800 millions de roupies pour les six jours de fermeture des usines soit 400 millions de francs supplémentaires. En tout 650 millions de francs, et ce n'est pas fini, puisque le gouvernement estime qu'il faudra au moins trois mois pour revenir à une situation moins dramatique. C'est une perte sèche difficile à supporter pour un pays qui donnait depuis deux ans des signes de meilleur équilibre.

Les journaux indiens jugent durement ce qu'ils estiment être un scandale sans précédent. On reproche aux responsables du secteur public de production d'électricité (seule la distribution est complètement nationalisée) l'absence d'entretien sérieux du matériel. Ces attaques sont justifiées, imagine-t-on le gâchis que représentent ces pannes pour Calcutta ! Toutefois, elles surviennent aussi à un moment où la coalition au pouvoir, le Janata — partie de nationaliser quelques grandes firmes ou d'envoyer à la campagne — pour y créer des emplois — des entreprises qu'on aurait préalablement coupées en petits morceaux pour les rendre plus assimilables par les villages. Les industriels indiens ne ménagent pas leurs critiques à ces projets qui pourraient théoriquement du moins — faire sortir un certain nombre d'entre eux du milieu urbain où ils se sentent si bien, politiquement et économiquement parlant.

En outre, comme ces accidents surviennent dans un Etat — le Bengale occidental — à gouvernement local communiste, certains observateurs pensent qu'il peut s'agir d'une sorte de sabotage larvé. Quelques syndicats bien implantés dans les entreprises publiques d'électricité n'ont en tout cas aucune tendresse pour les communistes.

Ce qui se passe actuellement au Bengale, mais aussi dans une moindre mesure dans l'Etat voisin du Bihar, amène à s'interroger sur les choix qui ont été faits en matière économique et énergétique. Depuis des mois, l'Inde, qui possède d'immenses réserves de charbon, voit sa sidérurgie en manque. C'est maintenant le tour des centrales thermiques. Triste enchaînement que les responsables indiens, pourtant fort interventionnistes, n'ont pas su empêcher.

ALAIN VERNHOLLE.

BIÈRE CHINOISE POUR LES BELGES

Les Belges, grands amateurs de bières Kriek, Gueuze, Lambic, Faro et autres cervoises, peuvent déguster une bière chinoise, la Tsingtao.

Un premier chargement de 24 000 litres est arrivé le jeudi 22 mars au port d'Anvers. Cette bière, a précisé l'importateur belge, est « une jeune blonde dont la teneur en alcool est de 5 degrés ».

« Compte tenu des frais de transports très élevés, et si l'on ajoute les bouteilles vides ne seront pas consignées. On s'en serait douté... »

A Belleville-sur-Loire dans le Cher

Pour la deuxième fois un tribunal ordonne le sursis à exécution pour la construction d'une centrale nucléaire

De notre correspondant

Orléans. — Le tribunal administratif d'Orléans a ordonné, le vendredi 13 avril, de sursis à l'exécution du permis de construire de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, dans le département du Cher. Après cette décision, les travaux de construction de la centrale, qui ont commencé au début de l'année, doivent s'arrêter.

C'est la deuxième fois en France qu'un tribunal administratif ordonne l'arrêt des travaux de construction d'une centrale nucléaire. Il y a quelques mois, une semblable décision avait été prise pour la centrale de Flamanville, dans le département de la Manche.

Une requête auprès du tribunal administratif avait été déposée par l'Association pour la défense de la qualité de la vie du Val de Loire, la commune de Boullery, ainsi que par la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles et de nombreux particuliers. Les opposants à la centrale de Belleville, qui n'ont jamais montré beaucoup de goût pour les manifestations, ont préféré mener une bataille juridique. Ils estiment que le permis de construire accordé à E.D.F. le 5 janvier comporte de graves irrégularités et révèle une insuffisance des études d'impact. Selon les requérants, qui ont confié leurs dossiers à M^{rs} Eugène et Le Page-Jessu, avocats à Paris, E.D.F. n'a pas joint à temps au permis de construire une autorisation d'extraction dans le lit de la Loire. Par ailleurs, une ordonnance datant de 1959 affecte toujours les terrains sur lesquels doit être bâtie la centrale pour l'alimentation en eau de la ville de Paris.

Lors de l'audience qui s'est déroulée le 6 avril dernier (Le Monde du 8 avril), le commissaire du gouvernement s'était montré « étonné » après avoir pris connaissance des réserves formulées sur les études d'impact par l'administration de l'environnement et de l'agriculture, et

il avait demandé au tribunal l'arrêt des travaux.

Ce dernier a estimé que l'un au moins des moyens invoqués par les requérants pouvait justifier l'annulation du permis de construire, qu'il y avait donc lieu de sursis à son exécution, avant que le tribunal ne se prononce ultérieurement sur le fond. La réouverture d'un litige public, que les opposants à la centrale considèrent également illicite, fait l'objet d'une autre requête au Conseil d'État.

Il est prévu à Belleville-sur-Loire la construction de quatre réacteurs de 1 300 mégawatts. Leur mise en service devrait avoir lieu à partir de 1985.

RÉGIS GUYOTAT.

LES ROUTIERS FRANÇAIS ESTIMENT NE PLUS ÊTRE EN SÉCURITÉ DANS LE PAYS BASQUE ESPAGNOL

De notre correspondant

Bayonne. — L'Aberré Eguna, jour de la patrie basque, est célébré le dimanche de Pâques dans les quatre capitales des provinces du Sud, ainsi qu'à Mauléon, au Pays basque français. On s'attend à d'importants rassemblements, en particulier à Pampelune, capitale de la Navarre, la province la plus modérée du nationalisme basque jusqu'ici. Or les élections municipales du 3 avril ont permis au parti Herri Batasuna (union du peuple) proche du mouvement révolutionnaire E.T.A. de conquérir sept sièges. Aussi, l'Aberré Eguna est-il attendu avec fébrilité. Du côté français, la « fête nationale » sera marquée par une marche de 10 kilomètres entre Terres et Mauléon, suivie de débats sur les thèmes de l'exode, de la défense de la culture basque et de la situation économique de la région.

Précédant cette journée, les transporteurs routiers de la côte basque sont eux-mêmes descendus dans la rue vendredi matin en bloquant la circulation à Bayonne. Ils protestent contre le climat d'insécurité auquel ils sont confrontés dans la traversée du Pays basque espagnol. L'E.T.A. exerce des mesures de représailles envers les Français pour protester contre les mesures que Paris a décidées à l'égard des réfugiés basques qui ne bénéficient plus du statut politique depuis le 31 janvier dernier. Enfin, le mouvement français basque Iparrerak (ceux du Nord) a décidé d'user de la violence pour lutter contre la spéculation foncière, soutenir l'action des travailleurs, défendre la langue basque et le statut des réfugiés.

TOURISME

Les restaurateurs de Marseille s'y sont engagés Plus de racolage sur le Vieux-Port

De notre correspondant

Marseille. — Les restaurateurs du Vieux-Port de Marseille ont décidé de réagir contre une pratique d'un autre âge, dont quelques irréductibles continuent à faire une spécialité marseillaise : le racolage hôtelier. Autrement dit, le pêche au chaland consistant à « harponner » l'imprudent engagé sur l'étroit trottoir du quai de Rive-Neuve, à le mener sous un flot de paroles vantant les mérites d'une cuisine ensablée, à lui décrire les délices qui l'attendent tout en « débâtant » les confitures, quitte à le prendre par le bras et à le tirer sans plus de ménagements vers l'intérieur.

Plus d'un timoré, surtout parmi les touristes étrangers, s'est laissé prendre à ce procédé en formelle contravention avec un

arrêté municipal datant de... 1919.

Soucieux de redorer un blason professionnel quelque peu terni, M. Antoine Zanaboni, nouveau président des restaurateurs marseillais a fait signer à la dizaine d'irréductibles qui continuent à recourir à cette pratique digne des rues chaudes de l'Opéra, un accord qui doit mettre fin au racolage à partir du 15 avril. Au besoin on en appellera à la justice en invoquant la concurrence déloyale.

Déjà, en 1972, une trêve avait été obtenue. Mais elle n'avait pas résisté à l'approche de l'été, les « aboyeurs » reprenant bientôt leur faction. Cette fois chacun s'est engagé à respecter l'accord, sur l'honneur.

JEAN CONTRUCCI.

TRANSPORTS

Selon le Syndicat des agents de voyage

LE PRIX DES VOYAGES VENDUS PAR LES AGENCES AUGMENTERA DE 2 % A 8 %

Le Syndicat national des agents de voyage (SNAV) annonce, dans un communiqué, que ses adhérents se préparent à augmenter les prix figurant sur leurs catalogues de 2 à 8 %, en raison des hausses du prix du carburant répercutées par les compagnies aériennes.

« Les transporteurs n'ont pas estimé possible de maintenir leurs prix », explique le SNAV. C'est de 5 à 25 %, selon les destinations et les programmes, que les organisateurs de voyage verront leurs coûts de transport augmenter, à partir du 15 avril, pour certains, et au plus tard le 1^{er} mai. Compte tenu de l'importance des sommes en cause, les tour-opérateurs s'apprêtent à prendre en charge la totalité de ces augmentations. Ils se voient donc dans l'obligation de relever leurs prix. »

INFORMATIONS PRATIQUES

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2359

1	2	3	4	5	6	7	8	9

Documentation

• Répertoire permanent de l'administration française vient de publier l'édition 1979 du Répertoire permanent de l'administration française. Les noms de plus de huit mille responsables de ministères ou d'organismes administratifs, avec indication de l'adresse et du numéro de téléphone, sont répertoriés. Le Répertoire comprend en outre des cartes des principales circonscriptions administratives (militaires, académiques, judiciaires, etc.).

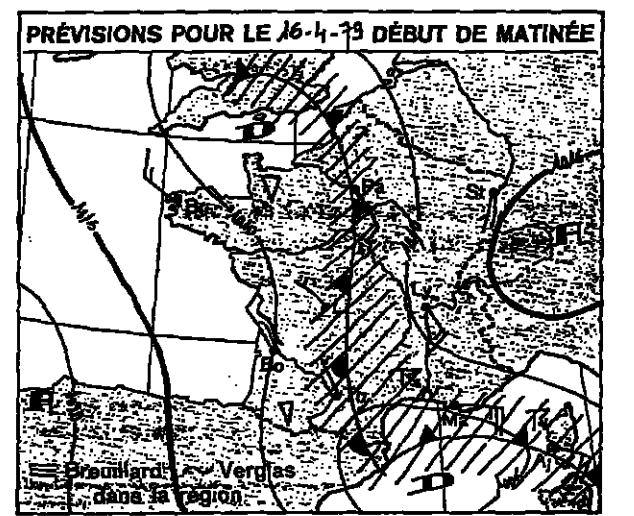
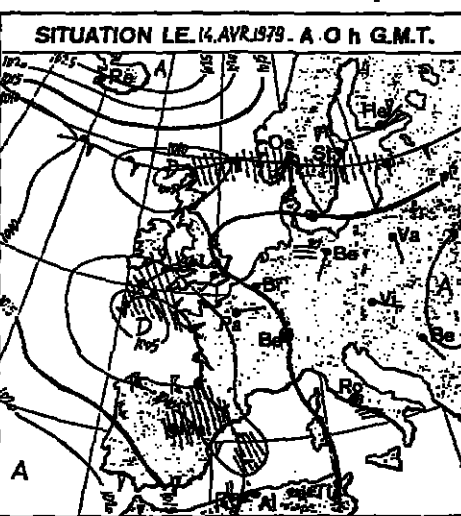
• 58 F. La Documentation française, 31, quai Voltaire à Paris et 185, rue Garibaldi à Lyon, ainsi que par correspondance, 124, rue Henri-Barbouse, 93300 Aubervilliers.

Stages

• Institut d'études occitanes. — Du 2nd au 8th avril aura lieu, au lycée d'Art (Vaucluse), la Deuxième Ecole occitane d'été. Une trentaine d'ateliers permettront aux stagiaires d'acquiescer à la vidéo, à la photo, à la fabrication d'un journal, à la musique et à la danse en relation avec la culture occitane. Prix du stage, internat : 330 à 400 F ; externat : de 90 à 130 F. Date limite d'inscription : 25 avril 1979.

• E.O. Vaucluse. Provence, terre d'oc, 9, boulevard Lamber, 84000 Avignon.

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/4 de mm)

Zone de pluie ou neige Averses Orages Brouillard Verges

Flèche indiquant la direction d'où vient le vent Force du vent : 5 noeuds / 10 noeuds / 50 noeuds

Sens de la marche des fronts Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 14 avril à 6 heures et le dimanche 15 avril à 24 heures.

Une zone dépressionnaire venant de l'Atlantique évoluera lentement à travers la France et la Méditerranée occidentale. Des masses d'air assez humides envahiront ainsi une grande partie du pays.

Dimanche 15 avril, des Ardennes au Massif Central, le temps sera assez ensoleillé, malgré quelques nuages passagers, progressivement plus nombreux l'après-midi et le soir. Les vents seront faibles et les températures assez élevées sur le reste du pays, le temps sera nuageux, passagèrement pluvieux.

Des pluies assez abondantes sont principalement à craindre sur les régions du Sud et du Sud-Est, où elles auront parfois un caractère orageux, tandis que les vents de secteur sud-est seront forts par moment sur le littoral méditerranéen. Ailleurs, des ondées se produiront localement, mais des éclaircies apparaîtront temporairement. Les vents seront faibles ou modérés et de direction variable. Les températures maximales seront souvent en baisse.

Samedi 14 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris de 1013,7 millibars, soit 758,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 avril ; le second, le minimum de la nuit du 13 au 14) : Alençon, 16 et 9 ; Berlin, 19 et 7 ; Bonn, 21 et 8 ; Grenoble, 21 et 8 ; Lille, 20 et 7 ; Lyon, 20 et 6 ; Marseille, 19 et 7 ; Nancy, 19 et 4 ; Nantes, 21 et 8 ; Nice, 17 et 10 ; Paris-La Bourget, 20 et 8 ; Pau, 22 et 12 ; Perpignan, 20 et 11 ; Rennes, 20 et 8 ; Strasbourg, 20 et 6 ; Toulon, 21 et 8 ; Toulouse, 21 et 10 ; Pointe-à-Pierre, 20 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 12 degrés ; Amsterdam, 16 et 8 ; Athènes, 16 et 9 ; Berlin, 19 et 7 ; Bonn, 21 et 8 ; Bruxelles, 21 et 8 ; Casablanca, 21 et 18 ; Copenhague, 13 et 2 ; Genève, 17 et 3 ; Liège, 16 et 8 ; Londres, 17 et 9 ; Madrid, 15 et 5 ; Moscou, 13 et 1 ; New-York, 12 et 6 ; Palma-de-Majorque, 22 et 13 ; Rome, 17 et 8 ; Stockholm, 14 et 0.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 14 avril 1979 :

DES DECRETS :

• Portant extension au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de certaines dispositions réglementaires (règlements d'administration publique et décrets en Conseil d'Etat) pénales et de procédure pénale ;

• Relatif aux études préparatoires au diplôme d'Etat d'infirmier ;

• Modifiant le décret du 10 juillet 1968 relatif aux primes de qualification de certains personnels militaires ;

• Modifiant l'organisation du conseil supérieur de l'aviation marchande.

Equipe du Transvaal en Afrique du Sud

On a pu penser que la sélection nationale, les Springboks, n'aurait pas à l'efficacité de ses prononcées par le Conseil d'Etat, mais d'autres équipes se disputent les prochains Jeux de l'Empire.

La sélection nationale, les Springboks, n'aurait pas à l'efficacité de ses prononcées par le Conseil d'Etat, mais d'autres équipes se disputent les prochains Jeux de l'Empire.

La sélection nationale, les Springboks, n'aurait pas à l'efficacité de ses prononcées par le Conseil d'Etat, mais d'autres équipes se disputent les prochains Jeux de l'Empire.

Mercredi 18 avril

LA SEMAINE FINANCIÈRE

Bourses étrangères

NEW-YORK

Effacement général

Les cours des valeurs industrielles se sont généralement effacés cette semaine à Wall Street où l'indice Dow Jones est revenu le 12 avril (le marché était clos le 13) à 270,49 contre 275,60 le 5 avril.

Le fin de la grève des camionneurs annoncée mercredi n'a pas provoqué le renversement de tendance attendu. Les investisseurs ont en effet trouvé dans la décision gouvernementale de durcir la politique monétaire de nouveaux motifs d'inquiétude (les taux d'intérêt pourraient à nouveau progresser).

Le seul fait marquant a finalement été l'annonce d'une offre publique d'achat lancée sur Woolworth (qui a été rejetée) par le groupe canadien Braccon. L'une des plus grosses tentatives de prise de contrôle de l'histoire boursière américaine (1,1 milliard de dollars) aura au moins provoqué une certaine animation.

Cours	Cours
6 avril	12 avril
Alcoa	54 1/2
A.T.T.	61 1/2
Boeing	55 1/2
Chase Manhattan	54 1/4
Du Pont de Nemours	142
Eastman Kodak	64 1/2
Exxon	53 1/4
Ford	42 1/2
General Electric	47 1/2
General Foods	52 1/2
General Motors	55 1/2
Goodyear	17 1/2
IBM	111 1/2
Kennecott	23 1/2
Mobil Oil	15 1/2
Pfizer	32 1/2
Schlumberger	106 1/2
Tesco	28 1/2
U.S. Steel	24 1/2
Union Carbide	38 1/2
U.S. Steel	24 1/2
Xerox Corp.	57 1/2

LONDRES

Redressement

Après le tassement enregistré la semaine dernière, le Stock Exchange s'est redressé au fil de ces quatre dernières séances (le marché était clos vendredi et le sera lundi).

L'indice Financial Times des industrielles est passé de 252,3 à 261,9. Celui des fonds d'investissement est resté stable à 75,84 contre 75,86, et les mines d'or, en liaison avec les cours du métal, se sont nettement redressés (134,1 contre 146,3).

La publication des divers manifestes électoraux n'a guère perturbé les investisseurs. Les investisseurs se sont néanmoins inquiétés de ne pas retrouver, dans celui des conservateurs, la promesse orale de mettre fin au contrôle des dividendes.

Cours	Cours
6 avril	12 avril
Bovair	192
Brit. Petroleum	112
Charl. Harb.	124
Courtauld	122
De Beers	379
Fin. State Corp.	22 1/2
Gl. Unif. Stores	422
Imp. Chemical	392
Shell	742
Vickers	191
War Loan	35 1/8

(*) En dollars, net de prime sur le dollar investissement.

(**) Cours du 20 mars.

(***) Cours demandé.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Trêve pascalle

Après un début de semaine sans histoire avec des taux d'intérêt à 9 1/2 %, une brusque tension est apparue sur le marché et le taux de l'argent a été porté à 10 % pour les cinq jours du 12 au 17 avril.

Plusieurs facteurs expliquent cette tension, prévisible à bien des égards. Les perturbations enregistrées dans les services de la Banque de France, qui ont eu pour conséquence de retarder le règlement des effets présentés auprès des banques en fin de semaine; l'approche de la fin de la période pour la constitution des réserves bancaires du mois d'avril; enfin, les sorties de billets traditionnelles à l'approche des longs week-ends.

Inutile de dire qu'en de semblables occasions, les prêteurs ont beau jeu. Cela étant, et afin d'éviter malgré tout un débordement au-delà du niveau psychologique de 7 %, la Banque de France a débloqué la dernière tranche de son adjudication, soit 3 milliards de francs à 6 3/4 %, valeur jeudi 12 avril.

Ignorant ces péripéties journalières, le marché du taux est resté extrêmement calme, tranquille et cambistes tournant cependant leur regard par-delà l'océan pour tenter d'y voir plus clair sur les intentions de la réserve fédérale de New-York en matière de taux.

(Interim.)

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	9 avril	10 avril	11 avril	12 avril (*)	13 avril
Termes	150 533 029	125 167 860	120 912 575	N.C.	—
Compt.	250 506 449	169 436 827	300 853 107	N.C.	—
Actions	80 751 240	96 063 713	78 557 289	N.C.	—
Total	481 790 719	410 668 300	400 422 871	N.C.	—

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 30 décembre 1977)					
Franc.	104,9	103,8	103,9	105,1	—
Etrang.	118,1	118	118,5	117,4	—

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 30 décembre 1977)					
Tendance	102,6	101,9	101,5	101,8	—
Ind. gén.	80,7	80,3	80,9	80,8	—

(*) Pour des raisons non communiquées, la chambre syndicale n'a pas fourni aux agences de presse les volumes de transactions de cette journée.

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 9 AU 13 AVRIL

Le printemps des actions

Le printemps s'est installé sous les voûtes du palais Brongniart. Certes, à l'issue des quatre dernières séances — le marché était clos vendredi —, les différents indices n'ont pratiquement pas progressé, mais, pour les boursiers, après la forte hausse de la semaine précédente, l'essentiel était qu'ils ne baissent pas.

En dépit des inévitables ventes bénéficiaires et du ralentissement du rythme des achats à l'approche d'un long chômage pascal, les cours des actions françaises ont fait preuve d'une remarquable résistance.

Dés lundi, le ton était donné. A l'issue d'une séance encore très active, l'indice instantané s'ajustait à 1 % de la hausse. Dans les tradinges la foule était encore dense. Il fallut attendre le lendemain pour constater que de nombreux investisseurs n'avaient pu résister à l'appel des premiers rayons de soleil. Le volume des échanges s'en ressentit. La période de consolidation des gains précédents s'ouvrit dans une atmosphère marquée par un solide optimisme. Elle se poursuivait jusqu'à la veille du long week-end, les indices enregistrant chaque jour un repli marginal.

« La Bourse française offre encore de bonnes perspectives de hausse », a écrit cette semaine l'hebdomadaire financier américain « Barron's ». Les investisseurs étrangers (britanniques et suisses notamment) n'avaient pas attendu cet article pour se convaincre. Ils sont restés présents au fil de ces quatre dernières séances. Présents aussi, les investisseurs institutionnels (SICAV, compagnies d'assurances, Caisse des dépôts...) qui ont assuré, par leurs ordres d'achat quotidiens, un discret mais efficace soutien. Présente encore, une grande partie de la clientèle privée des agents de change, qui a sans doute été sensible au passage du fameux « rapport Mayoux » préconisant le doublement de l'avoir fiscal (de 50 à 100 %).

Cela dit l'expérience prouve que, en matière financière, il ne précède pas toujours l'été... — P. C.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

La hausse de la Livre

perturbe le fonctionnement du S.M.E.

Une fois encore, la LIVRE a tenu la vedette sur les marchés des changes. Sur sa lancée, le STERLING a en effet de nouveau fortement monté en début de semaine. Son cours atteignant mercredi le niveau de 215 francs français à Paris et plus de 210 dollars à New-York. Un tel mouvement de hausse a perturbé la tenue du S.M.E. et a entraîné des corrections, à la fois des cotations de la Livre et de celles des autres monnaies.

La Livre, en effet, a subi sous la pression des ventes bénéficiaires émanant d'opérateurs soucieux d'ajuster leurs positions à la veille du long week-end pascal. La Livre, en effet, a subi sous la pression des ventes bénéficiaires émanant d'opérateurs soucieux d'ajuster leurs positions à la veille du long week-end pascal. La Livre, en effet, a subi sous la pression des ventes bénéficiaires émanant d'opérateurs soucieux d'ajuster leurs positions à la veille du long week-end pascal.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S. U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	2,0678	1,0124	2,5938	3,5674	62,8187	4,2940	178,97	2,0678
New-York	2,0678	1,0124	2,5938	3,5674	62,8187	4,2940	178,97	2,0678
Paris	2,0678	1,0124	2,5938	3,5674	62,8187	4,2940	178,97	2,0678
Zurich	2,0678	1,0124	2,5938	3,5674	62,8187	4,2940	178,97	2,0678
Frankfurt	2,0678	1,0124	2,5938	3,5674	62,8187	4,2940	178,97	2,0678
Bruxelles	2,0678	1,0124	2,5938	3,5674	62,8187	4,2940	178,97	2,0678
Amsterdam	2,0678	1,0124	2,5938	3,5674	62,8187	4,2940	178,97	2,0678
Milan	2,0678	1,0124	2,5938	3,5674	62,8187	4,2940	178,97	2,0678

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent le contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

plan de soutien du DOLLAR présenté en novembre dernier par le président Carter et la mise en œuvre du S.M.E. ont profondément modifié les règles du jeu. Les cours de bon nombre des principales devises sont aujourd'hui en liberté étroite surveillance. Des lors, il n'est pas surprenant que les opérateurs aient modifié leur attitude. « On joue la stabilité », commente un spécialiste, qui ajoute : « Comme à l'époque des changes fixes, les écarts entre les taux d'intérêt pratiqués dans les différents pays retrouvent toute leur importance ».

Dans l'immédiat, la hausse brutale de la LIVRE a entraîné quelques perturbations dans le fonctionnement du S.M.E. La LIVRE, qui ne participe pas au S.M.E., figure en effet dans le panier de monnaies qui permet de déterminer la valeur de l'ECU. Sa hausse a entraîné celle de l'ECU et a fait apparaître une dépréciation de toutes les monnaies participant normalement au S.M.E. par rapport à cette unité de compte. Or, les règles de fonctionnement du S.M.E. prévoient

lions britanniques seront déterminants, puisqu'un dirigeant conservateur a confirmé que son parti était favorable à cette adhésion. Le SCHILLING autrichien pourrait également être associé au S.M.E. Une décision définitive sera prise après les élections générales du 6 mai.

Signations enfin que plusieurs pays ont annoncé des modifications de parité : le cours officiel du RIAL SAOUDITE a été porté de 3,27 à 3,30. Le DOLLAR, la Banque de réserve indienne a dévalué de 2,04 % la ROUPIE par rapport au STERLING. La Turquie a dévalué la LIVRE de 87 % par rapport au DOLLAR. De son côté la Chine a annoncé la mise en place d'une administration générale du contrôle des changes et l'ouverture de succursales de la Banque de Chine à Luxembourg et dans d'autres centres bancaires internationaux.

L'or a baissé. A Londres, le cours de l'once de métal précieux s'est en effet inscrit à 253,85 dollars jeudi (dernier jour de cotation) contre 259,85 dollars le vendredi précédent.

MATIÈRES PREMIÈRES

Repli du cuivre et des métaux

Fermeté du café

MÉTALX. — Les cours du cuivre se sont repliés à Londres, notamment sous l'influence du marché new-yorkais et sur des prises de bénéfices, dégonflement et ajustement de positions à caractère technique. Une certaine confusion a

d'autre part régné outre-atlantique en raison des tendances divergentes des prix dans l'industrie. Un producteur déclinait de relever son prix de vente de 5 cents pour le porter au niveau record de 1,53 dollar la livre, tandis qu'une firme suppléait de son côté la prime d'un cent appliqué antérieurement par rapport au marché new-yorkais et qu'une autre annonçait en fin de semaine une réduction de son prix de vente inférieur de 2 cents la livre. Le Zaire réaffirmait qu'il n'avait pas l'intention de dévaluer la force majeure tout en reconnaissant affronter des problèmes de livraison concernant certains clients. De sources officielles locales, la production nationale serait ressortie à 33 000 tonnes en mars, contre 18 000 tonnes tant en janvier qu'en février. On anticipait, d'autre part, le levé de la force majeure au Pérou sur les livraisons de cuivre blanchi.

Dans le sillage du cuivre et sous l'influence d'ajustements effectués avant les contrats de Pérou, la plupart des autres métaux ont subi une tendance à la baisse à laquelle la récente fermeté de la livre sterling n'a pas été étrangère. L'étain, notamment, dont les stocks du Metal Exchange n'ont diminué que de 100 tonnes à 130 tonnes, s'est replié en raison d'un relâchement des tensions sur les disponibilités.

CAOUTCHOUC. — Les cours ont été fermes à Penang. Un accord international entre pays producteurs et consommateurs, qui devrait être prochainement conclu, prévoit la constitution d'un stock régulateur de 550 000 tonnes et la fixation d'un prix mondial de référence aux alentours de 20 cents malaisiens par kilo. Le gouvernement malaisien a par ailleurs relâché le niveau de la taxe à l'exportation à 67 3/8 cents contre 63 3/4 précédemment.

DÉTERGENTS. — Les cours du café ont atteint leur plus haut niveau depuis six mois à Londres. De Paris du négoce, le Brésil aurait réussi à convaincre les producteurs d'Amérique centrale de relever leurs prix à l'exportation. Baisse des cours du cacao à Londres, au plus bas depuis quatre mois sur suite de la déception provoquée sur les marchés par le faible niveau de la demande aux Etats-Unis. De janvier à mars, en effet, les bruyères de javes outre-atlantique ont été inférieures de 3,5 % à ceux de la période correspondante de l'année précédente. Les bruyères brésiliennes du premier trimestre ont diminué de 16,7 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'année dernière pour revenir à 17 500 tonnes.

Repli des cours du sucre. L'Organisation internationale du sucre a proposé l'attribution d'un quota supplémentaire de 165 000 tonnes à l'exportation sans répartition. Baisse de 20 000 tonnes : El Salvador, 25 000 tonnes ; Pérou, 55 000 tonnes et Panama, 60 000 tonnes.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant, 1 044,50 (1 041), à trois mois 1 051,50 (1 048,50) ; étain comptant, 7 140 (7 175), à trois mois, 7 020 (7 145) ; plomb, 565,50 (568) ; zinc, 578,50 (586) ; argent (en pence par once Troy), 355 (353,75).

New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 93,80 (93,45) ; aluminium (ingots), 60,50 (61,75) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 102,50 (102) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 255 (252-240).

Penang (en dollars des Détroits par picul de 22 lbs) : 1 642 (1 650).

TEXILES. — New-York (en cents par livre) : coton (en cents par livre) : laine (premier terme), 59,50 (59,50).

Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (premier terme), 245 (242,50) ; jute (en dollars par tonne), 102,50 (102) ; coton, 155 (148,11) ; jute, 1 507 (1 452) ; cacao, mal, 1 573 (1 584) ; jute, 1 555 (1 578).

Paris (en francs par quintal) : cacao, mal, 1 573 (1 420,50) ; sepi, 1 428 (1 442) ; c.a.f.a., mal, 1 585 (1 510) ; sepi, 1 389 (1 327) ; sucre (en francs par tonne) : mal, 900 (870) ; sepi, 828 (858).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mal, 341 3/4 (338 1/2) ; jute, 338 (322 1/2) ; maïs, jute, 337 3/4 (327) ; sepi, 261 (260) tonnes ; El Salvador, 25 000 tonnes ; Pérou, 55 000 tonnes et Panama, 60 000 tonnes.

MOODY'S. — New-York (en cents par lb) : c.a.f.a., mal, 139,15 (139,20) ; jute, 141,70 (142,50) ; sucre, mal, 8,54 (8,34) ; jute, 8,37 (8,54) ; café, mal, 143 (135,75) ; jute, 143,25 (137,80).

Londres (en livres par tonne) : cacao, mal, 101 (102,80) ; sepi, 105,30 (107,80) ; café, mal, 1 555 (1 480,11) ; jute, 1 507 (1 452) ; cacao, mal, 1 573 (1 584) ; jute, 1 555 (1 578).

Paris (en francs par quintal) : cacao, mal, 1 573 (1 420,50) ; sepi, 1 428 (1 442) ; c.a.f.a., mal, 1 585 (1 510) ; sepi, 1 389 (1 327) ; sucre (en francs par tonne) : mal, 900 (870) ; sepi, 828 (858).

Chicago (en cents par boisseau) : blé, mal, 341 3/4 (338 1/2) ; jute, 338 (322 1/2) ; maïs, jute, 337 3/4 (327) ; sepi, 261 (260) tonnes ; El Salvador, 25 000 tonnes ; Pérou, 55 000 tonnes et Panama, 60 000 tonnes.

MOODY'S. — New-York (en cents par lb) : c.a.f.a., mal, 139,15 (139,20) ; jute, 141,70 (142,50) ; sucre, mal, 8,54 (8,34) ; jute, 8,37 (8,54) ; café, mal, 143 (135,75) ; jute, 143,25 (137,80).

Londres (en livres par tonne) : cacao, mal, 101 (102,80) ; sepi, 105,30 (107,80) ; café, mal, 1 555 (1 480,11) ; jute, 1 507 (1 452) ; cacao, mal, 1 573 (1 584) ; jute, 1 555 (1 578).

Paris (en francs par quintal) : cacao, mal, 1 573 (1 420,50) ; sepi, 1 428 (1 442) ; c.a.f.a., mal, 1 585 (1 510) ; sepi, 1 389 (1 327) ; sucre (en francs par tonne) : mal, 900 (870) ; sepi, 828 (858).

Chicago (en cents par boisseau) : blé, mal, 341 3/4 (338 1/2) ; jute, 338 (322 1/2) ; maïs, jute, 337 3/4 (327) ; sepi, 261 (260) tonnes ; El Salvador, 25 000 tonnes ; Pérou, 55 000 tonnes et Panama, 60 000 tonnes.

MOODY'S. — New-York (en cents par lb) : c.a.f.a., mal, 139,15 (139,20) ; jute, 141,70 (142,50) ; sucre, mal, 8,54 (8,34) ; jute, 8,37 (8,54) ; café, mal, 143 (135,75) ; jute, 143,25 (137,80).

Londres (en livres par tonne) : cacao, mal, 101 (102,80) ; sepi, 105,30 (107,80) ; café, mal, 1 555 (1 480,11) ; jute, 1 507 (1 452) ; cacao, mal, 1 573 (1 584) ; jute, 1 555 (1 578).

Paris (en francs par quintal) : cacao, mal, 1 573 (1 420,50) ; sepi, 1 428 (1 442) ; c.a.f.a., mal, 1 585 (1 510) ; sepi, 1 389 (1 327) ; sucre (en francs par tonne) : mal, 900 (870) ; sepi, 828 (858).

Chicago (en cents par boisseau) : blé, mal, 341 3/4 (338 1/2) ; jute, 338 (322 1/2) ; maïs, jute, 337 3/4 (327) ; sepi, 261 (260) tonnes ; El Salvador, 25 000 tonnes ; Pérou, 55 000 tonnes et Panama, 60 000 tonnes.

MOODY'S. — New-York (en cents par lb) : c.a.f.a., mal, 139,15 (139,20) ; jute, 141,70 (142,50) ; sucre, mal, 8,54 (8,34) ; jute, 8,37 (8,54) ; café, mal, 143 (135,75) ; jute, 143,25 (137,80).

Londres (en livres par tonne) : cacao, mal, 101 (102,80) ; sepi, 105,30 (107,80) ; café, mal, 1 555 (1 480,11) ; jute, 1 507 (1 452) ; cacao, mal, 1 573 (1 584) ; jute, 1 555 (1 578).

Paris (en francs par quintal) : cacao, mal, 1 573 (1 420,50) ; sepi, 1 428 (1 442) ; c.a.f.a., mal, 1 585 (1 510) ; sepi, 1 389 (1 327) ; sucre (en francs par tonne) : mal, 900 (870) ; sepi, 828 (858).

Chicago (en cents par boisseau) : blé, mal, 341 3/4 (338 1/2) ; jute, 338 (322 1/2) ; maïs, jute, 337 3/4 (327) ; sepi, 261 (260) tonnes ; El Salvador, 25 000 tonnes ; Pérou, 55 000 tonnes et Panama, 60 000 tonnes.

MOODY'S. — New-York (en cents par lb) : c.a.f.a., mal, 139,15 (139,20) ; jute, 141,70 (142,50) ; sucre, mal, 8,54 (8,34) ; jute, 8,37 (8,54) ; café, mal, 143 (135,75) ; jute, 143,25 (137,80).

Londres (en livres par tonne) : cacao, mal, 101 (102,80) ; sepi, 105,30 (107,80) ; café, mal, 1 555 (1 480,11) ; jute, 1 507 (1 452) ; cacao, mal, 1 573 (1 584) ; jute, 1 555 (1 578).

Paris (en francs par quintal) : cacao, mal, 1 573 (1 420,50) ; sepi, 1 428 (1 442) ; c.a.f.a., mal, 1 585 (1 510) ; sepi, 1 389 (1 327) ; sucre (en francs par tonne) : mal, 900 (870) ; sepi, 828 (858).

Chicago (en cents par boisseau) : blé, mal, 341 3/4 (338 1/2) ; jute, 338 (322 1/2) ; maïs, jute, 337 3/4 (327) ; sepi, 261 (260) tonnes ; El Salvador, 25 000 tonnes ; Pérou, 55 000 tonnes et Panama, 60 000 tonnes.

MOODY'S. — New-York (en cents par lb) : c.a.f.a., mal, 139,15 (139,20) ; jute, 141,70 (142,50) ; sucre, mal, 8,54 (8,34) ; jute, 8,37 (8,54) ; café, mal, 143 (135,75) ; jute, 143,25 (137,80).

Londres (en livres par tonne) : cacao, mal, 101 (102,80) ; sepi, 105,30 (107,80) ; café, mal, 1 555 (1 480,11) ; jute, 1 507 (1 452) ; cacao, mal, 1 573 (1 584) ; jute, 1 555 (1 578).

Paris (en francs par quintal) : cacao, mal, 1 573 (1 420,50) ; sepi, 1 428 (1 442) ; c.a.f.a., mal, 1 585 (1 510) ; sepi, 1 389 (1 327) ; sucre (en francs par tonne) : mal, 900 (870) ; sepi, 828 (858).

Chicago (en cents par boisseau) : blé, mal, 341 3/4 (338 1/2) ; jute, 338 (322 1/2) ; maïs, jute, 337 3/4 (327) ; sepi, 261 (260) tonnes ; El Salvador, 25 000 tonnes ; Pérou, 55 000 tonnes et Panama, 60 000 tonnes.

MOODY'S. — New-York (en cents par lb) : c.a.f.a., mal, 139,15 (139,20) ; jute, 141,70 (142,50) ; sucre, mal, 8,54 (8,34) ; jute, 8,37 (8,54) ; café, mal, 143 (135,75) ; jute, 143,25 (137,80).

Londres (en livres par tonne) : cacao, mal, 101 (102,80) ; sepi, 105,30 (107,80) ; café, mal, 1 555 (1 480,11) ; jute, 1 507 (1 452) ; cacao, mal, 1 573 (1 584) ; jute, 1 555 (1 578).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES

— **LANGUES** : « Rapprocher les peuples européens », par Jacques Thome - Toulouse ; « L'anglais, signe extérieur de la domination », par Joseph Giordani ; « Pour la communication mondiale », par Henri Masson.

3. AFRIQUE

— **UGANDA** : M. Yusuf Lule, nouveau chef de gouvernement, a prêté serment à Kampala.

— **RHODESIE** : Washington exprime sa « profonde inquiétude » après le raid sur Lusaka.

3. PROCHE-ORIENT

— Conséquences du traité de Washington, la repli sur le Négus des forces israéliennes du Sinaï contribue à aggraver le « problème des Décolines ».

4. AMERIQUES

— **ASIE** : « La « mafia » japonaise » (II), par Philippe Pons.

5. POLITIQUE

— Avant le vingt-troisième congrès, Mme France Vernier critique l'attitude de la direction du P.C.

6. SOCIÉTÉ

— Après les incidents dans un train de militaires en permission : « Deux mois de secret pour une signature », libre opinion par Hervé Edwy Planel.

— **RELIGION** : « La Passion selon le peuple messianique », de François Reichelbach.

LE MONDE AUJOURD'HUI

Pages 7 à 13

— Au fil de la semaine : Sur quelques idées fausses, par Pierre Vianon-Ponté.

— Lettre d'Alger (Nouvelle-Zélande) : Les Français du bout du monde.

— Extraterritorialité avec Michel Serres.

— On entretient avec Marcel L'Herbier : « L'Argent » et la fin du cinéma muet.

— L'émancipation de la masse (III), par Pierre Scheffer.

14-16. CULTURE

— **JAZZ** : Sébastien Bernard, l'indépendant.

— **FORMES** : du sublime et du sacré.

16. SPORTS

— **RUGBY** : l'annulation de la tournée en France de l'équipe du Transvaal a été bien accueillie par les milieux libéraux en Afrique du Sud.

17-18. ÉCONOMIE

— Deux colloques sociaux.

19. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (9 à 12) ; Carnet (18) ; Informations pratiques (17) ; Journal officiel (17) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (17).

ÉRUPTION VOLCANIQUE A SAINT-VINCENT (Antilles)

Plusieurs milliers de personnes
sont évacuées

Kingstown (Saint-Vincent) (A.F.P.). — Le volcan de la Soufrière, à 45 km de Kingstown, capitale de l'île de Saint-Vincent (Antilles), est entré en éruption, vendredi 13 avril dans la matinée. La première éruption immédiate de dix-sept villages situés dans un rayon de 12 km autour du volcan, ce qui représente plusieurs milliers de personnes. Des centres d'hébergement provisoires ont été installés. Les secours ont commencé d'être acheminés de différents pays voisins, notamment de la Martinique et de Trinidad - et - Tobago. Des experts américains ont été envoyés sur place pour étudier le comportement du volcan.

Le volcan de la Soufrière, dont la dernière éruption remonte à 1871, avait provoqué en 1902 la mort de quinze cents à deux mille personnes. La mobilisation générale a été déclenchée par le gouvernement de l'île, qui est associée à la Grande-Bretagne et compte environ cent mille habitants.

A B C D F G H

TANDIS QUE LES EXÉCUTIONS SE POURSUIVENT

Une vive tension se manifeste en Iran entre les comités Khomeiny et les guérilleros islamiques

Téhéran (A.F.P.). — Cinq officiers, dont un général, ont été exécutés le vendredi soir 13 avril et le samedi 14 à l'aube, dans plusieurs villes d'Iran, a annoncé Radio-Téhéran, ce qui porte à soixante-huit le nombre des exécutions depuis la reprise des procès, le 6 avril. Au total, cent seize personnes ont été exécutées — selon les chiffres officiels — depuis la chute de la monarchie.

A Hamadan (à 270 km au sud-ouest de Téhéran), le commandant Seyyed Abbas Eshkehi, accusé de massacres de coopération avec la SAVAK et de corruption, a été condamné à mort et exécuté vendredi soir.

D'autre part, le tribunal révolutionnaire d'Abadan a condamné à mort vendredi soir le général Djafar Khatami, ancien gouverneur militaire de la ville, et le lieutenant-colonel Farzad Yaghtmal, chargé de la répression des militants politiques sous l'ancien régime, selon la radio. Tous deux ont été fusillés samedi matin à l'issue d'une audience de six heures.

Enfin à Khorramabad (province du Luristan), le colonel Abol-fazl Ahmadi et le commandant Mohammad Ali Charin, également accusés de meurtres et de tortures, ont été fusillés samedi matin. D'autres accusés continuent à comparaître devant le tribunal de cette ville.

Le comportement des comités Khomeiny, qui auraient dû être épurés et réorganisés, continue à provoquer des réactions. Le mouvement des guérilleros musulmans « Moudjahidin du peuple » leur a adressé une sévère mise en garde. Ce groupe armé a exigé du gouvernement qu'il « adopte une ligne pour toutes les attitudes fermes vis-à-vis des exécutions des comités et prenne les mesures nécessaires, faute de quoi il s'en chargera lui-même ». Cet avertissement a été formulé à la suite de l'arrestation, jeudi soir, de deux fils de l'ayatollah Mahmoud Taleghani, membres de ce mouvement, apprend-on de bonne source. Les deux fils du déserteur religieux progressiste de Téhéran ont été détenus plusieurs heures à la caserne Lavizan, au nord de Téhéran, par les membres d'un comité Khomeiny, et il semble qu'ils n'aient toujours pas été relâchés ce samedi.

Le projet de Constitution

En attendant la publication du projet de Constitution, qui devrait avoir lieu avant le 20 avril, on ignore toujours à Téhéran la composition du Conseil de la révolution, qui n'est pas révélée pour des « raisons de sécurité ». Ce Conseil, qui cumule les fonctions de chef de l'exécutif et du pouvoir législatif, comprendra quinze membres et se réunira trois fois par semaine. Selon des rumeurs persistantes, M. Mehdi Bazargan, premier ministre, Abolhasan Bani-sadr, Sadegh Ghotbzadeh, directeur de la radio-télévision, Ibrahim Yazdi, vice-premier ministre chargé des affaires révolutionnaires, en feront partie, ainsi que plusieurs ayatollahs. Les projets les plus importants sont soumis à l'ayatollah Khomeiny.

LE CENTRE DE REDEVANCE DE LA TÉLÉVISION DE RENNES CONDAMNÉ POUR TRACASSERIES ENVERS LE BARDE YOUNN GWERNIG

(De notre correspondant.)

Rennes. — Le chanteur breton Younn Gwernig, qui, depuis 1972, refuse de payer sa redevance de radio-télévision pour protester contre l'insuffisance d'émissions en langue bretonne, vient d'être condamné par le tribunal de grande instance de Morlaix, qui a condamné le centre de redevance de la télévision de Rennes à lui verser 500 francs de dommages-intérêts, en raison des tracasseries qu'il lui a fait subir.

Président de l'association radiotélévisuelle Younn Gwernig, qui, depuis 1972, refuse de payer sa redevance de radio-télévision pour protester contre l'insuffisance d'émissions en langue bretonne, vient d'être condamné par le tribunal de grande instance de Morlaix, qui a condamné le centre de redevance de la télévision de Rennes à lui verser 500 francs de dommages-intérêts, en raison des tracasseries qu'il lui a fait subir.

Un détenu, M. Gérard Dolt, qui avait été transféré il y a environ un mois à l'hôpital psychiatrique de Ravenel, à Mircourt (Vosges), s'est pendu, jeudi 12 avril, dans la cour de l'établissement. Incarcéré à la prison de Remiremont après une agression contre le directeur d'une agence bancaire de Bruyères, au mois de février dernier, il avait d'abord été transféré à l'hôpital d'Épinal à la suite d'une tentative de suicide.

LES CONFLITS DANS LA SIDÉRURGIE

FOS : le tribunal d'Aix-en-Provence ordonne l'évacuation des hauts fourneaux de l'usine Solmer

De notre correspondant régional

Marseille. — A la suite d'une action en référé introduite par la direction de l'usine sidérurgique SOFIMAT, à Fos, le tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence a ordonné, le samedi 14 avril, l'évacuation de la salle de contrôle des hauts fourneaux occupée par des salariés de l'entreprise depuis plusieurs jours.

Le personnel de sécurité restant en poste ne devra plus s'opposer à la mise en place de charges d'arrêt dans les hauts fourneaux. Le tribunal ne s'est pas prononcé, par ailleurs, sur le fait que la mise en place de charges d'arrêt dans les hauts fourneaux de l'entreprise — sur sept mille — s'apparentait à un lock-out interdit par la loi. — G. P.

DUNKERQUE : les négociations continuent dans un climat tendu

A Dunkerque, le tribunal d'instance a, le 13 avril au soir, ordonné aux grévistes d'Usinor-Wardec, qui occupent les locaux de l'usine depuis le 10 avril, de se retirer immédiatement, avant qu'il soit fait éventuellement recours aux forces de police.

Les représentants de la direction et des syndicats s'étaient rencontrés dans la journée sans aboutir à un accord. Une nouvelle réunion

APPEL A LA GRÈVE DES ASSISTANTS ET DES SCRIPTES C.G.T.

La section C.G.T. des assistants et des scriptes de la Société française de production a lancé un appel à la grève pour les 17 et 18 avril 1979. Ce mouvement, motivé par la publication des listes nominatives des licenciés de la production, a pour but de faire passer aux grévistes les programmes, mais peut paralyser momentanément certains tournages.

Les discussions se poursuivent entre les représentants du personnel et la direction de la S.F.P. qui se réuniront le mardi 17 avril, à 17 heures, après l'assemblée générale du personnel prévue à 14 h 30 dans les studios des Buttes-Chaumont.

Pour protester contre le relèvement des cotisations

LES ADMINISTRATEURS PATRONAUX DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE-MALADIE DE LA MANCHE DÉMISSIONNENT

De notre correspondant

Saint-Lô. — Le patronat n'est plus représenté depuis vendredi 13 avril au conseil d'administration de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la Manche. Les neuf administrateurs titularisés, plus un suppléant, ont

démissionné en bloc. C'est la première réaction du genre en France, pour protester contre les mesures gouvernementales de décembre 1978 tendant à accroître la participation des entreprises et des salariés au financement du déficit de la Sécurité sociale.

Les contestataires comptent donner à leur acte la publicité maximale en faisant parvenir aux trois mille cinq cents délégués siègés dans les différentes caisses de l'Hexagone les raisons qui ont motivé leur mouvement.

Le vice-président du tribunal de Paris, M. Pierre Drai, s'est déclaré incompétent, le jeudi 12 avril, pour statuer en référé sur le différend opposant la Société nationale d'industrie aéronautique (SNIAS) à la société Concorde, la Danis film national « cinématographique qui est accusée d'avoir utilisé abusivement l'appellation « Concorde » dans un film mettant en scène un grave accident d'avion (le Monde du 6 avril).

Le magistrat a estimé que la SNIAS n'a pas obligatoirement le monopole de l'image et de l'utilisation du mot « Concorde ». S'il existe un problème de contrefaçon, a indiqué le tribunal, il ne pourra être réglé que par un procès au fond devant le tribunal civil en dehors de toute procédure d'urgence.

Un père qui refusait de rendre à son ex-épouse leur enfant Christophe, neuf ans, a été condamné, le 12 avril, par la cour d'appel de Rennes, à dix mois d'emprisonnement, dont cinq avec sursis, assortis de trois années de mise à l'épreuve. Jugé par défaut, en première instance par le tribunal de Charleville-Mézières (Ardennes), M. Jean Capelle, qui possède la double nationalité française et espagnole et qui est domicilié à Barcelone, avait été condamné à un an de prison ferme en 1973, la cour d'appel de Toulouse avait confié la garde de Christophe à sa mère, Mme. Marie-Claire Albert. En 1974, M. Capelle, profitant de son droit de visite, avait enlevé l'enfant et l'avait emmené avec lui en Espagne. M. Capelle a été arrêté en février dernier, alors qu'il passait la frontière d'Espagne en France.

A La Seyne L'ATTENTAT VISANT DU MATÉRIEL NUCLÉAIRE EST-IL L'ŒUVRE DE SPÉCIALISTES ?

La police judiciaire, la direction de la surveillance du territoire et les services de la sûreté navale continuent d'enquêter sur l'attentat perpétré le vendredi 6 avril contre du matériel nucléaire fabriqué par les constructions navales et industrielles de la Méditerranée (C.N.I.M.) à La Seyne (Var) et destiné à l'Irak (le Monde du 8-9 avril).

Plusieurs éléments se font d'ores et déjà jour qui vont permettre aux enquêteurs de mieux orienter leurs recherches. Tout d'abord, les policiers ne croient ni à la responsabilité d'un commando israélien ni à celle d'un groupe de Palestiniens. Ils ne prennent pas au sérieux la revendication de l'attentat par un mouvement écologiste français et ne retiennent pas l'idée d'une action menée par des écologistes allemands.

Spécialistes du maniement des explosifs ? Les enquêteurs le pensent qui soutiennent, d'autre part, que le commando a dû bénéficier de compétences techniques. Un point notamment les persuadant de cette hypothèse : les saboteurs connaissent le code neutralement le système d'alarme qui protège le hangar ultra-perfectionné où se trouvait le matériel détruit.

Sept charges explosives avaient été placées à la base des installations souterraines des réacteurs nucléaires. Cinq ont explosé en même temps. Les trois gardiens qui assurent la surveillance n'ont rien signalé qui puisse faire évaluer à la police le nombre exact des hommes du commando. Aucune trace d'effraction n'a été relevée. Seules une pile de 9 voltes, ayant servi à la mise à feu, et une paire de gants de sécurité ont été retrouvées.

Le chef du personnel de la C.N.I.M. a déclaré qu'il ne comprenait pas les raisons de ce sabotage et qu'une action politique n'était pas à exclure.

Les dégâts, qu'on peut évaluer à environ 30 millions de francs, retarderont de près de deux ans la livraison des réacteurs nucléaires de recherches baptisés Tamuz I et Tamuz II à l'Irak.

« RÉGIONS - EUROPE » REPROCHE AU P.S. SA « DÉMAGOGIE »

Au nom de la liste bretonne, Régions - Europe, M. Jean-Edern Hallier déclare : « En renvoyant une seconde fois les résultats du scrutin universel devant les électeurs et en mettant un seul élu, M. Josselin, sur les deux départements de l'Ouest, le P.S. démontre une fois de plus sa démagogie et le double langage régionaliste des élus-majors parisiens. »

Régions - Europe, liste bretonne, invite donc les socialistes sincères à briser le carton des appareils et à renforcer son combat politique.

M. Josselin est président du conseil général des Côtes-du-Nord.

M. René Bernasconi, président de la C.F.M.E. (Confédération des petites et moyennes entreprises), rappelle dans une circulaire à tous les responsables de son organisation, quel que soit leur mandat ou leur qualité, qu'ils ne peuvent se prévaloir de leur appartenance à la confédération ni utiliser directement ou indirectement son sigle à des fins électorales et politiques.

La Confédération générale des P.M.E. déclare-t-elle, s'exprimera prochainement au regard des entreprises, des petites et moyennes entreprises dans le cadre européen et face à l'échéance électorale européenne. Mais elle appliquera ses statuts à quiconque figurera sur une liste politique, c'est-à-dire qu'elle demandera aux intéressés leur démission d'office de tous leurs postes et mandats électifs ou autres.

La Confédération générale des P.M.E. rappelle formellement en cette circonstance solennelle, le caractère apolitique de son action et de sa doctrine.

M. Pierre-Marie Chazot (mod. ma.), maire de Privas, a décidé de se démettre de ses fonctions et a présenté sa démission au préfet de l'Ardèche. Le conseil municipal élira son successeur le 19 avril. En mars 1977, la liste de M. Chazot avait été élue au premier tour. Aux élections cantonales de mars dernier, M. Chazot a été battu au second tour par M. Viale (P.S.).

ÉTABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU XIX^e SIÈCLE

recherche tout document concernant

l'histoire de la GARE et du PALAIS D'ORSAY

(Construction, activités, manifestations, cérémonies, etc.)

Il peut s'agir de textes, plans, dessins, gravures, photos, objets, etc.

S'adresser : 1, quai Anatole-France, 75007 PARIS. Tél. 222-34-25

Les manifestations font
des dizaines de morts
à Monrovia

Les désaccords

du fanatisme

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.

Le 15 avril, à Monrovia, les manifestations ont fait des dizaines de morts.